



RAPPORT FINANCIER INTERMÉDIAIRE 2016



Desjardins
Capital régional
et coopératif

LE RAPPORT FINANCIER INTERMÉDIAIRE COMPREND :

- LE RAPPORT DE GESTION
- LE RAPPORT DE LA DIRECTION
- LES ÉTATS FINANCIERS INDIVIDUELS AUDITÉS COMPLETS, INCLUANT LES NOTES ET LE RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT
- LE RELEVÉ AUDITÉ DU COÛT DES INVESTISSEMENTS À IMPACT ÉCONOMIQUE QUÉBÉCOIS
- LE RELEVÉ DES AUTRES INVESTISSEMENTS
- LE RÉPERTOIRE DE LA QUOTE-PART DES INVESTISSEMENTS AU COÛT EFFECTUÉS PAR DES FONDS SPÉCIALISÉS ET PARTENAIRES

CAPITAL RÉGIONAL ET COOPÉRATIF DESJARDINS

RAPPORT DE GESTION

Le présent rapport de gestion intermédiaire complète les états financiers et contient les faits saillants financiers, mais non les états financiers intermédiaires complets de Capital régional et coopératif Desjardins (CRCD). Il explique du point de vue de la direction les résultats de CRCD au cours de la période visée par les états financiers, ainsi que sa situation financière et les changements importants survenus à l'égard de celle-ci.

Les rendements annuels et composés de CRCD exprimés dans le présent rapport sont nets des charges et impôts alors que les rendements par activité ou par profil d'investissement représentent des rendements avant charges et impôts.

Ce document informatif contient l'analyse de la direction sur des énoncés prévisionnels. L'interprétation de cette analyse et de ces énoncés doit être faite avec précaution puisque la direction fait souvent référence à des objectifs et à des stratégies qui comportent des risques et des incertitudes. Étant donné la nature des activités de CRCD, les risques et les incertitudes qui y sont liés pourraient faire en sorte que les résultats soient différents de ceux avancés dans de tels énoncés prévisionnels. CRCD n'a pas l'obligation ni l'intention de réviser ou de mettre à jour les énoncés prévisionnels sur la base de toute nouvelle information ou tout nouvel événement pouvant survenir après la date du présent rapport.

Vous pouvez obtenir les états financiers intermédiaires gratuitement, sur demande, en appelant au 514 281-2322 ou sans frais au 1 866 866-7000, poste 5552322, en nous écrivant à 2, complexe Desjardins, C.P. 760, succ. Desjardins, Montréal (Québec) H5B 1B8 ou en consultant notre site (capitalregional.com) ou le site de SEDAR (www.sedar.com).

Vous pouvez également obtenir de cette façon l'information financière annuelle.

FAITS SAILLANTS FINANCIERS

Les tableaux suivants font état de données financières clés concernant CRCD et ont pour objet de faciliter la compréhension des résultats financiers des cinq derniers exercices ainsi que du semestre terminé le 30 juin 2016. Ces renseignements découlent des états financiers annuels et intermédiaires audités de CRCD. Pour le premier semestre 2016 et les exercices 2013 à 2015, les données financières sont présentées conformément aux Normes internationales d'information financière (les « IFRS »). Les données financières des exercices 2011 et 2012 sont présentées conformément aux principes comptables généralement reconnus du Canada (les « PCGR ») alors en vigueur.

RATIOS ET DONNÉES SUPPLÉMENTAIRES

(en milliers de dollars, sauf indication contraire)

	30 JUIN 2016 (IFRS)	31 DÉC. 2015 (IFRS)	31 DÉC. 2014 (IFRS)	31 DÉC. 2013 (IFRS)	31 DÉC. 2012 (PCGR)	31 DÉC. 2011 (PCGR)
Produits	21 001	45 269	44 422	51 982	53 491	46 894
Gains sur investissements	38 385	64 035	42 884	10 670	42 376	117 757
Bénéfice net	39 982	74 806	49 245	24 950	53 435	122 588
Actif net	1 642 512	1 642 076	1 502 462	1 470 576	1 356 446	1 220 427
Actions ordinaires en circulation (nombre, en milliers)	127 027	130 183	124 665	126 165	118 243	110 776
Ratio des charges opérationnelles totales ⁽¹⁾ (%)	2,0	1,9	2,1	2,0	2,4	3,0
Ratio des charges opérationnelles totales et frais d'émission d'actions ordinaires ⁽¹⁾ (%)	2,0	2,0	2,2	2,2	2,4	3,0
Taux de rotation du portefeuille :						
– investissements à impact économique québécois (%)	5	19	19	16	23	28
– autres investissements (%)	58	131	102	108	67	110
Ratio des frais d'opérations ⁽²⁾ (%)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Nombre d'actionnaires (nombre)	99 701	102 222	96 236	100 861	103 052	106 577
Émission d'actions ordinaires	–	149 882	62 906	149 995	149 994	153 955
Frais d'émission d'actions ordinaires, nets des impôts afférents	–	1 750	764	1 739	–	–
Rachat d'actions ordinaires	39 546	83 324	79 501	59 075	67 410	75 962
Investissements à impact économique québécois au coût	776 265	738 596	675 355	671 547	625 414	498 984
Juste valeur des investissements à impact économique québécois	871 234	817 199	710 923	733 907	659 045	541 909
Fonds engagés mais non déboursés	135 588	171 082	193 764	227 593	142 350	151 822

⁽¹⁾ Le ratio des charges opérationnelles totales est obtenu en divisant le total des charges (avant impôts) inscrites à l'état du résultat global par l'actif net à la fin de la période ou, par l'actif net moyen pour l'exercice, en vertu de l'article 68 du *Règlement sur l'information continue des fonds d'investissement en capital de développement*.

Le ratio des charges opérationnelles totales et frais d'émission d'actions ordinaires est calculé de la même manière, mais en ajoutant les frais d'émission d'actions ordinaires inscrits aux états individuels des variations de l'actif net au total des charges.

⁽²⁾ Les frais d'opérations comprennent les frais de courtage et autres coûts de transactions de portefeuille. Ces frais ne sont pas significatifs pour CRCD.

VARIATION DE L'ACTIF NET PAR ACTION ORDINAIRE

	30 JUIN 2016 (IFRS)	31 DÉC. 2015 (IFRS)	31 DÉC. 2014 (IFRS)	31 DÉC. 2013 (IFRS)	31 DÉC. 2012 (PCGR)	31 DÉC. 2011 (PCGR)
	(\$)	(\$)	(\$)	(\$)	(\$)	(\$)
Actif net par action ordinaire au début de la période / de l'exercice	12,61	12,05	11,66	11,47	11,02	9,91
Augmentation attribuable à l'exploitation	0,31	0,59	0,40	0,20	0,46	1,15
Intérêts, dividendes et honoraires de négociation	0,16	0,35	0,36	0,41	0,46	0,43
Charges d'exploitation	(0,13)	(0,23)	(0,25)	(0,23)	(0,28)	(0,31)
Impôts sur les bénéfices	(0,02)	(0,03)	(0,06)	(0,07)	(0,09)	(0,07)
Gains réalisés	0,12	0,29	0,52	0,03	0,48	0,20
Gains (pertes) non réalisés	0,18	0,21	(0,17)	0,06	(0,11)	0,90
Écart attribuable aux émissions et aux rachats d'actions ordinaires	(0,01)	(0,03)	(0,01)	(0,01)	(0,01)	(0,04)
Actif net par action ordinaire à la fin de la période / de l'exercice	12,93	12,61	12,05	11,66	11,47	11,02

APERÇU

CRCD a clôturé son premier semestre 2016 avec un bénéfice net de 40,0 M\$ (20,8 M\$ pour la même période en 2015), soit un rendement non annualisé de 2,5 % (1,4 % au 30 juin 2015), résultant en une augmentation de l'actif net par action à 12,93 \$ sur la base du nombre d'actions ordinaires en circulation au 30 juin 2016, comparativement à 12,61 \$ à la fin de l'exercice 2015. CRCD vise un bon équilibre entre le rendement à l'actionnaire et sa mission de développement économique québécois. Rappelons que la stratégie de gestion des actifs financiers adoptée depuis plusieurs années par CRCD lui permet de bénéficier d'une bonne complémentarité entre les portefeuilles des investissements à impact économique québécois et des autres investissements et de connaître des variations plus modestes lors de fluctuations importantes des marchés. CRCD connaît d'ailleurs un rendement favorable depuis les 15 derniers semestres.

L'activité d'investissements à impact économique québécois affiche un rendement non annualisé de 5,0 % pour la période de six mois terminée le 30 juin 2016, comparativement à un rendement non annualisé de 3,7 % pour la même période un an plus tôt. Au 30 juin 2016, le coût des investissements à impact économique québécois déboursés s'élève à 776,3 M\$ dont 68,1 M\$ durant le premier semestre 2016. Au 30 juin 2016, les fonds engagés mais non déboursés, représentant des investissements déjà convenus avec des entreprises, coopératives ou fonds et qui seront éventuellement déboursés par CRCD, se chiffrent à 135,6 M\$. Les nouveaux engagements de la période s'élèvent à 33,2 M\$.

L'activité des autres investissements a généré un rendement non annualisé de 2,6 % pour le premier semestre de 2016 (un rendement non annualisé de 1,7 % pour la période correspondante en 2015). Le rendement du premier semestre de 2016 découle principalement du positionnement de CRCD en titres hypothécaires et provinciaux et de la baisse des taux obligataires au cours de la période.

Au cours du semestre, il n'y a eu aucune émission d'actions ordinaires, la période de souscription étant prévue pour l'automne 2016. Pour leur part, les rachats d'actions ont totalisé 39,5 M\$. Au 30 juin 2016, le solde des actions éligibles au rachat s'élève à plus de 574 M\$. L'actif net a ainsi atteint 1 642,5 M\$. Le nombre d'actionnaires au 30 juin 2016 était de 99 701.

VISION DE CRCD SUR L'ENTREPRENEURIAT QUÉBÉCOIS

Le Québec fait face à un énorme défi : celui du développement, de la croissance et du transfert des entreprises existantes. Les entreprises ont tendance à demeurer trop petites et à se surendetter au détriment d'une structure de capital plus saine. Cette sous-capitalisation a des répercussions importantes sur leur performance, dont une faible productivité et un faible niveau d'activité internationale, ce qui pénalise ultimement le Québec dans sa capacité de créer et de maintenir sa juste part d'emplois à forte rémunération, des emplois fiscalement nécessaires à la santé des finances publiques de la province.

Dans la réalisation de sa mission, CRCD vise à se différencier et à jouer un rôle unique pour adresser ces divers enjeux qui guident ses actions au quotidien.

CRCD SE DISTINGUE À L'AVANTAGE DE SES PARTENAIRES

Que ce soit en termes d'accompagnement, de maillage ou de formation offerts à nos entreprises partenaires ou par le développement de notre offre de produits et le partage de notre réseau d'affaires, CRCD agit sur de nombreux tableaux pour faire croître les PME et coopératives québécoises.

En réponse à une série de consultations effectuées en 2015 auprès de ses entreprises partenaires, CRCD a développé une offre innovatrice misant sur une démarche et une documentation simplifiée et moins onéreuse qui se caractérise par sa flexibilité.

Véritable catalyseur dans le processus de développement des affaires auprès de ses partenaires actuels et potentiels, CRCD visite de façon continue les entrepreneurs à travers la province afin de les informer quant aux perspectives économiques de leur région, tout en profitant de témoignages d'entrepreneurs régionaux.

Les entreprises partenaires de CRCD ont la possibilité de faire valoir leur expertise et de faire connaître leurs produits et services par l'entremise d'activités ou de plateformes de réseautage ciblant de larges auditoires. L'utilisation judicieuse de ces outils a d'ailleurs mené, depuis 2015, à la conclusion de plusieurs alliances ou maillages très profitables pour toutes les entreprises impliquées.

La gouvernance étant un ingrédient qui contribue à établir de solides bases à la croissance des entreprises, CRCD a de nouveau été très actif en la matière. Depuis plus d'un an, il a accentué ses efforts en offrant un accompagnement stratégique à ses entreprises partenaires par l'entremise de ses administrateurs externes. Ces gens d'expérience, sélectionnés rigoureusement, sont appelés à appuyer les entreprises dans leurs décisions d'affaires. Afin d'enrichir leur rôle auprès de ces entreprises, des sessions de formation leur sont données, soit par CRCD ou par ses collaborateurs tels le Collège des administrateurs de sociétés et l'Institut des administrateurs de sociétés. Dans le même registre, notons également que plusieurs chefs d'entreprises bénéficient gracieusement de la formation offerte par l'École d'Entrepreneurship de Beauce, un autre partenaire d'importance pour CRCD.

CONTEXTE ÉCONOMIQUE

Le deuxième trimestre de 2016 a débuté positivement. En effet, le regain de confiance des investisseurs, amorcé à la mi-février, s'est poursuivi en avril et en mai. Les places boursières nord-américaines ont atteint au début du mois de juin leur plus haut niveau en près d'un an. La Bourse de Toronto a eu de bons résultats, avec une progression de plus de 10 % par rapport au commencement de 2016. La FED a opté pour ne pas modifier les taux directeurs américains lors de sa rencontre du 15 juin. Par la suite, la victoire de l'option du Brexit a entraîné une hausse de la volatilité sur les marchés et devrait convaincre la FED d'attendre en 2017 avant de poursuivre son resserrement monétaire. Certaines banques centrales d'outremer pourraient même annoncer prochainement de nouvelles mesures d'assouplissement pour compenser les effets négatifs de cet événement. De son côté, la Banque du Canada devrait maintenir ses taux directeurs inchangés jusqu'en 2018. Dans ce contexte, les taux obligataires devraient demeurer faibles pour encore plusieurs trimestres.

L'économie en zone Euro, tout comme celle du Japon, a surpris par sa vigueur au premier trimestre de 2016. En zone euro, la croissance a toutefois été coupée de moitié au deuxième trimestre, tandis qu'au Japon, elle a probablement ralenti durant cette période. De plus, l'incertitude, causée par la décision des Britanniques de voter pour la fin de l'adhésion du Royaume-Uni à l'Union européenne, s'ajoute aux facteurs négatifs. Au-delà des effets réels d'éventuelles contraintes commerciales et financières, c'est, à court terme, l'incertitude qui risque d'affecter la conjoncture économique britannique, européenne et mondiale. On peut anticiper une détérioration des perspectives de l'économie britannique pour les prochains trimestres. La progression du PIB réel mondial devrait être de 3,0 % en 2016 et de 3,4 % en 2017.

Aux États-Unis, la croissance du PIB réel a été révisée à 0,8 % au premier trimestre de 2016. Même si plusieurs facteurs suggéraient une amélioration au printemps, notamment en ce qui a trait aux dépenses de consommation, la progression annualisée du PIB réel n'a atteint que 1,2 % au deuxième trimestre. L'incidence du Brexit sur l'économie américaine devrait être relativement minime. Pour l'ensemble de 2016, le PIB réel des États-Unis devrait afficher une croissance de 1,9 %, suivie par un gain de 2,4 % en 2017.

Au Canada, les attentes concernant la croissance économique au premier trimestre de 2016 étaient élevées. La hausse de 2,4 % du PIB réel à rythme trimestriel annualisé répertoriée par Statistique Canada est donc en dessous des attentes, et ce, même si elle est supérieure aux résultats des quatre trimestres précédents. Le portrait général de l'économie canadienne est en ligne avec les prévisions. Les investissements non résidentiels ont continué de chuter alors que les ajustements à la baisse des prix de l'énergie se sont poursuivis. Les autres composantes de la demande intérieure ont progressé et le commerce extérieur a contribué à la croissance économique. L'économie canadienne devrait cependant connaître des difficultés au deuxième trimestre. D'une part, la tendance haussière des exportations a récemment connu une baisse, ce qui devrait ralentir l'évolution du PIB réel au printemps. D'autre part, les interruptions dans la production de pétrole à la suite des feux de forêt en Alberta se répercuteront négativement sur l'évolution du PIB réel. Une diminution d'environ 1,5 % du PIB réel est attendue pour le deuxième trimestre. La croissance économique devrait reprendre dès l'été pourvu que l'incertitude entourant le Brexit ait des effets minimes sur l'économie canadienne. Pour l'ensemble de l'année 2016, un gain de 1,2 % du PIB réel canadien est attendu. Il pourrait croître de 2,3 % l'an prochain.

Au Québec, les dépenses des consommateurs ont augmenté depuis le premier trimestre de 2016. Le deuxième trimestre devrait être également positif puisque la confiance des ménages est bonne, la tendance haussière de l'emploi se poursuit et les allègements fiscaux du gouvernement fédéral ont un effet favorable sur l'économie. Le secteur résidentiel poursuit toutefois sa période d'ajustement, mais présente des signaux positifs. En effet, les ventes de propriétés existantes se sont redressées un peu partout dans la

province et la hausse annuelle des prix s'est maintenue aux environs de 2 % au cours du deuxième trimestre de 2016. Toutefois, l'offre d'habitations est élevée, ce qui limite la construction neuve de maisons et de copropriétés. Le marché résidentiel québécois évolue à un rythme modéré, ce qui atténue les inquiétudes de hausse importante des prix et les risques de correction brusque. Les perspectives sont bonnes pour les entreprises québécoises. La confiance des PME s'est raffermie à la fin du deuxième trimestre et l'enquête de Statistique Canada sur les intentions d'investissements pour l'année 2016 s'avère positive pour le Québec. De plus, le programme d'infrastructures du gouvernement fédéral favorisera bientôt un retour à la croissance des investissements publics au Québec. Le PIB réel du Québec devrait progresser de 1,3 % en 2016, comparativement à 1,1 % en 2015.

ANALYSE DE LA PERFORMANCE FINANCIÈRE PAR LA DIRECTION

RÉSULTATS D'EXPLOITATION

RÉSULTAT NET ET RENDEMENT DE CRCD

CRCD affiche un bénéfice net de 40,0 M\$ pour le semestre terminé le 30 juin 2016, soit un rendement non annualisé de 2,5 %, comparativement à un bénéfice net de 20,8 M\$ (rendement non annualisé de 1,4 % pour la même période en 2015). L'actif net par action augmente ainsi à 12,93 \$ sur la base du nombre d'actions en circulation à la fin du semestre, comparativement à 12,61 \$ à la fin de l'exercice 2015. À titre indicatif, au prix de 12,93 \$ entrant en vigueur le 18 août 2016, un actionnaire ayant investi sept ans auparavant, obtiendrait un rendement annuel de plus de 12,8 % net d'impôts, compte tenu du crédit d'impôt obtenu de 50 % conformément au taux applicable le 18 août 2009.

Les résultats de CRCD proviennent essentiellement de l'activité d'investissements à impact économique québécois et du portefeuille des autres investissements qui ont généré des rendements non annualisés respectifs de 5,0 % et de 2,6 %, alors que les charges, nettes des frais d'administration perçus, ainsi que les impôts représentent un impact de 1,3 % sur le rendement non annualisé de CRCD.

La stratégie de gestion des actifs financiers adoptée par CRCD lui permet de bénéficier d'un profil de portefeuille global plus équilibré, tout en lui permettant de réaliser pleinement sa contribution au développement économique du Québec. En période de fluctuations importantes des marchés, CRCD devrait ainsi connaître des variations plus modestes.

RENDEMENT PAR ACTIVITÉ	30 JUIN 2016				30 JUIN 2015			
	Actif moyen sous gestion (M\$)	Pondération (%)	Rendement non annualisé 6 mois (%)	Contribution non annualisée 6 mois (%)	Actif moyen sous gestion (M\$)	Pondération (%)	Rendement non annualisé 6 mois (%)	Contribution non annualisée 6 mois (%)
Activités liées aux investissements à impact économique québécois*	845	52,0	5,0	2,5	728	47,5	3,7	1,7
Autres investissements et encaisse	780	48,0	2,6	1,3	805	52,5	1,7	0,9
	1 625	100,0	3,8	3,8	1 533	100,0	2,6	2,6
Charges, nettes des frais d'administration			(1,1)	(1,1)			(1,0)	(1,0)
Impôts sur les bénéfices			(0,2)	(0,2)			(0,2)	(0,2)
Rendement de CRCD			2,5	2,5			1,4	1,4

* Inclut les investissements à impact économique québécois, les montants à recevoir sur les cessions d'investissements, les billets à payer et les contrats de change.

INVESTISSEMENTS À IMPACT ÉCONOMIQUE QUÉBÉCOIS

Des investissements de 68,7 M\$ et des cessions de 41,5 M\$ ont été réalisés pour un solde net de 27,2 M\$. Ces investissements nets, combinés à des gains nets réalisés et non réalisés de 26,4 M\$, ont porté la juste valeur du portefeuille d'investissements, incluant les contrats de change, à 871,2 M\$ au 30 juin 2016 (817,6 M\$ au 31 décembre 2015). La somme des investissements réalisés au cours du premier semestre de 68,7 M\$ est principalement attribuable aux investissements faits dans quatre entreprises pour un montant global de 42,9 M\$, ainsi que dans les fonds constituant l'écosystème entrepreneurial, tel que décrit plus loin, pour un montant de 21,4 M\$.

L'activité d'investissements à impact économique québécois doit également être mesurée en y incluant les fonds engagés mais non déboursés qui se soldent à 135,6 M\$ au 30 juin 2016, comparativement à 171,1 M\$ au 31 décembre 2015. Les engagements totaux au coût au 30 juin 2016 s'élevaient à 911,9 M\$ dans 102 entreprises, coopératives et fonds, dont 776,3 M\$ ont été déboursés. Au 30 juin 2016, CRCD, fort de l'appui de son écosystème entrepreneurial, soutient la croissance de 412 entreprises, coopératives et fonds.

Des billets à payer et passifs financiers d'une juste valeur de 25,1 M\$ (26,3 M\$ au 31 décembre 2015) découlent en grande partie de l'acquisition, le 30 novembre 2010, de certains investissements de Desjardins Capital de risque, s.e.c. Cette juste valeur est ajustée en fonction de l'évolution de la juste valeur de ces investissements détenus par CRCD. Au cours du semestre terminé le 30 juin 2016, CRCD n'a procédé à aucun remboursement et la juste valeur des billets à payer et passifs financiers a été ajustée à la baisse de 1,2 M\$, à la suite de pertes constatées sur les investissements sous-jacents.

Au cours du premier semestre 2016, l'activité d'investissements à impact économique québécois a généré une contribution de 40,4 M\$, soit un rendement de 5,0 %, comparativement à 25,9 M\$ pour la même période en 2015 (rendement de 3,7 %).

CONTRIBUTION GÉNÉRÉE PAR LES INVESTISSEMENTS À IMPACT ÉCONOMIQUE QUÉBÉCOIS (en milliers \$)	SEMESTRE TERMINÉ LE 30 JUIN 2016	SEMESTRE TERMINÉ LE 30 JUIN 2015
Produits	13 192	13 528
Gains et pertes	27 196	12 354
	40 388	25 882

Les produits, composés d'intérêts, de dividendes et d'honoraires de négociation relatifs aux investissements à impact économique québécois, assurent une base solide de revenus favorisant la rentabilité globale du portefeuille. Les honoraires de négociation, représentant 1,4 M\$ pour le semestre terminé le 30 juin 2016 (1,6 M\$ pour la même période en 2015), sont gagnés par Desjardins Capital de risque inc. (DCR), le gestionnaire, et un crédit équivalent est appliqué en diminution des frais de gestion versés à DCR par CRCD. Ces honoraires de négociation sont considérés dans la contribution générée par les investissements à impact économique québécois, puisqu'ils font partie de l'analyse de rentabilité de ces investissements.

Le profil des investissements détenus par CRCD évolue et les sommes allouées aux fonds de son écosystème prennent de plus en plus d'ampleur (voir la section suivante pour plus de détails). Ainsi, en plus des produits générés par CRCD, des produits sont générés par les investissements détenus par ces fonds de l'écosystème. Ces produits, dont la quote-part de CRCD se chiffre à 6,2 M\$ pour le premier semestre de 2016 (5,7 M\$ pour celui

de 2015), sont présentés comme « Gains et pertes », puisqu'ils contribuent positivement à la variation de la juste valeur de la participation de CRCD dans ces fonds.

CRCD comptabilise ses investissements à impact économique québécois à la juste valeur. Deux revues complètes du portefeuille sont effectuées chaque année, soit une pour le semestre se terminant le 30 juin et l'autre, pour le semestre se terminant le 31 décembre.

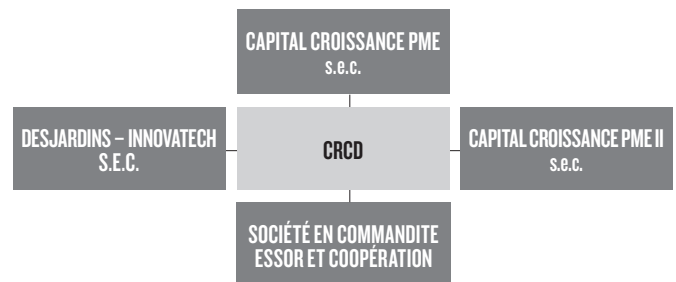
CRCD a enregistré, aux résultats du semestre, un gain réalisé et non réalisé de 27,2 M\$ comparativement à un gain de 12,4 M\$ pour la même période en 2015. L'impact positif de ces variations de la juste valeur sur les résultats de CRCD s'explique par la bonne performance de plusieurs compagnies en portefeuille, et ce, malgré un contexte économique plus difficile qui est venu en affecter certaines.

Au 30 juin 2016, le profil de risque global du portefeuille d'investissements à impact économique québécois s'est légèrement amélioré comparativement à celui observé au 31 décembre 2015, tel que présenté à la section « Risque de crédit et de contrepartie ».

ÉCOSYSTÈME ENTREPRENEURIAL

En plus d'investir directement dans des entreprises québécoises, CRCD joue son rôle de développement économique par le biais d'investissements réalisés par divers fonds qu'il a contribué à créer, et ayant chacun sa mission spécifique. Ceci permet à CRCD de profiter d'un effet de levier en allant chercher des capitaux auprès de différents partenaires, augmentant ainsi son impact positif sur l'économie du Québec.

Principaux fonds de l'écosystème entrepreneurial



Ces fonds, également gérés par DCR, le gestionnaire de CRCD, sont :

- Le fonds Capital croissance PME s.e.c. (CCPME), créé le 1^{er} juillet 2010, a comme objectif principal d'investir dans des petites et moyennes entreprises du Québec essentiellement sous forme de titres d'emprunt subordonnés et pour des montants ne dépassant pas 5 M\$ (3 M\$ avant le mois de juillet 2013). CRCD et la Caisse de dépôt et placement du Québec (CDPQ), en tant que commanditaires de ce fonds, se sont engagés à y investir, à parts égales, une somme maximale totale de 220 M\$. Au 30 juin 2016, CRCD avait déboursé 104,0 M\$ sur son engagement total de 110 M\$. La période d'investissement de CCPME ayant pris fin le 31 décembre 2013, les fonds engagés mais non déboursés, totalisant 6,0 M\$, serviront à effectuer des réinvestissements et à payer les dépenses courantes du fonds jusqu'à sa date de dissolution prévue le 1^{er} juillet 2021. Au 30 juin 2016, un total de 138 entreprises et fonds bénéficient de 90,2 M\$ engagés par CCPME. Depuis sa création, ce fonds a déboursé un total de 189,4 M\$ dans 184 entreprises.

- Le renouvellement de l'entente de partenariat avec la CDPQ a donné naissance, le 1^{er} janvier 2014, au fonds Capital croissance PME II s.e.c. (CCPME II). Un montant maximal de 230 M\$ additionnels, dont la majorité est investie sur une période de trois ans, permet aux deux partenaires de continuer à appuyer les petites et moyennes entreprises du Québec. Le taux de participation de CRCD dans le fonds CCPME II est de 50 %. Au 30 juin 2016, CRCD avait déboursé 82,0 M\$ sur son engagement total de 115 M\$. Aussi, un total de 148 entreprises et fonds bénéficient de 145,8 M\$ engagés par CCPME II à pareille date. Depuis sa création, ce fonds a déboursé 148,4 M\$ dans 149 entreprises.
- CRCD est aussi commanditaire du fonds Desjardins – Innovatech S.E.C. (DI). DI s'est engagé à injecter un total de 85 M\$ afin d'appuyer les entreprises technologiques ou innovantes québécoises à chacune des phases de leur développement. DI a contribué à la mise en place d'accélérateurs d'entreprises innovantes, en partenariat avec des organismes spécialisés localisés dans différentes régions du Québec, permettant ainsi d'accompagner les entreprises du stade embryonnaire à la commercialisation. Au 30 juin 2016, un total de 50 entreprises et fonds bénéficiaient de 65,0 M\$ engagés par DI. Le taux de participation de CRCD dans le fonds DI est de 54,5 %.
- Le fonds Société en commandite Essor et Coopération (Essor et Coopération) a pour objectif d'appuyer la création, la croissance ainsi que la capitalisation des coopératives au Québec. En 2013, CRCD et un autre partenaire s'étaient engagés à apporter des investissements respectifs de 40 M\$ et 4 M\$. Depuis, CRCD a confirmé un engagement additionnel pour sa part, d'un montant maximal de 45 M\$, pour une capitalisation totale de 89 M\$. Depuis la création du fonds Essor et Coopération le 1^{er} janvier 2013, CRCD a déboursé 23,9 M\$ sur son engagement total de 85 M\$. Au 30 juin 2016, un total de 16 coopératives bénéficiaient de 27,4 M\$ engagés par Essor et Coopération.

Au 30 juin 2016, ce sont 412 entreprises, coopératives et fonds évoluant dans divers secteurs d'activité et issus de toutes les régions du Québec qui bénéficiaient de 968,0 M\$ engagés par CRCD et son écosystème, tout en contribuant au maintien et à la création de plus de 68 000 emplois.

Les sommes allouées à ces fonds prennent de plus en plus d'ampleur. Afin de mieux gérer et suivre ses activités, CRCD considère l'évolution de sa répartition d'actif ainsi que de sa performance en fonction de profils d'investissement.

Chaque profil d'investissement regroupe les actifs détenus par CRCD avec ceux similaires détenus par les fonds de son écosystème selon leur taux de participation respectif.

Les profils d'investissement liés à l'activité d'investissements à impact économique québécois sont :

- « Dette » : investissements sous forme d'avances, et/ou de prêts principalement non garantis et/ou d'actions privilégiées;
- « Équité » : investissements comportant des actions ordinaires qui peuvent être jumelées à des avances et/ou des prêts principalement non garantis dans des sociétés autres que celles présentées dans le profil « Capital de risque »;
- « Fonds externes » : investissements dans des fonds qui ne font pas partie de l'écosystème entrepreneurial de CRCD;
- « Capital de risque » : investissements dans des entreprises spécialisées en innovations technologiques.

RENDEMENT DE L'ÉCOSYSTÈME ENTREPRENEURIAL

RENDEMENT PAR PROFIL D'INVESTISSEMENT	30 JUIN 2016				30 JUIN 2015			
	Actif moyen sous gestion (M\$)	Pondération (%)	Rendement non annualisé 6 mois (%)	Contribution non annualisée 6 mois (%)	Actif moyen sous gestion (M\$)	Pondération (%)	Rendement non annualisé 6 mois (%)	Contribution non annualisée 6 mois (%)
Dette	273	16,8	4,0	0,7	238	15,5	3,6	0,6
Équité	465	28,6	7,0	1,8	386	25,2	4,2	1,0
Fonds externes	61	3,7	(0,2)	(0,0)	37	2,4	11,4	0,3
Capital de risque	24	1,5	(2,4)	(0,0)	23	1,5	(7,0)	(0,2)
Sous-total Profils d'investissement	823	50,6	5,1	2,5	684	44,6	3,8	1,7
Autres éléments d'actifs détenus par les fonds de l'écosystème	22	1,4	1,5	0,0	44	2,9	1,0	0,0
Total Écosystème	845	52,0	5,0	2,5	728	47,5	3,7	1,7

La bonne performance de l'écosystème entrepreneurial s'explique par les profils d'investissement « Équité » et « Dette » qui affichent des rendements non annualisés respectifs de 7,0 % et 4,0 %. Ces rendements découlent de l'amélioration de la rentabilité de plusieurs entreprises en portefeuille et compte tenu du volume important d'actifs alloués à ces profils, ils contribuent majoritairement au rendement de 5,0 % de l'écosystème au premier semestre 2016. Les profils d'investissement « Fonds externes » et « Capital de risque » ont un impact très limité sur le rendement total du portefeuille en raison de leur taille.

AUTRES INVESTISSEMENTS

La gestion du portefeuille des autres investissements s'applique à la partie de l'actif qui n'est pas dédiée aux investissements à impact économique québécois, y compris les liquidités temporairement disponibles avant leur investissement au sein des entreprises.

Ce portefeuille, composé essentiellement d'obligations, d'instruments de marché monétaire, de fonds immobilier, de fonds d'actions mondiales et d'actions privilégiées, procure une solide base de revenus courants à CRCD et assure la disponibilité des liquidités nécessaires aux rachats d'actions ordinaires et aux investissements.

Au 30 juin 2016, le portefeuille des autres investissements de CRCD, incluant l'encaisse mais excluant les contrats de change, totalisait 754,8 M\$, comparativement à 792,1 M\$ au 31 décembre 2015. Ces sommes étaient placées principalement sur le marché des titres à revenus fixes, dans des instruments offrant une grande liquidité et un faible risque de crédit. Au 30 juin 2016, 67 % des titres obligataires détenus en portefeuille possédaient une garantie gouvernementale (70 % au 31 décembre 2015).

La proportion du portefeuille des autres investissements par rapport à l'actif net total était de 46 % au terme du premier semestre de 2016 (49 % au 31 décembre 2015). Les fonds engagés mais non déboursés de 135,6 M\$, représentant 8 % de l'actif net, seront éventuellement tirés du portefeuille des autres investissements de CRCD, pour être attribués à l'activité d'investissements à impact économique québécois.

CRCD prévoit que la proportion du portefeuille des autres investissements par rapport à l'actif net total devrait à long terme se situer autour de 35 %. Ceci permettra d'augmenter la part des fonds alloués aux investissements à impact économique québécois qui sont au cœur de sa mission.

CRCD met en place des stratégies de gestion du portefeuille des autres investissements afin d'optimiser le rendement potentiel, tout en préservant les liquidités nécessaires pour pallier les besoins de fonds découlant des demandes de rachats par ses actionnaires, ainsi que des investissements à impact économique québécois qu'il prévoit effectuer.

CONTRIBUTION GÉNÉRÉE PAR LES AUTRES INVESTISSEMENTS (en milliers \$)	SEMESTRE TERMINÉ LE 30 JUIN 2016	SEMESTRE TERMINÉ LE 30 JUIN 2015
Produits	9 097	9 764
Gains et pertes	11 189	3 627
	20 286	13 391

Les produits sont composés principalement des intérêts, des dividendes et des activités de négociation sur les autres investissements. Les revenus d'intérêts tirés essentiellement des investissements en obligations sont reconnus au taux effectif de l'obligation au moment de l'acquisition.

Les autres investissements ont eu une contribution de 20,3 M\$ pour le premier semestre de 2016, comparativement à une contribution de 13,4 M\$ un an plus tôt. Les produits courants sont légèrement à la baisse comparativement à ceux de la même période en 2015 à la suite de retraits effectués du portefeuille obligataire au courant de la période.

Pour le premier semestre de 2016, CRCD a enregistré un gain sur son portefeuille des autres investissements de 11,2 M\$, principalement dû au portefeuille obligataire ayant enregistré un solide gain de 11,9 M\$ qui s'explique essentiellement par la baisse des taux obligataires au courant de la période. Ainsi, les obligations types du gouvernement canadien d'une durée de 5 ans affichent un rendement à l'échéance de 0,57 % au 30 juin 2016, à la suite d'une forte baisse de 16 points de base pour la période de 6 mois.

Au cours des dernières années, la juste valeur du portefeuille obligataire a bénéficié des baisses répétées de taux d'intérêt. L'éventuelle remontée de ces taux aura un impact négatif sur les variations de valeur non réalisées. La stratégie de gestion des actifs financiers de CRCD vise un appariement de l'échéance moyenne de ce portefeuille avec celle des besoins de liquidités prévus, atténuant du même coup les effets à long terme des fluctuations des taux obligataires sur les résultats de CRCD.

D'un autre côté, le portefeuille d'actions privilégiées, termine le semestre avec une perte de 2,8 M\$ qui s'explique principalement par la baisse des taux d'intérêts obligataires ayant un impact sur la demande pour les titres à taux rajustable.

CRCD ajuste régulièrement sa stratégie de répartition d'actif. Au cours du premier semestre, il a introduit une nouvelle catégorie d'actifs dans son portefeuille des autres investissements, soit les fonds d'actions mondiales qui ont enregistré un gain de 1,6 M\$ sur un actif en portefeuille de 51,7 M\$ au 30 juin 2016.

SOUSCRIPTION

CRCD offre de souscrire à ses actions ordinaires uniquement à travers le réseau des caisses Desjardins du Québec.

Au 28 février 2014, CRCD a atteint son plafond de capitalisation. Malgré les dispositions de sa loi constitutive, le ministre des Finances du Québec, dans son Discours du budget prononcé le 17 mars 2016, a autorisé exceptionnellement CRCD à recueillir un montant maximal de 135 M\$ pour chacune des périodes de capitalisation, s'échelonnant du 1^{er} mars 2016 au 28 février 2017 et du 1^{er} mars 2017 au 28 février 2018. Le taux de crédit d'impôt provincial octroyé pour le gouvernement du Québec pour l'acquisition d'actions a été fixé à 40 %.

Afin de permettre au plus grand nombre d'actionnaires possible d'acquérir des actions de CRCD, le montant maximum annuel alloué par investisseur a été établi à 3 000 \$, ce qui procure un crédit d'impôt de 1 200 \$.

Ce crédit d'impôt était de 45 % à l'égard des actions acquises du 1^{er} mars 2014 au 29 février 2016 inclusivement, de 50 % pour les actions acquises du 10 novembre 2007 au 28 février 2014 inclusivement et antérieurement au 24 mars 2006, et de 35 % pour les actions acquises du 24 mars 2006 au 9 novembre 2007 inclusivement.

La période de détention minimale des actions de CRCD, avant que l'actionnaire ne soit normalement admissible à un rachat, est de sept ans jour pour jour de la date d'achat. Notons qu'un actionnaire qui retire une partie ou la totalité de ses actions dans le cadre d'un rachat après sept ans de détention, ne pourra plus se prévaloir du crédit d'impôt pour toute souscription dont le crédit d'impôt serait applicable à l'année d'imposition en cours ou à une année d'imposition subséquente.

Chaque période de capitalisation, d'une durée de 12 mois, débute le 1^{er} mars de chaque année. Un impôt spécial est payable par CRCD en cas de non-respect des montants d'émission autorisés et des mécanismes de contrôle ont été mis en place afin d'en assurer le respect. Pour les semestres terminés le 30 juin 2016 et 2015, aucun impôt spécial n'a été payé.

Au 30 juin 2016, le capital-actions de CRCD s'élève à 1 326,6 M\$ pour 127 026 786 actions ordinaires en circulation.

Le début de la vente des actions de l'émission 2016 est prévu à l'automne 2016. Pour le premier semestre 2015, CRCD avait recueilli 131,2 M\$ sur un montant autorisé de 150 M\$.

Pour l'exercice 2016, le potentiel de rachat pour les actions admissibles se chiffre à 675 M\$.

Pour le premier semestre 2016, les rachats d'actions ordinaires se sont élevés à 39,5 M\$ (60,3 M\$ pour la même période en 2015). CRCD est d'avis que les conditions économiques en vigueur, et plus particulièrement la faiblesse des taux d'intérêt, ont une influence sur le volume limité de rachats observé au cours des dernières années.

Au 30 juin 2016, le solde des actions admissibles au rachat s'élève à plus de 574 M\$. Au cours du deuxième semestre de 2016, des actions additionnelles d'une valeur approximative de 61 M\$ deviendront également admissibles au rachat pour un potentiel d'environ 635 M\$ pour l'exercice 2016.

Les rachats du premier semestre 2016 ont porté le nombre d'actionnaires à 99 701 au 30 juin 2016, comparativement à 102 222 au 31 décembre 2015.

CRCD a comme politique de réinvestir les bénéfices générés par ses opérations et de ne pas verser de dividendes à ses actionnaires afin d'augmenter son capital disponible à l'investissement dans les entités admissibles et de créer une plus-value pour les actions.

CHARGES ET IMPÔTS SUR LES BÉNÉFICES

CHARGES (en milliers \$)	SEMESTRE TERMINÉ LE 30 JUIN 2016	SEMESTRE TERMINÉ LE 30 JUIN 2015
Frais de gestion	13 621	12 447
Autres frais d'exploitation	2 021	1 004
Services aux actionnaires	983	1 017
	16 625	14 468

CRCD a retenu les services de DCR et l'a mandaté pour qu'il assure la gestion et l'exploitation complète de CRCD, conformément aux stratégies et aux objectifs approuvés par son conseil d'administration. La convention de gestion d'une durée de cinq ans est entrée en vigueur le 1^{er} janvier 2013. Elle prévoit la facturation de frais distincts pour la contribution du réseau des caisses Desjardins dans la distribution des actions de CRCD. Les honoraires de négociation, représentant 1,4 M\$ pour le semestre terminé le 30 juin 2016, sont gagnés par DCR et un crédit équivalent est appliqué en diminution des frais de gestion de CRCD.

En vertu de cette convention, CRCD s'est engagé jusqu'au 31 décembre 2015 à verser des frais de gestion équivalant à 2,02 % de la valeur moyenne annuelle des actifs de CRCD, déduction faite de tout passif relatif aux investissements à impact économique québécois et aux autres investissements. Un ajustement aux frais de gestion de CRCD est apporté afin d'éviter la double facturation liée à la participation de CRCD dans certains fonds. Les frais feront l'objet d'une renégociation entre CRCD et son gestionnaire pour l'année 2016. Le taux de 2,02 % demeurera le même ou sera révisé à la baisse, toute hausse étant exclue.

L'augmentation des autres frais d'exploitation de 1,0 M\$ entre les deux périodes s'explique principalement par les honoraires liés au projet d'automatisation des processus liés à la distribution des actions de CRCD, ainsi que par les frais en relation avec la planification stratégique triennale de CRCD.

CRCD a confié à Fiducie Desjardins inc. le mandat de tenir ses registres d'actionnaires et de transfert des actions. Celle-ci agit aussi comme intermédiaire pour divers services de soutien aux actionnaires et représente, depuis le début des activités de CRCD, la principale composante de la charge à l'égard des services rendus aux actionnaires. Cette convention venait à échéance le 30 juin 2016. Une nouvelle convention a été conclue aux mêmes conditions jusqu'au 31 décembre 2020.

CRCD a confié à la Fédération des caisses Desjardins du Québec l'encadrement des activités relatives à la distribution de ses actions dans le réseau des caisses Desjardins. Une nouvelle convention a été conclue pour la période du 1^{er} juillet 2016 au 31 décembre 2020. CRCD s'est engagé jusqu'au 31 décembre 2017 à verser des honoraires annuels de 325 k\$. Il s'est également engagé à verser, si requis, des honoraires de projets afin de réaliser les travaux pour faire évoluer les outils et les applications supportant le processus de distribution des actions.

Aucuns frais d'émission d'actions payables au réseau des Caisses Desjardins n'ont été comptabilisés durant le premier semestre de 2016.

Les impôts sur les bénéfices s'élèvent à 2,8 M\$ pour les six premiers mois de l'exercice 2016, comparativement à 3,0 M\$ pour la même période en 2015. La nature des produits a une influence importante puisque, contrairement aux revenus d'intérêts, les dividendes ne sont généralement pas imposables et le gain en capital bénéficie de déductions et de mécanismes de remboursement d'impôts.

SITUATION DE TRÉSORERIE ET SOURCES DE FINANCEMENT

Pour la période de six mois terminée le 30 juin 2016, les sorties de liquidités liées aux rachats s'élèvent à 39,5 M\$ (entrées de liquidités liées aux souscriptions nettes des rachats de 70,9 M\$ en 2015). Les activités opérationnelles ont généré une entrée nette de liquidités de 38,2 M\$, comparativement à une sortie de liquidités de 95,3 M\$ pour la même période en 2015.

Les déboursés liés aux investissements à impact économique québécois s'élèvent à 68,1 M\$ pour le premier semestre de 2016 (81,8 M\$ pour le même semestre en 2015). Le portefeuille des autres investissements affiche une entrée nette de fonds de 67,4 M\$, comparativement à des acquisitions nettes de 76,0 M\$ pour la même période en 2015.

Au 30 juin 2016, la trésorerie et équivalents de trésorerie s'élevaient à 31,2 M\$ (32,6 M\$ au 31 décembre 2015).

CRCD dispose d'une marge de crédit autorisée de 10 M\$. Dans l'éventualité où les besoins de fonds excédaient les anticipations, cette marge pourrait être utilisée, sur une base temporaire, pour faire face aux obligations de CRCD. Cette latitude supplémentaire permet d'optimiser le niveau de liquidités conservé tout en réduisant les risques de devoir disposer rapidement d'actifs à des conditions potentiellement moins avantageuses. Cette marge de crédit n'a pas été utilisée au cours du semestre terminé le 30 juin 2016 ni au cours de l'exercice 2015.

Compte tenu de son approche de gestion des autres investissements où l'échéance moyenne des obligations de CRCD est appariée avec l'échéance moyenne de ses sorties de fonds prévues, CRCD n'anticipe aucun manque de liquidités à court et à moyen terme et prévoit ainsi être en mesure de procéder au rachat des actions émises depuis au moins sept ans pour les actionnaires qui en feront la demande.

VISION, MISSION, OBJECTIFS ET STRATÉGIES DE CRCD

CRCD a vu le jour le 1^{er} juillet 2001 avec l'entrée en vigueur de la *Loi constituant Capital régional et coopératif Desjardins* adoptée par l'Assemblée nationale du Québec le 21 juin 2001. CRCD a été constitué à l'initiative du Mouvement Desjardins. Le gestionnaire, DCR, assure la gestion de ses activités.

La vision, la mission, les objectifs et les stratégies de CRCD n'ont connu aucun changement significatif depuis la publication du plus récent rapport de gestion annuel.

GESTION DES RISQUES GOUVERNANCE DES RISQUES

Le conseil d'administration (« le conseil ») est composé de treize administrateurs, dont une majorité sont indépendants, et sa présidence est assurée par un administrateur indépendant. Le conseil administre les affaires de CRCD et voit à la réalisation de la mission. À ce titre, ses principales fonctions sont de deux ordres : l'orientation et la surveillance de l'ensemble des activités et des risques de CRCD.

Ses fonctions d'orientation consistent notamment à s'assurer du respect de la mission de CRCD et à approuver les grandes orientations stratégiques. Quant à ses fonctions de surveillance, elles sont, entre autres, de s'assurer que les risques importants soient encadrés par les différents comités et de surveiller le risque stratégique et le risque de réputation lié à l'investissement.

Pour ce faire, le conseil est appuyé par huit comités qui lui font régulièrement rapport et lui formulent les recommandations appropriées. De son côté, le gestionnaire rend compte des activités imparties par l'entremise des membres de sa direction qui assistent aux réunions du conseil et des comités.

Les rôles et responsabilités n'ont connu aucun changement significatif depuis la publication du plus récent rapport de gestion annuel.

NOTE AUX LECTEURS

Les sections suivantes portant sur les risques de marché, les risques de crédit et de contrepartie, les risques de concentration et les risques de liquidités ont été auditées par l'auditeur indépendant de CRCD dans le cadre de l'audit des états financiers, sur lesquels un rapport de l'auditeur indépendant a été émis le 18 août 2016.

RISQUES DE MARCHÉ

Il s'agit ici du risque lié à la participation de CRCD aux marchés financiers et, implicitement, à l'évolution de l'économie en général. Il est lié à l'incidence de l'évolution des marchés financiers sur la valorisation des actifs détenus par CRCD. Les différents risques composant les risques de marché ayant un effet direct sur CRCD sont énumérés ci-après.

Avec l'approche globale utilisée par CRCD pour la gestion de ses actifs financiers, l'incidence des risques de taux d'intérêt et de marchés boursiers et leur complémentarité sont prises en considération au moment du choix de la répartition globale d'actif.

Risque de taux d'intérêt

La variation des taux d'intérêt a des répercussions sur la valeur au marché des titres à revenus fixes d'une juste valeur de 678,8 M\$ (779,9 M\$ au 31 décembre 2015) et des fonds immobilier d'une juste valeur de 14,6 M\$ (13,1 M\$ au 31 décembre 2015) détenus en portefeuille dont la juste valeur est déterminée en fonction de l'évolution des marchés. Les titres à revenus fixes détenus dans le portefeuille des autres investissements incluent des instruments de marché monétaire, des obligations et des actions privilégiées. Les titres à revenus fixes détenus dans le portefeuille d'investissements à impact économique québécois sont constitués de prêts et avances et d'actions privilégiées.

Les instruments de marché monétaire d'une juste valeur de 49,3 M\$ (37,6 M\$ au 31 décembre 2015) ne sont pas évalués en fonction de la variation des taux d'intérêt, compte tenu de leur très courte échéance et de la volonté de CRCD de les conserver jusqu'à terme.

Les obligations d'une juste valeur de 555,3 M\$ (664,5 M\$ au 31 décembre 2015) sont affectées directement par la variation des taux d'intérêt. Une hausse de 1 % des taux d'intérêt aurait eu comme incidence une baisse de 29,1 M\$ du résultat net représentant une diminution de 1,8 % du prix de l'action de CRCD au 30 juin 2016 (33,8 M\$ pour 2,1 % au 31 décembre 2015). De même, une baisse de 1 % des taux d'intérêt aurait eu l'effet contraire et aurait entraîné une hausse du résultat net de 30,8 M\$ représentant une augmentation de 1,9 % du prix de l'action (35,9 M\$ pour 2,2 % au 31 décembre 2015). Compte tenu que CRCD apparie l'échéance des obligations détenues en portefeuille avec l'échéance moyenne des sorties de fonds prévues, l'effet à long terme des taux d'intérêt sur les résultats devrait être limité.

Les fonds immobilier et les actions privilégiées, d'une juste valeur respective de 14,6 M\$ (13,1 M\$ au 31 décembre 2015) et de 74,2 M\$ (77,8 M\$ au 31 décembre 2015), peuvent également être touchés par la variation des taux d'intérêt. Cependant, contrairement aux obligations, il n'y a pas de corrélation directe entre les variations de taux d'intérêt et les variations de la juste valeur de ces deux catégories d'actif.

Dans le portefeuille d'investissements à impact économique québécois, les prêts et avances et les actions privilégiées pour lesquels CRCD détient également des actions participantes dans la même entreprise et ceux qui sont escomptés, totalisant une juste valeur de 142,9 M\$ (114,0 M\$ au 31 décembre 2015), ne sont pas sensibles à la variation des taux d'intérêt. En revanche, les autres prêts et avances et actions privilégiées inclus dans le portefeuille, totalisant une juste valeur de 170,2 M\$ (177,1 M\$ au 31 décembre 2015), sont sensibles à la variation des taux d'intérêt. Par contre, le risque de taux d'intérêt lié aux autres prêts et avances et aux actions privilégiées inclus dans le portefeuille est limité compte tenu des montants en jeu.

Risque de marchés boursiers

Les marchés boursiers, selon leur évolution, ont une double incidence pour CRCD. En effet, en plus de toucher de façon directe l'évaluation au marché des actions cotées, ils peuvent modifier l'évaluation de certaines sociétés fermées détenues en portefeuille.

Au 30 juin 2016, les fonds d'actions mondiales, d'une valeur de 51,7 M\$ (aucune valeur au 31 décembre 2015), qui sont gérés par des gestionnaires externes et détenus dans le portefeuille d'autres investissements, se composent essentiellement d'actions cotées. Ainsi, une variation de plus ou moins 10 % du cours des actions cotées aurait eu un impact de plus ou moins 5,2 M\$ sur le bénéfice avant impôts de CRCD.

Le portefeuille d'investissements à impact économique québécois comptait des participations en actions cotées pour une valeur de 0,5 M\$ (0,8 M\$ au 31 décembre 2015). Ainsi pour ces investissements, toute variation des marchés boursiers n'aurait pas eu d'incidence directe significative sur le résultat net de CRCD.

Risque de devises

L'évolution de la devise exerce une influence sur les activités de plusieurs des entreprises partenaires de CRCD. L'incidence nette d'une appréciation de la devise canadienne n'est pas nécessairement toujours négative pour ces entreprises de même qu'une dépréciation n'est pas nécessairement positive. Cependant, les fluctuations rapides de la devise canadienne accroissent les difficultés auxquelles ces entreprises font face.

De plus, l'évolution de la devise influe sur la juste valeur des actifs évalués tout d'abord en devise étrangère, puis convertis en dollars canadiens au taux de change courant. Au niveau du portefeuille des investissements à impact économique québécois, les actifs dont la valeur varie en fonction des fluctuations d'une devise étrangère, représentent une juste valeur de 101,3 M\$ soit 6,2 % de l'actif net au 30 juin 2016, comparativement à 85,8 M\$ soit 5,2 % de l'actif net au 31 décembre 2015.

CRCD vise la couverture systématique du risque de devises relatif aux actifs évalués en devise étrangère, à moins que celui-ci ne fasse partie du rendement attendu à long terme de certaines catégories d'actif. Une marge de crédit de 5 M\$ est accordée à CRCD pour ses transactions sur contrats de change. Au 30 juin 2016, CRCD détient des contrats de change en vertu desquels il devra livrer 81,3 M\$ US (62,7 M\$ US au 31 décembre 2015) au taux de 1,2833 \$ CA/\$ US (1,3927 \$ CA/\$ US au 31 décembre 2015), et ce, le 30 septembre 2016.

Au 30 juin 2016, l'exposition nette du portefeuille des investissements à impact économique québécois de CRCD aux monnaies étrangères est ainsi limitée à 3,7 M\$ (1,0 M\$ au 31 décembre 2015). Toute variation du dollar canadien n'aurait donc pas d'impact significatif sur les résultats de CRCD.

Au niveau du portefeuille des autres investissements, l'exposition nette des fonds d'actions mondiales aux monnaies étrangères est de 47,6 M\$. Ainsi, une dépréciation (appréciation) de 10 % du dollar canadien face à l'ensemble des devises étrangères aurait pour impact une hausse (baisse) de 4,8 M\$ du bénéfice avant impôts de CRCD.

RISQUE DE CRÉDIT ET DE CONTREPARTIE

De par sa mission d'investissements à impact économique québécois, CRCD est exposé au risque de crédit et de contrepartie lié à la possibilité de subir des pertes financières si une entreprise partenaire ne respectait pas ses engagements ou voyait sa situation financière se détériorer. En diversifiant ses investissements par profil d'investissement, et en limitant le risque potentiel lié à chaque entreprise individuelle, CRCD restreint la volatilité de son portefeuille liée à l'occurrence possible d'événements négatifs.

CRCD n'exige généralement pas de garanties pour limiter le risque de crédit sur ses prêts. L'obtention de garanties contreviendrait aux règles d'admissibilité des investissements à impact économique québécois.

L'exposition maximale au risque de crédit correspond à la valeur comptable des instruments financiers à la date de clôture, à laquelle il faut ajouter les fonds engagés mais non déboursés.

Les investissements à impact économique québécois, à l'exception de ceux effectués dans des fonds, sont d'abord répartis entre les cotes 1 à 9, selon les critères de risque définis par le système RiskAnalyst de Moody's. Par la suite, les entreprises se retrouvant avec une cote supérieure ou égale à 7 font l'objet d'une révision mensuelle, afin de les répartir entre les cotes 7 à 12.

Les investissements à impact économique québécois effectués sous forme de fonds sont présentés dans la catégorie « risque faible à acceptable » compte tenu de la structure de ce type de produits et parce qu'ils ne comportent généralement pas d'endettement.

Le tableau suivant permet de constater une amélioration globale du portefeuille d'investissements à impact économique québécois répartis par cote de risque dans les proportions suivantes (montants à la juste valeur) :

Cotes		AU 30 JUIN 2016		AU 31 DÉCEMBRE 2015	
		(en milliers \$)	(en %)	(en milliers \$)	(en %)
1 à 6,5	Risque faible à acceptable	856 027	98,3	798 758	97,7
7 à 9	À risque	7 827	0,9	9 081	1,1
10 à 12	À haut risque et en insolvabilité	7 380	0,8	9 360	1,2

De plus, CRCD est exposé au risque de crédit sur des instruments financiers non comptabilisés à l'actif, soit les fonds engagés mais non déboursés relatifs au portefeuille d'investissements à impact économique québécois. Le tableau suivant indique la répartition par cote de risque des fonds engagés mais non déboursés à la date de présentation de l'information financière :

		AU 30 JUIN 2016		AU 31 DÉCEMBRE 2015	
Cotes		(en milliers \$)	(en %)	(en milliers \$)	(en %)
1 à 6,5	Risque faible à acceptable	135 588	100,0	171 082	100,0

Pour le portefeuille obligataire, représentant 74,6 % de la juste valeur du portefeuille des autres investissements, le risque de crédit est géré par le biais d'une diversification de plusieurs émetteurs ayant des cotes de crédit réparties ainsi :

		AU 30 JUIN 2016	AU 31 DÉCEMBRE 2015
Cotes		(en milliers \$)	(en milliers \$)
AAA		231 175	336 401
AA		201 735	122 857
A		63 815	137 323
BBB		55 624	64 781
BB		2 977	3 181

Les cotes d'évaluation du risque de crédit sont celles établies par les agences de notation reconnues.

Conformément à la politique de gestion globale des actifs financiers, les actions privilégiées et les instruments de marché monétaire ont une cote de crédit minimale respective de Pfd-2 low, et de A-2 ou R-1 faible. Ces cotes de crédit élevées limitent le risque de crédit associé à ces instruments financiers.

Le risque de contrepartie est, quant à lui, limité au très court terme et est lié à la contrepartie de CRCD lors de transactions au comptant.

Pour les contrats de change, le risque de contrepartie est faible compte tenu des montants en jeu et du contrepartiste qui est la Caisse centrale Desjardins.

RISQUES DE CONCENTRATION

Le risque de concentration découle de la possibilité qu'une portion importante du portefeuille d'investissements à impact économique québécois ou du portefeuille des autres investissements de CRCD se retrouve dans une entité, une région ou un produit financier, ce qui pourrait rendre CRCD vulnérable aux difficultés financières de ces sous-ensembles.

Risque de concentration dans une entité

Conformément à sa loi constitutive, ses politiques et directives internes, le montant que CRCD peut investir dans une entité ou un ensemble d'entités associées est limité à un pourcentage de son actif, et ce, autant pour le portefeuille des investissements à impact économique québécois que pour le portefeuille des autres investissements.

La concentration dans les cinq plus importants investissements à impact économique québécois et les cinq plus importants autres investissements est la suivante (les pourcentages sont basés sur la juste valeur des actifs et les fonds engagés mais non déboursés) :

		AU 30 JUIN 2016		AU 31 DÉCEMBRE 2015	
		% du portefeuille	% de l'actif net	% du portefeuille	% de l'actif net
Investissements à impact économique québécois		36,7	22,5	38,0	22,9
Autres investissements*		43,4	20,4	44,0	22,0

* Les émetteurs gouvernementaux représentent 90 % (90 % au 31 décembre 2015) des cinq plus importants émetteurs ou contreparties du portefeuille des autres investissements.

Risque de concentration par région

Dicté par sa mission de développement économique du Québec, le portefeuille d'investissements à impact économique québécois est essentiellement constitué d'entreprises dont la majorité des employés résident au Québec. De plus, au moins 35 % de ces investissements doivent être réalisés dans des entreprises situées en régions ressources ou dans des coopératives. Le rendement de ce portefeuille est donc fortement influencé par le contexte économique québécois ainsi que par celui des régions ressources. Au 30 juin 2016, le portefeuille des investissements à impact économique québécois représente 53,0 % de l'actif net (50,0 % au 31 décembre 2015).

CRCD s'est doté d'une politique de gestion globale des actifs financiers et de directives d'investissement encadrant notamment les activités du portefeuille des autres investissements qui limite actuellement la possibilité de détention de titres étrangers. Au 30 juin 2016, le portefeuille des autres investissements comprend une portion de titres étrangers de par son investissement dans les fonds d'actions mondiales. Ainsi, le portefeuille des autres investissements est composé à 93,7 % de titres canadiens (100 % au 31 décembre 2015). Le rendement du portefeuille des autres investissements est donc fortement influencé par le contexte économique canadien. Au 30 juin 2016, le portefeuille des autres investissements représente 46,0 % de l'actif net (49,0 % au 31 décembre 2015).

Risque de concentration dans un produit financier

La politique de gestion globale des actifs financiers favorise une gestion intégrée et globale du portefeuille des investissements à impact économique québécois et du portefeuille des autres investissements. La politique établit des balises par catégorie de titres et celles-ci sont appliquées par le gestionnaire. Au 30 juin 2016, les titres obligataires représentent 33,8 % de l'actif net (40,5 % au 31 décembre 2015). Le pourcentage de détention élevé de cette catégorie de titres vise à équilibrer l'ensemble du portefeuille entre le risque et le rendement tout en répondant aux besoins de liquidités de CRCD.

L'aperçu du portefeuille présenté à la fin du présent rapport de gestion fournit également des informations pertinentes à l'appréciation du risque lié à la concentration.

RISQUE DE LIQUIDITÉ

Pour pallier les besoins de liquidités liés aux rachats d'actions et aux engagements en investissements à impact économique québécois, CRCD se doit de conserver des actifs liquides afin d'éviter d'être dépendant des marchés et ainsi de devoir effectuer des transactions à des moments inopportuns. Avec des investissements liquides qui devraient représenter environ 30 % des actifs sous gestion et avec l'approche de gestion choisie faisant en sorte que l'échéance moyenne des obligations se rapproche de l'échéance moyenne des sorties de fonds prévues, CRCD peut affirmer que son mode de gestion tient compte de ce risque. De plus, des facilités de crédit sont également mises en place afin d'apporter davantage de souplesse dans la gestion des liquidités. Ces facilités de crédit n'ont pas été utilisées au cours du premier semestre de 2016 et de l'exercice 2015.

ÉVÉNEMENTS RÉCENTS

GOVERNANCE

Suite au discours sur le budget 2016-2017, le gouvernement du Québec a annoncé des changements à la gouvernance de CRCD en ce qui a trait à la composition du conseil d'administration et à la notion d'indépendance. Les modifications législatives proposées doivent être adoptées par l'Assemblée nationale et seront mise en œuvre graduellement.

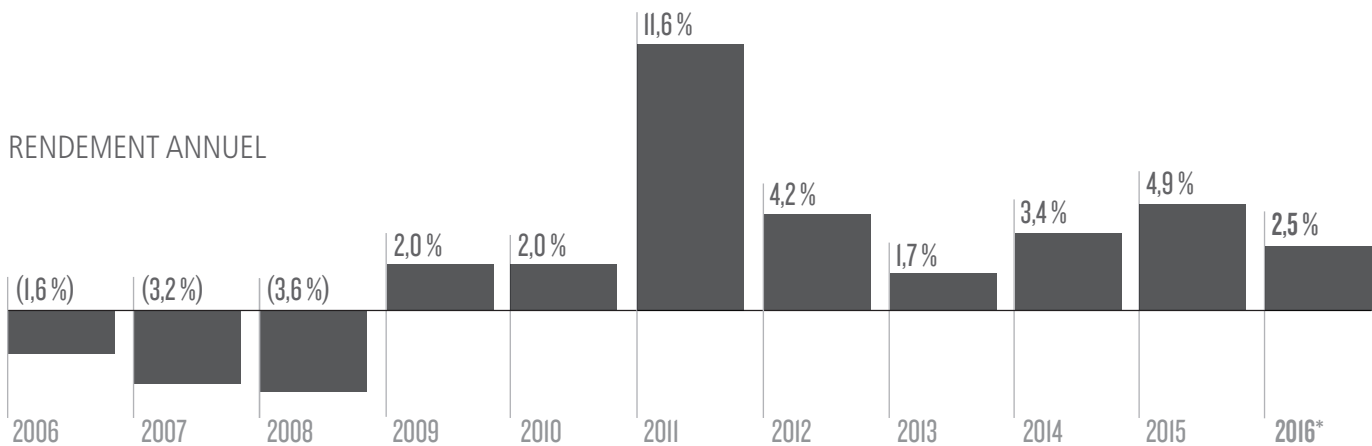
RENDEMENT PASSÉ

Cette section présente les rendements historiques obtenus par CRCD. Ces rendements ne tiennent pas compte des frais d'administration de 50 \$ encourus par l'actionnaire ni du crédit d'impôt dont il a bénéficié à la suite de son investissement. Les rendements passés ne sont pas nécessairement indicatifs des rendements futurs.

RENDEMENT ANNUEL

Le graphique ci-après présente le rendement annuel de CRCD et fait ressortir la variation de son rendement d'une période à l'autre, pour les dix derniers exercices et pour le semestre terminé le 30 juin 2016. Ce rendement annuel est calculé en divisant le bénéfice (perte) par action de la période par le prix de l'action au début de la période.

RENDEMENT ANNUEL



* Rendement non annualisé pour la période de six mois terminée le 30 juin 2016.

RENDEMENT COMPOSÉ DE L'ACTION AU 30 JUIN 2016

Le rendement composé est calculé sur la base de la variation annualisée du prix de l'action sur chacune des périodes indiquées.

10 ANS	7 ANS	5 ANS	3 ANS	1 AN
2,4 %	4,3 %	5,2 %	4,1 %	6,0 %

APERÇU DU PORTEFEUILLE

PRINCIPAUX PROFILS D'INVESTISSEMENT

Au 30 juin 2016, les actifs des portefeuilles d'investissements à impact économique québécois et des autres investissements de CRCD sur la base de la juste valeur se répartissaient comme suit :

PROFILS D'INVESTISSEMENT	% DE L'ACTIF NET
Investissements à impact économique québécois*	
Dette	16,6
Équité	30,2
Fonds externes	3,5
Capital de risque	1,4
Autres éléments d'actifs détenus par les fonds de l'écosystème	1,4
Total – Investissements à impact économique québécois	53,0
Autres investissements	
Encaisse et instruments de marché monétaire	3,6
Obligations	33,8
Actions privilégiées	4,5
Fonds d'actions mondiales	3,1
Fonds immobilier	0,9
Total – Autres investissements	46,0

* Incluant les contrats de change

PRINCIPAUX INVESTISSEMENTS DÉTENUS

Au 30 juin 2016, les émetteurs des 25 principaux investissements détenus par CRCD sur la base de la juste valeur étaient les suivants :

ÉMETTEURS	% DE L'ACTIF NET
Investissements à impact économique québécois – 15 émetteurs *	35,5
LNH Merrill Lynch Canada, Inc.	6,4
Fiducie du Canada pour l'habitation	5,5
Hydro-Québec	4,3
Province de l'Ontario	2,2
Banque Royale du Canada	2,1
Banque Toronto-Dominion	1,7
Banque Scotia	1,6
Fonds Desjardins IBrix Actions mondiales à faible volatilité cat. I	1,6
Fonds Desjardins Mondial de dividendes cat. I	1,6
Province de Québec	1,6

* Les 15 émetteurs représentant collectivement 35,5 % de l'actif net de CRCD sont :

- ACCEO Solutions inc.
- Agropur Coopérative
- Avjet Holding inc.
- Camso inc.
- Capital croissance PME s.e.c.
- Capital croissance PME II s.e.c.
- Congébec Logistique inc.
- Desjardins – Innovatech S.E.C.
- Exo-s inc.
- Fonds d'investissement MSBI, s.e.c.
- Groupe Atis inc.
- Groupe Gecko Alliance inc.
- Groupe TELECON
- Industries Fournier inc.
- La Coop fédérée

Cet aperçu du portefeuille de CRCD peut être modifié en tout temps en raison des opérations effectuées par CRCD.

Le 18 août 2016

RAPPORT DE LA DIRECTION

Les états financiers de CRCD ainsi que les renseignements financiers contenus dans ce rapport financier intermédiaire sont la responsabilité du conseil d'administration qui délègue à la direction le soin de les préparer.

Afin de s'acquitter de sa responsabilité à l'égard de l'intégrité et de la fidélité des états financiers, la direction s'est assurée que le gestionnaire a mis en place un système de contrôle interne qui donne l'assurance raisonnable que les données financières sont fiables, qu'elles constituent une base adéquate pour la préparation des états financiers et que les éléments d'actif sont convenablement préservés et comptabilisés.

Également, le directeur général et le chef de la direction financière de CRCD ont attesté que la juste valeur de chacun des investissements à impact économique québécois a été établie selon un processus conforme à celui prévu à la réglementation de l'Autorité des marchés financiers et ont confirmé le caractère raisonnable de la juste valeur globale du portefeuille d'investissements à impact économique québécois.

Le conseil d'administration exerce sa responsabilité à l'égard des états financiers plus particulièrement par le biais de son comité d'audit. Ce comité rencontre, en présence et en l'absence des membres de la direction, l'auditeur indépendant désigné par les actionnaires afin de revoir les états financiers, discuter de l'audit et autres sujets connexes et formuler les recommandations appropriées au conseil d'administration. Il examine également le contenu du rapport de gestion afin de s'assurer que les informations qui y sont présentées complètent adéquatement celles figurant aux états financiers.

Les états financiers présentent l'information financière disponible au 18 août 2016. Établis selon les IFRS publiées par l'International Accounting Standards Board, ils ont été audités par PricewaterhouseCoopers LLP/s.r.l./s.e.n.c.r.l.

Le conseil d'administration a approuvé ces états financiers ainsi que les informations contenues dans le rapport de gestion. Les renseignements financiers présentés ailleurs dans ce rapport sont conformes aux états financiers de CRCD.

(signé) Yves Calloc'h, CPA, CA

Chef de la direction financière

Capital régional et coopératif Desjardins

États financiers individuels
30 juin 2016 et 2015

(en milliers de dollars canadiens)



Le 18 août 2016

Rapport de l'auditeur indépendant

Aux actionnaires de Capital régional et coopératif Desjardins

Nous avons effectué l'audit des états financiers individuels ci-joints (les « états financiers ») de Capital régional et coopératif Desjardins, qui comprennent les bilans au 30 juin 2016 et au 31 décembre 2015, les états du résultat global, des variations de l'actif net et les tableaux des flux de trésorerie pour les périodes de six mois terminées les 30 juin 2016 et 2015, ainsi que les notes annexes constituées d'un résumé des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives.

Responsabilité de la direction pour les états financiers

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers conformément aux Normes internationales d'information financière (« IFRS »), ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité de l'auditeur

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers, sur la base de nos audits. Nous avons effectué nos audits selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que nous nous conformions aux règles de déontologie et que nous planifions et réalisons l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur la préparation et la présentation fidèle des états financiers afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

*PricewaterhouseCoopers LLP/s.r.l./s.e.n.c.r.l.
1250, boulevard René-Lévesque Ouest, bureau 2500, Montréal (Québec) Canada H3B 4Y1
T: +1 514 205-5000, F: +1 514 876-1502*



Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus dans le cadre de nos audits sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Opinion

À notre avis, les états financiers donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de Capital régional et coopératif Desjardins au 30 juin 2016 et au 31 décembre 2015 ainsi que de sa performance financière et de ses flux de trésorerie pour les périodes de six mois terminées les 30 juin 2016 et 2015, conformément aux Normes internationales d'information financière.

PricewaterhouseCoopers s.r.l./s.e.n.c.r.l.¹

¹ CPA auditeur, CA, permis de comptabilité publique n° A111799

Capital régional et coopératif Desjardins

Bilans individuels

(en milliers de dollars canadiens, sauf le nombre d'actions ordinaires en circulation et l'actif net par action ordinaire)

	Note	Au 30 juin 2016 \$	Au 31 décembre 2015 \$
Actif			
Investissements à impact économique québécois	7	871 234	817 199
Autres investissements	8	744 412	793 604
Impôts sur le bénéfice	18	14 885	13 737
Comptes débiteurs	10	32 036	36 145
Encaisse	11	9 708	12 244
		<u>1 672 275</u>	<u>1 672 929</u>
Passif			
Billets à payer et passifs financiers	12	25 145	26 309
Comptes créditeurs	13	4 525	4 544
Impôts sur le bénéfice	18	93	-
		<u>29 763</u>	<u>30 853</u>
Actif net	15	<u>1 642 512</u>	<u>1 642 076</u>
Nombre d'actions ordinaires en circulation		<u>127 026 786</u>	<u>130 182 509</u>
Actif net par action ordinaire		12,93	12,61

Au nom du conseil d'administration de Capital régional et coopératif Desjardins,

Jacques Plante, CPA, CA, administrateur

Chantal Bélanger, FCPA, FCGA, administratrice

Les notes afférentes aux états financiers individuels ci-jointes font partie intégrante des présents états financiers.

Capital régional et coopératif Desjardins

États individuels du résultat global

Pour les périodes de six mois terminées les 30 juin

(en milliers de dollars canadiens, sauf le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires et le bénéfice net par action ordinaire)

	Note	2016 \$	2015 \$
Produits			
Intérêts	7	13 432	15 403
Dividendes		7 463	6 291
Frais d'administration		106	569
		<u>21 001</u>	<u>22 263</u>
Gains (pertes) sur investissements			
Réalisés		14 854	39 003
Non réalisés		23 531	(23 024)
		<u>38 385</u>	<u>15 979</u>
Total des produits et des gains (pertes) sur investissements			
		<u>59 386</u>	<u>38 242</u>
Charges			
Frais de gestion		13 621	12 447
Autres frais d'exploitation	17	2 021	1 004
Services aux actionnaires	17	983	1 017
		<u>16 625</u>	<u>14 468</u>
Bénéfice avant impôts			
		<u>42 761</u>	<u>23 774</u>
Impôts sur le bénéfice			
	18	<u>2 779</u>	<u>2 984</u>
Bénéfice net de la période			
		<u>39 982</u>	<u>20 790</u>
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires			
		<u>128 161 610</u>	<u>124 016 238</u>
Bénéfice net par action ordinaire			
		<u>0,31</u>	<u>0,17</u>

Les notes afférentes aux états financiers individuels ci-jointes font partie intégrante des présents états financiers.

Capital régional et coopératif Desjardins

États individuels des variations de l'actif net

Pour les périodes de six mois terminées les 30 juin

(en milliers de dollars canadiens)

	<u>Capital-actions (note 15)</u>		Bénéfices non répartis	Actif net
	Nombre	\$	\$	\$
Solde au 31 décembre 2015	130 182 509	1 357 689	284 387	1 642 076
Bénéfice net de la période	-	-	39 982	39 982
Opérations sur le capital-actions⁽¹⁾				
Rachat d'actions ordinaires	(3 155 723)	(31 040)	(8 506)	(39 546)
Solde au 30 juin 2016	<u>127 026 786</u>	<u>1 326 649</u>	<u>315 863</u>	<u>1 642 512</u>
Solde au 31 décembre 2014	124 664 633	1 278 650	223 812	1 502 462
Bénéfice net de la période	-	-	20 790	20 790
Opérations sur le capital-actions⁽¹⁾				
Émission d'actions ordinaires	10 888 546	131 207	-	131 207
Frais d'émission, nets des impôts de 1 006 \$	-	(1 516)	-	(1 516)
Rachat d'actions ordinaires	(5 012 654)	(50 121)	(10 172)	(60 293)
Solde au 30 juin 2015	<u>130 540 525</u>	<u>1 358 220</u>	<u>234 430</u>	<u>1 592 650</u>

⁽¹⁾ Ces données ne tiennent pas compte des demandes de rachat effectuées dans les 30 jours suivant la date de souscription.

Les notes afférentes aux états financiers individuels ci-jointes font partie intégrante des présents états financiers.

Capital régional et coopératif Desjardins

Tableaux individuels des flux de trésorerie

Pour les périodes de six mois terminées les 30 juin

(en milliers de dollars canadiens)

	2016 \$	2015 \$
Flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles		
Bénéfice net de la période	39 982	20 790
Ajustements sans effet sur la trésorerie :		
Pertes (gains) sur investissements	(38 385)	(15 979)
Amortissement des primes et des escomptes sur les autres investissements	(270)	1 082
Impôts différés	736	565
Intérêts capitalisés et autres éléments hors caisse	(583)	(712)
Variation des actifs et des passifs opérationnels :		
Impôts sur le bénéfice à recouvrer	(1 791)	(4 974)
Comptes débiteurs	12	804
Impôts sur le bénéfice à payer	-	(3 336)
Comptes créditeurs	15	(991)
Pertes (gains) sur contrat de change lié à la trésorerie	513	-
Acquisition d'investissements à impact économique québécois	(68 133)	(81 793)
Produit de la cession d'investissements à impact économique québécois	38 722	65 160
Acquisition d'autres investissements	(453 109)	(645 154)
Produit de la cession d'autres investissements	520 459	569 165
	<u>38 168</u>	<u>(95 373)</u>
Flux de trésorerie liés aux activités de financement		
Émission d'actions ordinaires	-	131 207
Rachat d'actions ordinaires	(39 546)	(60 293)
	<u>(39 546)</u>	<u>70 914</u>
Diminution nette de la trésorerie et équivalents de trésorerie au cours de la période	(1 378)	(24 459)
Trésorerie et équivalents de trésorerie au début de la période	<u>32 595</u>	<u>52 548</u>
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la fin de la période	<u>31 217</u>	<u>28 089</u>
Autres renseignements sur les flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles		
Intérêts reçus	13 019	15 819
Dividendes reçus	6 645	6 279
Impôts sur le bénéfice payés	3 834	10 729

Les notes afférentes aux états financiers individuels ci-jointes font partie intégrante des présents états financiers.

Capital régional et coopératif Desjardins

Notes afférentes aux états financiers individuels

(les chiffres des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire)

1 Loi constitutive, administration et investissements

Loi constitutive

Capital régional et coopératif Desjardins (CRCD) est constitué par une loi de l'Assemblée nationale du Québec (R.L.R.Q. c. C-6.1) (la « Loi ») et est réputé avoir été constitué par dépôt de statuts le 1^{er} juillet 2001. CRCD a commencé ses activités le 5 novembre 2001 et est une personne morale à fonds social. CRCD a comme place d'affaires le 2, Complexe Desjardins, tour Est, bureau 1717, Montréal (Québec), Canada, et son siège social est situé au 100, rue des Commandeurs, Lévis (Québec), Canada.

Administration

Les activités de CRCD sont administrées par un conseil d'administration composé de 13 membres :

- Huit personnes nommées par le président du Mouvement des caisses Desjardins;
- Deux personnes élues par l'assemblée générale des porteurs d'actions;
- Deux personnes nommées par les dix membres nommés précédemment parmi les personnes que ces membres jugent représentatives des entités admissibles décrites dans la Loi;
- Le directeur général de CRCD.

Investissements

CRCD peut faire des investissements avec ou sans garantie ou cautionnement, principalement dans des entités admissibles. Les entités admissibles comprennent une coopérative admissible et une société ou une personne morale qui exploite activement une entreprise dont la majorité des employés résident au Québec et dont l'actif est inférieur à 100 M\$ ou l'avoir net, inférieur ou égal à 50 M\$.

CRCD peut investir jusqu'à 5 % de son actif (tel qu'il est établi sur la base de la dernière évaluation d'experts-comptables) dans une même entreprise ou une coopérative admissible. L'investissement est généralement prévu pour une durée de cinq à quinze ans. Ce pourcentage peut être porté jusqu'à 10 % pour permettre à CRCD d'acquérir des titres d'une entité faisant des affaires au Québec, mais qui n'est pas une entité admissible. Dans un tel cas, CRCD ne peut, directement ou indirectement, acquérir ni détenir des actions représentant plus de 30 % des droits de vote pouvant être exercés en toutes circonstances.

En vertu de la Loi, d'autres investissements peuvent se qualifier comme étant admissibles, tels les investissements dans certains fonds d'investissement, si les conditions spécifiques prévues par la Loi sont respectées.

Depuis l'année financière ayant débuté le 1^{er} janvier 2006 et au cours de chaque année financière subséquente, les investissements admissibles de CRCD, selon la définition de la Loi, doivent représenter, en moyenne, au moins 60 % de l'actif net moyen de CRCD pour l'année précédente. À compter de l'année financière débutant le 1^{er} janvier 2016, ce pourcentage est progressivement augmenté de 1 % par année pour atteindre 65 % pour les années financières commençant après le 31 décembre 2019.

Capital régional et coopératif Desjardins

Notes afférentes aux états financiers individuels

(les chiffres des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire)

De plus, une partie représentant au moins 35 % de ce pourcentage (de 60 % à 65 %) doit être investie dans des entités situées dans les régions ressources du Québec ou dans des coopératives admissibles, selon la définition de la Loi.

À partir de 2016, il n'y a plus de pénalités à payer si les cibles ne sont pas atteintes. Les pénalités sont remplacées par une réduction de l'émission de capital autorisée pour la période de capitalisation suivant la fin de l'exercice. Pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2015, soit le dernier exercice pour lequel la pénalité était en vigueur, aucune somme n'était exigible en vertu de ces règles.

2 Mode de présentation

Déclaration de conformité

CRCD a établi les présents états financiers individuels (les « états financiers ») conformément aux Normes internationales d'information financière (IFRS) publiées par l'International Accounting Standards Board (IASB). Ces états financiers ont été approuvés par le conseil d'administration le 18 août 2016.

Base d'évaluation

Ces états financiers ont été préparés sur la base de la juste valeur, sauf en ce qui concerne les instruments financiers classés dans les prêts et créances et les autres passifs financiers, ainsi que les impôts qui sont évalués au coût amorti et au coût.

Entité d'investissement

CRCD compte plusieurs actionnaires qui ne lui sont pas liés et détient plusieurs investissements directement et indirectement dans des fonds sous-jacents. Les participations dans CRCD sont sous forme d'actions rachetables, sujettes à certaines conditions, qui sont présentées dans l'actif net, conformément à l'exemption visant les titres d'instruments remboursables au gré de l'actionnaire selon la Norme comptable internationale (IAS) 32, *Instruments financiers : Présentation*.

CRCD a conclu qu'il constitue une entité d'investissement selon l'IFRS 10, *États financiers consolidés*, car il obtient des fonds de plusieurs actionnaires, prend l'engagement auprès de ceux-ci de gérer les fonds dans le but d'apporter du rendement sur le capital, et mesure et évalue la performance de ses investissements sur une base de juste valeur. Conséquemment, les investissements dans les filiales et les entités associées présentés dans les investissements à impact économique québécois sont comptabilisés à la juste valeur.

Capital régional et coopératif Desjardins

Notes afférentes aux états financiers individuels

(les chiffres des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire)

3 Principales méthodes comptables

Les méthodes comptables importantes ayant servi à l'établissement des présents états financiers sont présentées ci-après.

Instruments financiers

CRCD comptabilise les instruments financiers à la juste valeur lors de leur comptabilisation initiale. Les achats ou les ventes d'actifs financiers sont comptabilisés à la date de transaction. Les actifs et passifs financiers sont classés dans différentes catégories en fonction de leurs caractéristiques ainsi que l'intention de CRCD au moment de leur acquisition et leur émission. Les investissements à impact économique québécois, les autres investissements, les montants à recevoir sur les cessions d'investissements à impact économique québécois ainsi que les billets à payer et passifs financiers sont désignés à la juste valeur par le biais du résultat net. Ces instruments financiers font partie d'un portefeuille géré conformément à une stratégie de gestion d'investissement documentée et dont la performance est évaluée, d'après la méthode de la juste valeur. De plus, les informations sur le portefeuille sont fournies à l'interne sur cette base aux principaux dirigeants de CRCD.

L'encaisse ainsi que les autres comptes débiteurs sont classés dans les prêts et créances et les comptes créditeurs dans les autres passifs financiers. Ces instruments financiers sont comptabilisés au coût amorti qui se rapproche de leur juste valeur.

Les passifs financiers sont décomptabilisés à l'extinction de l'obligation, soit à la date où l'obligation précisée au contrat est éteinte, annulée ou expirée.

Évaluation de la juste valeur

La juste valeur s'entend du prix qui serait reçu pour la vente d'un actif ou payé pour le transfert d'un passif lors d'une transaction normale entre des intervenants du marché à la date d'évaluation.

Juste valeur des actifs et des passifs négociés sur des marchés

La juste valeur des actifs et des passifs négociés sur des marchés considérés comme actifs est basée sur le prix coté situé entre le cours acheteur et le cours vendeur qui reflète le mieux la juste valeur selon les circonstances. Dans certains cas, si le marché n'est pas considéré comme actif, le dernier prix coté situé entre le cours vendeur et le cours acheteur peut être ajusté pour refléter adéquatement la juste valeur.

Capital régional et coopératif Desjardins

Notes afférentes aux états financiers individuels

(les chiffres des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire)

Juste valeur des actifs et des passifs qui ne sont pas négociés sur des marchés

Lorsque des actifs et des passifs ne sont pas négociés sur des marchés, la juste valeur est déterminée à partir de techniques d'évaluation choisies selon certains critères déterminés et en fonction des conditions qui prévalent sur les marchés à chaque date de présentation de l'information financière. Les principaux instruments financiers qui ne sont pas négociés sur des marchés sont inclus dans les investissements à impact économique québécois. Les techniques utilisées se basent sur des principes d'évaluation comportant des lignes directrices généralement utilisées dans l'industrie par les professionnels en évaluation d'entreprise. Ces principes d'évaluation sont approuvés par le conseil d'administration de CRCD. La méthode d'évaluation employée pour un instrument financier donné est généralement la même d'une période à l'autre, sauf dans les cas où un changement aboutit à des estimations plus précises de la juste valeur. Comme le contexte propre à chaque entité sous-jacente à ces instruments financiers est en constante évolution, des changements de techniques d'évaluation se produisent à chaque période de présentation de l'information financière.

Prêts et avances, actions non participantes

La juste valeur des prêts et avances ainsi que des actions non participantes est déterminée par l'actualisation des flux monétaires contractuels qui devraient être perçus par CRCD en utilisant un taux d'actualisation qui reflète le rendement qu'il exigerait compte tenu du risque de crédit de l'entité.

Actions participantes

La principale technique utilisée pour déterminer la juste valeur des actions participantes est celle de la capitalisation des flux monétaires. Les deux principales variables utilisées dans cette technique sont le flux monétaire caractéristique et le taux de capitalisation. Pour déterminer le flux monétaire caractéristique, une estimation des flux monétaires récurrents est effectuée à partir des résultats historiques de l'entité et/ou de ses prévisions financières. Par la suite, un facteur de pondération est appliqué à chacun des flux retenus afin de refléter sa probabilité de réalisation. Le taux de capitalisation utilisé pour capitaliser le flux caractéristique ainsi obtenu reflète la façon selon laquelle l'entité pourrait financer ses opérations et les risques afférents à la réalisation de ce flux caractéristique.

Lorsque le prix d'une transaction récente négocié entre des parties non liées dans des conditions normales de concurrence est disponible, cette technique d'évaluation est retenue. Il peut être aussi approprié d'utiliser une technique basée sur une offre d'achat reçue d'un tiers lorsque celle-ci est jugée sérieuse et crédible. Un jugement est nécessaire afin de déterminer si la juste valeur de cette transaction récente ou de l'offre d'achat représente la meilleure indication de la juste valeur à la date d'évaluation. La période pendant laquelle il est jugé approprié de faire référence à une transaction passée ou à une offre d'achat dépend des circonstances propres à chaque investissement.

Une autre technique d'évaluation utilisée est celle de l'actif net redressé qui consiste à réévaluer l'ensemble des actifs et des passifs qui se trouvent au bilan de l'entité ou du fonds à leur juste valeur à la date de l'évaluation. Les principaux redressements effectués sont ceux liés à la juste valeur des actifs et des passifs, aux nouvelles informations disponibles et aux événements importants survenus entre la date du bilan de l'entité ou du fonds et la date d'évaluation.

Capital régional et coopératif Desjardins

Notes afférentes aux états financiers individuels

(les chiffres des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire)

Actions mondiales

Les participations en fonds d'actions mondiales sont inscrites à leur juste valeur. La juste valeur représente l'actif net par part, telle qu'elle est établie par les fonds en date du bilan.

Caution

Lorsqu'il est probable qu'un montant devra être déboursé par CRCD relativement à une caution qu'il a accordée, une approche fondée sur l'actif et une méthode de valeur de liquidation sont utilisées afin d'estimer le montant de passif à constater.

Billets à payer et passifs financiers

Les billets à payer et passifs financiers sont liés à certains investissements à impact économique québécois et sont comptabilisés à leur juste valeur, qui correspond à la somme que CRCD aurait à verser en vertu des ententes contractuelles sous-jacentes à ces billets et passifs financiers à la date de présentation de l'information financière.

Montants à recevoir sur les cessions d'investissements à impact économique québécois

La juste valeur des montants à recevoir sur les cessions d'investissements à impact économique québécois est déterminée selon la méthode d'actualisation des flux monétaires contractuels et prend notamment en considération le risque de crédit du débiteur. Généralement, l'estimation des montants à recevoir et du moment de leur recouvrement dépendent d'événements futurs ou de la réalisation de certaines conditions.

Trésorerie et équivalents de trésorerie

La trésorerie et les équivalents de trésorerie se composent de l'encaisse et des instruments de marché monétaire dont l'échéance au moment de l'acquisition est inférieure à 90 jours.

Capital-actions

Les actions de CRCD sont rachetables au gré de l'actionnaire, sujet à certaines conditions, et constituent donc des passifs financiers. Elles sont toutefois présentées dans l'actif net, car elles possèdent toutes les caractéristiques suivantes :

- Elles accordent à l'actionnaire le droit à une quote-part de l'actif net de CRCD en cas de liquidation de celui-ci;
- Elles appartiennent à une catégorie qui est subordonnée à toutes les autres catégories d'instruments de CRCD;
- Elles possèdent des caractéristiques identiques à tous les autres instruments de cette catégorie;

Capital régional et coopératif Desjardins

Notes afférentes aux états financiers individuels

(les chiffres des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire)

- À l'exception de l'obligation contractuelle pour CRCD de racheter ou de rembourser l'instrument en trésorerie ou à partir d'un autre actif financier, elles n'incluent pas l'obligation contractuelle de remettre de la trésorerie ou un autre actif financier à une autre entité, ni d'échanger des actifs financiers ou des passifs financiers avec une autre entité dans des conditions potentiellement défavorables à CRCD; il ne s'agit pas non plus d'un contrat qui sera ou qui peut être réglé en actions de CRCD;
- Le total des flux de trésorerie attendus attribuables aux actions, sur leur durée de vie, est basé essentiellement sur le résultat net, la variation de l'actif net comptabilisé ou la variation de la juste valeur de l'actif net comptabilisé et non comptabilisé de CRCD sur la durée de vie des actions (à l'exclusion de l'effet des actions).

Les frais d'émission d'actions, nets d'impôts, sont inclus dans les états des variations de l'actif net.

Constataion des produits

Intérêts et dividendes

Pour les investissements à impact économique québécois, les intérêts sont comptabilisés au taux contractuel lorsque leur encaissement est raisonnablement assuré. Pour les autres investissements, les intérêts sont comptabilisés selon la méthode du taux d'intérêt effectif. L'amortissement des primes et des escomptes selon cette méthode est enregistré aux états du résultat global sous la rubrique « Intérêts ».

Les dividendes sont comptabilisés à la date d'inscription aux registres des actionnaires et lorsqu'ils sont déclarés ou reçus par les sociétés émettrices des actions.

Frais d'administration

Les frais d'administration sont comptabilisés lors de la première souscription d'un actionnaire et lors de la fermeture du compte par celui-ci.

Gains et pertes

Les gains et les pertes réalisés sur les investissements sont comptabilisés au moment de la vente et correspondent à l'écart entre le produit de la cession et le coût. Les variations de la juste valeur des montants à recevoir sur les cessions d'investissements sont considérées comme un ajustement au produit de cession et sont donc comptabilisées comme gains et pertes réalisés. Les gains et les pertes réalisés sur un billet à payer ou un passif financier sont comptabilisés lorsque ceux-ci sont payés et correspondent à l'écart entre le montant payé par CRCD en règlement du billet ou du passif financier et leur valeur initiale. Ces gains et ces pertes ne prennent pas en compte les gains et les pertes non réalisés des exercices précédents, lesquels sont renversés et pris en compte dans les gains et les pertes non réalisés de l'exercice en cours.

Capital régional et coopératif Desjardins

Notes afférentes aux états financiers individuels

(les chiffres des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire)

Devise fonctionnelle et conversion de devises

Les éléments d'actif et de passif monétaires libellés en devises sont convertis en dollars canadiens, soit la devise fonctionnelle de CRCD, au cours de change en vigueur à la date de clôture de la période de présentation de l'information financière. Les produits et les charges sont convertis au cours de change à la date de transaction. Les plus-values ou les moins-values, réalisées ou non, sur les investissements résultant de ces conversions sont comptabilisées aux états du résultat global sous la rubrique « Gains (pertes) sur investissements ». Pour les autres actifs et passifs monétaires libellés en devises, les variations liées à la conversion de devises sont présentées dans les « Autres frais d'exploitation » aux états du résultat global. CRCD a recours à des contrats de change qui visent la couverture systématique du risque de devises relatif aux actifs évalués en devises étrangères, à moins que celui-ci ne fasse partie du rendement attendu à long terme de certaines catégories d'actifs. CRCD a choisi de ne pas appliquer la comptabilité de couverture.

Impôts

La charge d'impôts sur le bénéfice comprend la charge d'impôts exigibles et la charge d'impôts différés. Les impôts sur le bénéfice sont comptabilisés aux états du résultat global, sauf s'ils concernent des éléments qui ont été comptabilisés hors résultat directement aux états des variations de l'actif net. Dans ce cas, les impôts sur le bénéfice sont aussi comptabilisés hors résultat directement dans l'actif net.

L'impôt exigible est le montant de l'impôt sur le bénéfice payable au titre du bénéfice imposable de la période, calculé selon les taux d'impôt adoptés ou quasi adoptés à la clôture de la période de présentation de l'information financière et tout ajustement de l'impôt à payer à l'égard des périodes antérieures.

L'impôt différé est comptabilisé au titre des différences temporelles survenant entre les bases fiscales des actifs et des passifs et leurs valeurs comptables dans les états financiers, sauf ceux liés aux gains latents décrits au paragraphe suivant. L'impôt différé est calculé sur une base non actualisée au moyen des taux d'impôt et des réglementations fiscales qui ont été adoptées ou quasi adoptées à la date de clôture et dont l'application est attendue sur la période au cours de laquelle l'actif d'impôt différé sera réalisé ou le passif d'impôt différé sera réglé. Un actif d'impôt différé est comptabilisé seulement dans la mesure où il est probable qu'un bénéfice imposable futur, auquel les différences temporelles pourront être imputées, sera disponible.

CRCD est assujéti à l'impôt fédéral et à l'impôt provincial sur son bénéfice. Il est également assujéti aux règles d'impôts applicables aux sociétés de placement à capital variable. Aux fins de l'impôt fédéral, CRCD peut entre autres obtenir le remboursement de son impôt payé sur ses gains en capital en procédant au rachat de ses actions. CRCD se considère, en substance, comme exempté des impôts fédéraux sur le bénéfice liés aux gains (pertes) en capital aux fins de l'application des IFRS et, par conséquent, ne constate aucun impôt différé relativement aux gains (pertes) latents sur les investissements ni impôt différé relativement aux recouvrements latents découlant des mécanismes fiscaux liés à l'impôt en main remboursable au titre des gains en capital. Aux fins de l'impôt provincial, les gains (pertes) en capital réalisés ne sont pas imposables (déductibles).

Bénéfice net par action ordinaire

Le bénéfice net par action ordinaire est obtenu en divisant le bénéfice net par le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation au cours de la période.

Capital régional et coopératif Desjardins

Notes afférentes aux états financiers individuels

(les chiffres des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire)

4 Jugements significatifs, estimations et hypothèses

La préparation des états financiers conformément aux IFRS exige que CRCD exerce des jugements et ait recours à des estimations et à des hypothèses qui ont une incidence sur les montants présentés de certains actifs, passifs, produits et charges ainsi que sur l'information connexe. Des modifications apportées aux hypothèses peuvent avoir une incidence importante sur les états financiers de la période au cours de laquelle ces hypothèses ont été modifiées. CRCD estime que les hypothèses utilisées sont appropriées et que ses états financiers présentent par conséquent une image fidèle de sa situation financière et de ses résultats.

La principale méthode comptable qui a nécessité que CRCD porte des jugements subjectifs ou complexes, souvent sur des questions de nature incertaine, concerne l'évaluation de la juste valeur des actifs et des passifs qui ne sont pas négociés sur des marchés.

Un jugement important est posé dans les hypothèses utilisées dans les techniques d'évaluation. Bien que, dans la mesure du possible, ces techniques fassent appel à des données observables, la juste valeur est également établie au moyen de données et d'estimations internes (données non observables) qui tiennent compte des caractéristiques propres à l'instrument financier ainsi que de tout facteur pertinent pour l'évaluation. L'utilisation de données non observables requiert le recours au jugement de la part de CRCD afin que celles-ci reflètent les hypothèses que les intervenants du marché utiliseraient pour fixer la juste valeur à partir de la meilleure information disponible dans les circonstances. CRCD considère comme des données observables les données de marché qui sont faciles à obtenir, diffusées et mises à jour périodiquement, fiables et vérifiables, non exclusives et fournies par des sources indépendantes qui sont des intervenants actifs sur le marché en question. La juste valeur reflète les conditions du marché à une date donnée et, pour cette raison, peut ne pas être représentative des justes valeurs futures.

Conformément aux exigences contenues dans le *Règlement sur l'information continue des fonds d'investissement en capital de développement* mis en place par l'Autorité des marchés financiers, CRCD a mis en œuvre divers contrôles et procédures afin de s'assurer que l'évaluation des instruments financiers est appropriée et fiable. Les évaluations sont préparées par une équipe d'évaluateurs qualifiés qui s'appuient sur un processus structuré comportant plusieurs étapes de validation et de révision. Un comité d'évaluation de portefeuille, formé majoritairement de membres qui sont des évaluateurs qualifiés indépendants, surveille le risque opérationnel lié à la non-conformité à la méthodologie d'évaluation de portefeuilles et fait rapport semestriellement au conseil d'administration. Plus précisément, son rôle consiste à passer en revue semestriellement toute l'information pertinente concernant les évaluations du portefeuille d'investissements à impact économique québécois, afin de fournir une assurance raisonnable que le processus d'évaluation respecte les exigences réglementaires.

Capital régional et coopératif Desjardins

Notes afférentes aux états financiers individuels

(les chiffres des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire)

5 Normes comptables publiées mais non encore adoptées

Les normes comptables applicables par CRCD qui ont été publiées par l'IASB, mais qui ne sont pas encore en vigueur le 30 juin 2016 sont présentées ci-après.

IFRS 15, *Produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients*

L'IASB a publié en mai 2014 l'IFRS 15, *Produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients*, qui introduit un modèle de comptabilisation unique et exhaustif pour tous les contrats conclus avec des clients à l'exception de ceux entrant dans le champ d'application d'autres normes tels que les contrats d'assurance et les instruments financiers. L'IFRS 15 remplace ainsi les deux principales normes de comptabilisation des produits, soit l'IAS 18, *Produits des activités ordinaires*, et l'IAS 11, *Contrats de construction*, de même que les interprétations connexes. Le principe de base de cette nouvelle norme est que la comptabilisation d'un produit doit traduire le transfert de biens ou de services en un montant qui reflète la valeur de la contrepartie reçue, ou que l'on s'attend à recevoir en échange de ces biens ou services. La nouvelle norme fournit aussi davantage de directives relativement à certains types de transactions et se traduira par une divulgation accrue de renseignements sur les produits.

En septembre 2015, l'IASB a publié un amendement à l'IFRS 15 afin de reporter sa date d'entrée en vigueur au 1^{er} janvier 2018. L'IASB a aussi publié en avril 2016 des amendements à l'IFRS 15, qui fournissent des clarifications additionnelles sur la comptabilisation des produits et sur les dispositions transitoires relatives à l'application initiale.

CRCD évalue actuellement l'incidence de l'adoption de l'IFRS 15, qui sera applicable aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2018.

IFRS 9, Instruments financiers

L'IASB a publié en juillet 2014 la version complète et définitive de l'IFRS 9, *Instruments financiers*, qui remplacera l'IAS 39, *Instruments financiers : Comptabilisation et évaluation*. L'IFRS 9 comprend les exigences relatives au classement et à l'évaluation des actifs et des passifs financiers, à la dépréciation des actifs financiers ainsi que les exigences générales relatives à la comptabilité de couverture.

L'IFRS 9 établit un nouveau modèle de classement et d'évaluation des actifs financiers visant à déterminer si un actif financier doit être classé au coût amorti, à la juste valeur par le biais du résultat net ou à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global. Ce modèle est basé sur les caractéristiques des flux de trésorerie contractuels de l'actif financier ainsi que sur le modèle économique en vertu duquel il est détenu. Pour le classement et l'évaluation des passifs financiers, la nouvelle norme reprend essentiellement les exigences actuelles de l'IAS 39.

La norme introduit également un modèle unique de dépréciation des actifs financiers nécessitant la comptabilisation des pertes de crédit attendues plutôt que celle des pertes subies tel que l'exige le modèle de dépréciation actuel. Le modèle prévoit la comptabilisation de pertes de crédit attendues pour les 12 mois à venir à compter de la date de comptabilisation initiale d'un actif financier, puis la comptabilisation de pertes attendues pour la durée de vie si le risque de crédit de l'instrument financier en question a augmenté de manière importante depuis la comptabilisation initiale.

Capital régional et coopératif Desjardins

Notes afférentes aux états financiers individuels

(les chiffres des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire)

Enfin, l'IFRS 9 inclut un nouveau modèle pour la comptabilité de couverture afin de mieux harmoniser celle-ci avec les activités de gestion des risques. Toutefois, la norme permet de conserver les exigences de l'IAS 39 relatives à la comptabilité de couverture plutôt que d'adopter les dispositions de l'IFRS 9.

La date d'application de l'IFRS 9 a été fixée aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2018. CRCD évalue actuellement les incidences de l'adoption de cette norme.

6 Risques associés aux instruments financiers

Les risques associés aux instruments financiers ayant une incidence sur la situation financière de CRCD sont discutés en détail dans les sections auditées « Risques de marché », « Risque de crédit et de contrepartie », « Risque de concentration » et « Risque de liquidité » du rapport de gestion de CRCD, qui font partie intégrante des états financiers audités.

7 Investissements à impact économique québécois

Le *Relevé audité du coût des investissements à impact économique québécois* peut être obtenu sur demande en écrivant à la place d'affaires de CRCD ou en consultant son site Internet à l'adresse www.capitalregional.com et sur SEDAR à l'adresse www.sedar.com. Ce relevé ne fait pas partie intégrante des états financiers.

			Au 30 juin 2016
	Coût \$	Gain (perte) non réalisé \$	Juste valeur \$
Non garantis			
Actions ordinaires	286 741	30 871	317 612
Actions privilégiées	181 101	17 093	198 194
Parts de fonds	193 407	47 142	240 549
Prêts et avances	109 827	645	110 472
Garantis			
Prêts et avances	5 189	(782)	4 407
	776 265	94 969	871 234

Capital régional et coopératif Desjardins

Notes afférentes aux états financiers individuels

(les chiffres des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire)

	Au 31 décembre 2015		
	Coût \$	Gain (perte) non réalisé \$	Juste valeur \$
Non garantis			
Actions ordinaires	269 092	21 041	290 133
Actions privilégiées	169 966	10 888	180 854
Parts de fonds	188 195	47 715	235 910
Prêts et avances	104 455	(416)	104 039
Garantis			
Prêts et avances	6 888	(625)	6 263
	<u>738 596</u>	<u>78 603</u>	<u>817 199</u>

Les investissements à impact économique québécois incluent des investissements évalués en dollars américains pour une juste valeur de 77,8 M\$ (58,4 M\$ au 31 décembre 2015).

Les ententes relatives aux investissements à impact économique québécois peuvent comporter des clauses prévoyant des options de conversion et de rachat.

Les prêts et avances portent intérêt au taux moyen pondéré de 10,4 % (11,1 % au 31 décembre 2015). Pour la quasi-totalité des prêts et avances portant intérêt, le taux d'intérêt est fixe. Pour la période terminée le 30 juin 2016, les produits d'intérêts comptabilisés selon le taux contractuel sont de 6,1 M\$ (7,2 M\$ pour la période terminée le 30 juin 2015). La quasi-totalité de la variation de la juste valeur des prêts et avances est imputable aux changements du risque de crédit.

Les prêts et avances ont une durée moyenne résiduelle de 4,0 années (4,0 années au 31 décembre 2015), et la juste valeur de ces prêts et avances venant à échéance dans moins de un an est de 6,5 M\$ (4,0 M\$ au 31 décembre 2015).

Répartition des investissements et des engagements par secteur d'activité

La répartition des investissements et des engagements par secteur d'activité s'établit comme suit :

	Au 30 juin 2016				
Secteur d'activité	Investissements au coût \$	Gain (perte) non réalisé \$	Juste valeur \$	Fonds engagés mais non déboursés ⁽¹⁾ \$	Engagement total \$
Manufacturier	360 702	57 758	418 460	2 612	421 072
Services	196 533	14 338	210 871	1 900	212 771
Innovations technologiques	25 623	(24 269)	1 354	-	1 354
Fonds	193 407	47 142	240 549	131 076	371 625
Total	<u>776 265</u>	<u>94 969</u>	<u>871 234</u>	<u>135 588</u>	<u>1 006 822</u>

Capital régional et coopératif Desjardins

Notes afférentes aux états financiers individuels

(les chiffres des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire)

Secteur d'activité	Au 31 décembre 2015				
	Investissements au coût \$	Gain (perte) non réalisé \$	Juste valeur \$	Fonds engagés mais non déboursés ⁽¹⁾ \$	Engagement total \$
Manufacturier	328 212	57 078	385 290	7 947	393 237
Services	196 540	(1 863)	194 677	9 400	204 077
Innovations technologiques	25 649	(24 327)	1 322	-	1 322
Fonds	188 195	47 715	235 910	153 735	389 645
Total	738 596	78 603	817 199	171 082	988 281

⁽¹⁾ Les fonds engagés mais non déboursés n'apparaissent pas à l'actif.

Fonds engagés mais non déboursés

Les fonds engagés mais non déboursés représentent les investissements qui ont déjà été convenus et pour lesquels des montants ont été engagés par CRCD, mais non encore déboursés à la date de présentation de l'information financière. Les débours futurs sont assujettis au respect de certaines conditions. En supposant que les conditions seront respectées, l'échéancier estimé des paiements exigibles au cours des prochains exercices terminés les 31 décembre est le suivant :

2016 \$ (6 mois)	2017 \$	2018 \$	2019 \$	2020 et après \$	Total \$
39 366	20 742	14 581	11 983	48 916	135 588

Investissements dans les filiales et dans les entités associées

À la suite des analyses quantitatives et qualitatives effectuées, CRCD a déterminé qu'il détient le contrôle (filiales) ou qu'il exerce une influence notable (entités associées) sur le nombre d'entités suivant :

	Au 30 juin 2016		Au 31 décembre 2015	
	Nombre	Juste valeur \$	Nombre	Juste valeur \$
Filiales				
Entreprises partenaires	11	237 639	10	197 018
Entités associées				
Entreprises partenaires	19	158 343	18	140 217
Fonds	7	219 946	7	211 194

L'établissement principal de ces entités est au Québec et le pays d'incorporation est le Canada.

Capital régional et coopératif Desjardins

Notes afférentes aux états financiers individuels

(les chiffres des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire)

Au 30 juin 2016, l'augmentation du nombre d'entreprises partenaires s'explique par l'acquisition d'une filiale et d'une entité associée.

Les participations dans le capital-actions de ces entreprises partenaires sont constituées d'actions ordinaires et d'actions privilégiées. Le pourcentage des titres de participation détenus par CRCD dans chacune de ces entreprises partenaires est à 50 % et plus pour les filiales et se situe entre 15 % et 49 % pour les entités associées. À l'exception d'une filiale (une au 31 décembre 2015), les droits de vote sont équivalents à la proportion des intérêts détenus.

CRCD a investi en tant que commanditaire dans certains fonds sur lesquels il exerce une influence notable. Au 30 juin 2016, les participations sont constituées de parts, et le pourcentage de détention varie entre 20,0 % et 90,9 % (entre 20,0 % et 90,9 % au 31 décembre 2015).

8 Autres investissements

Le *Relevé des autres investissements non audité* peut être obtenu sur demande en écrivant à la place d'affaires de CRCD ou en consultant son site Internet à l'adresse www.capitalregional.com et sur SEDAR à l'adresse www.sedar.com. Ce relevé ne fait pas partie intégrante des états financiers.

	Coût \$	Gain (perte) non réalisé \$	Juste valeur \$
			Au 30 juin 2016
Obligations			
Fédérales ou garanties	206 298	3 290	209 588
Provinciales, municipales ou garanties	172 116	4 591	176 707
Institutions financières	111 550	2 134	113 684
Sociétés	53 782	1 565	55 347
	543 746	11 580	555 326
Actions privilégiées	83 871	(9 686)	74 185
Instrument de marché monétaire ⁽¹⁾	49 324	-	49 324
Fonds immobilier	13 775	793	14 568
Fonds d'actions mondiales	50 000	1 677	51 677
Contrats de change ⁽²⁾	-	(668)	(668)
Total	740 716	3 696	744 412

Capital régional et coopératif Desjardins

Notes afférentes aux états financiers individuels

(les chiffres des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire)

Répartition des obligations par échéance

				Au 30 juin 2016
	Moins de 1 an \$	De 1 an à 5 ans \$	Plus de 5 ans \$	Total \$
Coût	2 116	246 317	295 313	543 746
Valeur nominale	2 100	243 521	311 230	556 851
Juste valeur	2 127	248 776	304 423	555 326
Taux moyen nominal ⁽³⁾	3,79 %	2,39 %	2,46 %	2,44 %
Taux moyen effectif	2,66 %	1,89 %	2,32 %	2,13 %
				Au 31 décembre 2015
		Coût \$	Gain (perte) non réalisé \$	Juste valeur \$
Obligations				
Fédérales ou garanties		304 466	2 670	307 136
Provinciales, municipales ou garanties		155 934	1 112	157 046
Institutions financières		136 165	1 939	138 104
Sociétés		61 232	1 025	62 257
		657 797	6 746	664 543
Actions privilégiées		87 935	(10 179)	77 756
Instruments de marché monétaire ⁽¹⁾		37 607	-	37 607
Fonds immobilier		12 790	346	13 136
Contrats de change ⁽²⁾		-	562	562
Total		796 129	(2 525)	793 604

Capital régional et coopératif Desjardins

Notes afférentes aux états financiers individuels

(les chiffres des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire)

Répartition des obligations par échéance

				Au 31 décembre 2015
	Moins de 1 an \$	De 1 an à 5 ans \$	Plus de 5 ans \$	Total \$
Coût	6 694	325 056	326 047	657 797
Valeur nominale	6 634	320 614	339 960	667 208
Juste valeur	6 756	328 289	329 498	664 543
Taux moyen nominal ⁽³⁾	3,64 %	2,52 %	2,45 %	2,49 %
Taux moyen effectif	2,66 %	2,05 %	2,34 %	2,20 %

⁽¹⁾ Les instruments de marché monétaire sont composés de dépôts à terme, de bons du Trésor et d'obligations à coupons détachés d'une échéance originale inférieure à un an.

⁽²⁾ Les contrats de change pour vendre un notionnel de 81,3 M\$ US ont une échéance de trois mois (62,7 M\$ US au 31 décembre 2015).

⁽³⁾ La quasi-totalité des obligations porte intérêt à taux fixe.

Les autres investissements incluent des fonds d'actions mondiales qui sont exposés aux monnaies étrangères pour une juste valeur de 47,6 M\$ (aucune au 31 décembre 2015).

Fonds engagés mais non déboursés

Les fonds engagés mais non déboursés représentent les investissements qui ont déjà été convenus dans le fonds immobilier et pour lesquels des montants ont été engagés par CRCD, mais non encore déboursés à la date de présentation de l'information financière. L'échéancier estimé des paiements exigibles au cours des prochains exercices terminés les 31 décembre est le suivant :

	2016 \$ (6 mois)	2017 \$	2018 \$	2019 \$	2020 et après \$	Total \$
	26 023	40 000	-	-	-	66 023

Capital régional et coopératif Desjardins

Notes afférentes aux états financiers individuels

(les chiffres des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire)

9 Juste valeur des instruments financiers

Niveaux hiérarchiques des instruments financiers évalués à la juste valeur

CRCD a catégorisé ses instruments financiers selon les trois niveaux hiérarchiques suivants :

- Niveau 1 : évaluation basée sur les cours (non ajustés) observés sur des marchés actifs pour des actifs ou des passifs identiques;
- Niveau 2 : les données concernant l'actif ou le passif utilisées dans l'évaluation, autres que les cours du marché inclus dans les données d'entrée de niveau 1, sont observables directement (à savoir des prix) ou indirectement (à savoir des données dérivées de prix);
- Niveau 3 : les données relatives à l'actif ou au passif utilisées dans l'évaluation ne sont pas fondées sur des données observables de marché (à savoir des données non observables).

Les tableaux qui suivent présentent la répartition des évaluations à la juste valeur des instruments financiers comptabilisés à la juste valeur aux bilans selon ces trois niveaux :

				Au 30 juin 2016
	Niveau 1 \$	Niveau 2 \$	Niveau 3 \$	Total \$
Actifs financiers				
Investissements à impact économique québécois	512	-	870 722	871 234
Autres investissements	497 074	232 770	14 568	744 412
Montant à recevoir sur les cessions d'investissements à impact économique québécois	-	-	24 749	24 749
Total des actifs financiers	497 586	232 770	910 039	1 640 395
Passifs financiers				
Billets à payer et passifs financiers	-	-	25 145	25 145
Au 31 décembre 2015				
	Niveau 1 \$	Niveau 2 \$	Niveau 3 \$	Total \$
Actifs financiers				
Investissements à impact économique québécois	826	-	816 373	817 199
Autres investissements	525 929	254 539	13 136	793 604
Montant à recevoir sur les cessions d'investissements à impact économique québécois	-	-	28 846	28 846
Total des actifs financiers	526 755	254 539	858 355	1 639 649
Passifs financiers				
Billets à payer et passifs financiers	-	-	26 309	26 309

Les transferts entre les niveaux hiérarchiques des instruments financiers évalués à la juste valeur se font à la date de clôture de la période visée. Il n'y a eu aucun transfert entre les niveaux durant la période de six mois terminée le 30 juin 2016 et durant l'exercice terminé le 31 décembre 2015.

Capital régional et coopératif Desjardins

Notes afférentes aux états financiers individuels

(les chiffres des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire)

Les tableaux suivants présentent les principales techniques et les données utilisées pour évaluer la juste valeur des instruments financiers classés dans le niveau 3 :

				Au 30 juin 2016
	Juste valeur \$	Principales techniques d'évaluation	Données non observables	Intervalles de valeurs des données (moyenne pondérée)
Investissements à impact économique québécois				
Prêts et avances	43 507	Actualisation des flux monétaires	Taux de rendement exigé	De 7,6 % à 19,8 % (11,6 %)
Actions non participantes	129 137	Actualisation des flux monétaires	Taux de rendement exigé	De 5,1 % à 11,8 % (6,6 %)
Actions participantes majoritaires	183 234	Capitalisation des flux monétaires	Taux de capitalisation	De 7,4 % à 10,4 % (9,1 %)
			% du flux caractéristique ⁽¹⁾	De 8,0 % à 25,4 % (13,5 %)
	45 940	Transactions récentes et offres d'achat	Prix payé/de l'offre	-
	8 465	Actif net redressé	Actif net de l'entité	-
Actions participantes minoritaires	147 844	Capitalisation des flux monétaires	Taux de capitalisation	De 7,2 % à 16,1 % (9,6 %)
			% du flux caractéristique ⁽¹⁾	De 1,4 % à 28,5 % (12,4 %)
	48 225	Transactions récentes et offres d'achat	Prix payé/de l'offre	-
	20 804	Actif net redressé	Actif net de l'entité	- ⁽²⁾
	3 017	Autres ⁽³⁾	-	-
Parts de fonds	<u>240 549</u>	Actif net redressé	Actif net du fonds	- ⁽²⁾
	<u>870 722</u>			
Autres investissements – Fonds immobilier	14 568	Actif net redressé	Actif net du fonds	- ⁽²⁾
Montants à recevoir sur les cessions d'investissements à impact économique québécois	24 749	Actualisation des flux monétaires	Taux de rendement exigé	De 0,5 % à 10,0 % (6,5 %)
Billets à payer et passifs financiers	(25 145)	Diverses	-	-

Capital régional et coopératif Desjardins

Notes afférentes aux états financiers individuels

(les chiffres des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire)

Au
31 décembre
2015

	Juste valeur \$	Principales techniques d'évaluation	Données non observables	Intervalles de valeurs des données (moyenne pondérée)
Investissements à impact économique québécois				
Prêts et avances	49 283	Actualisation des flux monétaires	Taux de rendement exigé	De 7,3 % à 26,3 % (11,2 %)
Actions non participantes	129 168	Actualisation des flux monétaires	Taux de rendement exigé	De 5,2 % à 10,2 % (5,8 %)
Actions participantes majoritaires	165 286	Capitalisation des flux monétaires	Taux de capitalisation	De 8,5 % à 12,1 % (9,6 %)
			% du flux caractéristique ⁽¹⁾	De 8,4 % à 17,4 % (10,9 %)
	31 733	Transactions récentes et offres d'achat	Prix payé/de l'offre	-
Actions participantes minoritaires	124 171	Capitalisation des flux monétaires	Taux de capitalisation	De 7,2 % à 16,4 % (9,8 %)
			% du flux caractéristique ⁽¹⁾	De 1,4 % à 28,5 % (12,1 %)
	60 073	Transactions récentes et offres d'achat	Prix payé/de l'offre	-
	17 973	Actif net redressé	Actif net de l'entité	_(2)
	2 775	Autres ⁽³⁾	-	-
Parts de fonds	<u>235 911</u>	Actif net redressé	Actif net du fonds	_(2)
	<u>816 373</u>			
Autres investissements – Fonds immobilier	13 136	Actif net redressé	Actif net du fonds	_(2)
Montants à recevoir sur les cessions d'investissements à impact économique québécois	28 846	Actualisation des flux monétaires	Taux de rendement exigé	De 0,5 % à 12,0 % (6,2 %)
Billets à payer et passifs financiers	(26 309)	Diverses	-	-

⁽¹⁾ En raison des tailles très variées des entités composant le portefeuille, le flux caractéristique est présenté en pourcentage des ventes.

⁽²⁾ En raison des tailles très variées des entités et des fonds composant le portefeuille, aucun intervalle de valeur des données n'est présenté pour l'actif net de l'entité ou du fonds.

⁽³⁾ Les autres techniques d'évaluation regroupent notamment les méthodes de valeur de transaction escomptée, de la valeur de rachat et de la valeur de liquidation.

Les principales techniques d'évaluation utilisées pour les actions participantes tiennent compte des investissements faits dans une même entité sous forme de prêts et avances ainsi que d'actions non participantes. Conséquemment, la juste valeur des actions participantes inclut ces investissements mixtes.

Capital régional et coopératif Desjardins

Notes afférentes aux états financiers individuels

(les chiffres des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire)

Sensibilité de la juste valeur aux données non observables

Bien que CRCD considère que les estimations de la juste valeur retenues aux fins des états financiers sont appropriées, l'utilisation d'hypothèses différentes liées aux données non observables pourrait amener des résultats différents.

Prêts et avances, actions non participantes – Actualisation des flux monétaires

De façon générale, une augmentation (diminution) du taux de rendement exigé prise de façon isolée entraîne une diminution (augmentation) de la juste valeur. CRCD juge que l'effet de la substitution d'une ou de plusieurs hypothèses raisonnablement possibles pourrait entraîner une variation du taux de rendement exigé de l'ordre de 0,5 %. Une telle variation du taux de rendement exigé n'aurait toutefois aucune incidence directe significative sur la juste valeur des prêts et avances et des actions non participantes.

Actions participantes – Capitalisation des flux monétaires

Dans le cadre de l'évaluation d'un investissement donné, le recours à des hypothèses différentes liées aux deux données non observables, soit le flux monétaire caractéristique et le taux de capitalisation, pourrait entraîner une augmentation ou une diminution de la juste valeur de cet investissement. Toutefois, il existe des interrelations entre ces deux données non observables. En effet, l'utilisation d'hypothèses différentes liées à l'une de ces données entraîne généralement une révision des hypothèses sous-jacentes à l'autre donnée, limitant ainsi l'incidence sur la juste valeur.

En pratique, CRCD détermine un intervalle de justes valeurs acceptables pour chacun des investissements évalués et le milieu de celui-ci est généralement retenu aux fins de présentation aux états financiers. En additionnant chacun de ces intervalles, l'écart cumulatif entre le haut ou le bas de l'intervalle des justes valeurs acceptables et la juste valeur retenue de l'investissement exprimé en pourcentage de l'actif net de CRCD est de l'ordre de :

	Au 30 juin 2016	Au 31 décembre 2015
Actions participantes majoritaires	+/- 0,6 %	+/- 0,3 %
Actions participantes minoritaires	+/- 0,4 %	+/- 0,4 %

CRCD est d'avis que le fait de modifier les deux données non observables pour refléter d'autres hypothèses raisonnablement possibles pour chacun des investissements évalués pris individuellement devrait avoir une incidence plus limitée que ce pourcentage sur l'actif net de CRCD.

Capital régional et coopératif Desjardins

Notes afférentes aux états financiers individuels

(les chiffres des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire)

Actions participantes – Transactions récentes et offres d'achat

Selon ces techniques, la juste valeur des actions participantes est fondée sur une donnée observable, soit le prix d'une transaction récente négociée entre des parties non liées ou le prix d'une offre d'achat reçue. CRCD doit porter un jugement pour déterminer si cette transaction récente est encore représentative de la juste valeur à la date d'évaluation ou si cette offre est sérieuse et crédible. Il peut aussi, au besoin, apporter certains ajustements jugés nécessaires, introduisant ainsi des données non observables dans l'établissement de la juste valeur. Le montant des ajustements est généralement peu significatif comparativement au prix de la transaction retenue ou de l'offre d'achat auquel ils se rapportent. CRCD considère que la juste valeur qu'il aurait pu obtenir en utilisant des hypothèses différentes et raisonnablement possibles dans l'établissement des données non observables n'aurait pas été significativement différente de celle retenue.

Parts de fonds – Actif net redressé

Selon cette technique, la juste valeur des parts de fonds est fondée sur une donnée observable, soit l'actif net présenté aux plus récents états financiers audités de chaque fonds détenu et ajusté au besoin pour tenir compte des acquisitions ou cessions de parts que CRCD a effectuées entre la date des états financiers de chacun de ces fonds et la date d'évaluation. Dans certaines circonstances, CRCD doit apporter certains autres ajustements qui font davantage appel au jugement. CRCD considère que la juste valeur qu'il aurait pu obtenir en utilisant des hypothèses différentes et raisonnablement possibles dans l'établissement des données non observables n'aurait pas été significativement différente de celle retenue.

Autres techniques d'évaluation

La juste valeur des actifs évalués selon d'autres techniques étant limitée, CRCD considère que la juste valeur qu'il aurait pu obtenir en utilisant des hypothèses différentes et raisonnablement possibles dans l'établissement des données non observables n'aurait pas été significativement différente de celle retenue.

10 Comptes débiteurs

	Au 30 juin 2016 \$	Au 31 décembre 2015 \$
Intérêts, dividendes et distributions à recevoir sur les investissements	7 287	7 299
Montants à recevoir sur les cessions d'investissements à impact économique québécois	24 749	28 846
	<u>32 036</u>	<u>36 145</u>

Capital régional et coopératif Desjardins

Notes afférentes aux états financiers individuels

(les chiffres des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire)

La variation de la juste valeur des montants à recevoir sur les cessions d'investissements à impact économique québécois n'est pas imputable aux changements du risque de crédit. Ces montants à recevoir incluent des montants libellés en dollars américains pour une somme de 23,2 M\$ (27,3 M\$ au 31 décembre 2015).

Selon les informations disponibles à la date de clôture et les hypothèses posées sur le moment de recouvrement, CRCD s'attend à recouvrer des comptes débiteurs d'une valeur de 10,4 M\$ (26,9 M\$ au 31 décembre 2015) au plus tard dans les 12 mois suivant la date de clôture.

11 Trésorerie et équivalents de trésorerie

	Au 30 juin 2016 \$	Au 31 décembre 2015 \$
Encaisse	9 708	12 244
Instruments de marché monétaire	21 509	20 351
	31 217	32 595

12 Billets à payer et passifs financiers

Le 30 novembre 2010, CRCD a acquis de Desjardins Capital de risque, S.E.C., une filiale de la Fédération des caisses Desjardins du Québec, des investissements à impact économique québécois d'une juste valeur de 17,6 M\$ en contrepartie de billets ayant une valeur initiale équivalente. Chaque billet à payer est lié à un des investissements acquis et contient une clause selon laquelle le montant à payer sera ajusté en fonction des sommes encaissées par CRCD lors de la cession de l'investissement lié. Si le montant encaissé par CRCD, au moment de la cession, est inférieur au coût initial de l'investissement, le montant du billet sera ajusté selon le montant reçu. Toutefois, si le montant encaissé par CRCD, au moment de la cession, est supérieur au coût initial de l'investissement, le montant du billet sera majoré de 70 % du gain réalisé. Les frais de gestion pris en charge par CRCD relativement à un investissement entre sa date d'acquisition et sa date de cession seront déduits du montant du billet correspondant.

Les billets à payer avaient une échéance initiale de trois ans et sont prolongés jusqu'au 31 mai 2017.

Les passifs financiers sont des montants que CRCD aurait à verser en vertu d'ententes contractuelles et dont la juste valeur est déterminée en fonction de l'évolution de la juste valeur de certains investissements à impact économique québécois sous-jacents.

Au 30 juin 2016, des billets à payer et passifs financiers d'une juste valeur de 23,0 M\$ étaient liés à des investissements à impact économique québécois évalués en dollars américains (24,1 M\$ au 31 décembre 2015).

Capital régional et coopératif Desjardins

Notes afférentes aux états financiers individuels

(les chiffres des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire)

Le paiement des billets à payer et des passifs financiers est directement lié à l'encaissement de sommes relatives à la cession de certains investissements à impact économique québécois. Étant donné que le moment de l'encaissement de ces sommes dépend d'événements futurs ou de la réalisation de certaines conditions, CRCD n'est pas en mesure de déterminer la période à laquelle il payera les billets à payer et les passifs financiers. Par contre, puisque le paiement de ceux-ci se fait généralement à la suite des sommes encaissées, le risque de liquidité est faible.

13 Comptes créditeurs

	Au 30 juin 2016 \$	Au 31 décembre 2015 \$
Comptes fournisseurs et charges à payer	2 318	1 817
Autres	2 207	2 727
	4 525	4 544

CRCD s'attend à payer les comptes créditeurs au plus tard dans les 12 mois suivant la date de clôture.

14 Marge de crédit

CRCD dispose d'une marge de crédit autorisée de 10 M\$ auprès de la Caisse centrale Desjardins. Ce crédit bancaire porte intérêt au taux de crédit d'exploitation de la Caisse centrale Desjardins majoré de 0,5 %. Cette marge est garantie par des instruments de marché monétaire et des titres obligataires présentés dans les autres investissements et est renouvelable annuellement. Au 30 juin 2016 et au 31 décembre 2015, aucun montant n'était prélevé sur cette marge de crédit. De plus, cette marge de crédit n'a pas été utilisée au cours du premier semestre de 2016 ni au cours de l'exercice 2015.

15 Capital-actions

Autorisé

CRCD est autorisé à émettre des actions ordinaires et des fractions d'action ordinaire, sans valeur nominale, participantes, avec droit de vote et droit d'élire deux représentants au conseil d'administration, rachetables sous réserve de certaines conditions prévues par la Loi, de façon à ce que le capital s'accroisse d'au plus 150 M\$ par année.

Capital régional et coopératif Desjardins

Notes afférentes aux états financiers individuels

(les chiffres des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire)

La Loi prévoit qu'à compter de la période de capitalisation qui suivra celle à la fin de laquelle CRCD aura atteint, pour la première fois, une capitalisation d'au moins 1,25 milliard de dollars, CRCD pourra recueillir, par période de capitalisation, le moins élevé des montants de 150 M\$ et de celui correspondant à la réduction du capital versé attribuable à l'ensemble des actions et des fractions d'actions qui auront été rachetées ou achetées de gré à gré par CRCD au cours de la période de capitalisation précédente.

Chaque période de capitalisation, d'une durée de 12 mois, débute le 1^{er} mars de chaque année. Un impôt spécial est payable par CRCD en cas de non-respect de ces limites et des mécanismes de contrôle ont été mis en place afin d'en assurer le respect.

Au 28 février 2014, CRCD a atteint son plafond de capitalisation. Malgré les dispositions de sa loi constitutive, le ministre des Finances du Québec, dans son Discours du budget prononcé le 17 mars 2016, a autorisé exceptionnellement CRCD à recueillir un montant maximal de 135 M\$ pour chacune des périodes de capitalisation s'échelonnant du 1^{er} mars 2016 au 28 février 2017 et du 1^{er} mars 2017 au 28 février 2018. Le taux du crédit d'impôt provincial octroyé par le gouvernement du Québec pour l'acquisition d'actions a été fixé à 40 %.

Afin de permettre au plus grand nombre d'actionnaires possible d'acquérir des actions de CRCD, le montant maximal alloué par investisseur pour chacune des émissions 2016 et 2017 a été fixé à 3 000 \$.

CRCD est tenu de payer des frais d'émission d'actions. Ceux-ci sont présentés en diminution du capital-actions, déduction faite des impôts. Pour la période terminée le 30 juin 2016, aucuns frais d'émission d'actions (1,7 M\$ pour l'exercice terminé le 31 décembre 2015).

Capital régional et coopératif Desjardins

Notes afférentes aux états financiers individuels

(les chiffres des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire)

Émis

L'actif net de CRCD au 30 juin 2016 s'élève à 1 642,5 M\$ et se répartit par émission comme suit :

Émission	Prix d'émission par action \$	Solde * M\$	Rachat possible à compter de
2001	10,00	28,1	2008
2002	10,00	78,0	2009
2003	10,12 et 10,24	39,2	2010
2004	10,25	48,6	2011
2005	10,25	53,7	2012
2006	10,37 et 10,21	52,3	2013
2007	10,21 et 9,92	73,5	2014
2008	9,89 9,83 et 9,54	124,3	2015
2009	9,54 9,62 et 9,73	184,5	2016
2010	9,73 et 9,80	195,7	2017
2011	9,91 et 10,02	193,4	2018
2012	11,02	174,6	2019
2013	11,47	168,1	2020
2014	11,92	68,1	2021
2015	12,05	160,4	2022
L'actif net		1 642,5	

* Calculé à la valeur de l'actif net par action au 30 juin 2016.

Modalités de rachat

Une action ordinaire ou une fraction d'action ordinaire n'est rachetable par CRCD que dans les cas suivants :

- À la demande de la personne qui l'a acquise de CRCD depuis au moins sept ans;
- À la demande d'une personne à qui une telle action ou fraction d'action a été dévolue par succession;
- À la demande de la personne qui l'a acquise de CRCD si elle lui en fait la demande par écrit dans les 30 jours suivant la date de souscription;
- À la demande d'une personne qui l'a acquise de CRCD si elle est déclarée atteinte d'une invalidité mentale ou physique grave et permanente qui la rend inapte à poursuivre son travail.

Capital régional et coopératif Desjardins

Notes afférentes aux états financiers individuels

(les chiffres des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire)

De plus, CRCD pourra acheter de gré à gré une action ordinaire ou une fraction d'action ordinaire dans les cas où la mesure est prévue par une politique adoptée par le conseil d'administration et approuvée par le ministre des Finances.

Le prix de rachat des actions ordinaires est fixé deux fois l'an, à des dates distantes de six mois, par le conseil d'administration de CRCD sur la base de la valeur de CRCD déterminée selon les états financiers audités.

Crédit d'impôt

L'achat d'actions de CRCD donne droit à l'investisseur de recevoir un crédit d'impôt non remboursable, applicable à l'impôt du Québec seulement, qui est établi comme suit :

- Pour les achats avant le 24 mars 2006 : crédit d'impôt de 50 %;
- Pour les achats du 24 mars 2006 au 9 novembre 2007 : crédit d'impôt de 35 %;
- Pour les achats du 10 novembre 2007 au 28 février 2014 : crédit d'impôt de 50 %;
- Pour les achats du 1^{er} mars 2014 au 29 février 2016 : crédit d'impôt de 45 %;
- Pour les achats à compter du 1^{er} mars 2016 : crédit d'impôt de 40 %.

Un investisseur qui retire une partie ou la totalité de ses actions dans le cadre d'un rachat après sept ans de détention ne pourra plus se prévaloir du crédit d'impôt pour toute souscription dont le crédit d'impôt serait applicable à l'année d'imposition en cours ou à une année d'imposition subséquente.

16 Information concernant le capital

L'objectif de CRCD dans la gestion du capital est la disponibilité de liquidités suffisantes pour effectuer des investissements conformément à sa mission et faire face aux demandes de rachat d'actions par les actionnaires. Le capital de CRCD est composé de l'actif net.

CRCD n'est pas assujéti à des exigences externes concernant son capital autres que celles régissant l'émission et le rachat de ses actions, tel qu'il est mentionné à la note 15.

CRCD a comme politique de réinvestir les bénéfices générés par ses opérations et de ne pas verser de dividendes à ses actionnaires afin d'augmenter son capital disponible à l'investissement et de créer une plus-value pour les actions.

Capital régional et coopératif Desjardins

Notes afférentes aux états financiers individuels

(les chiffres des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire)

17 Charges

	Pour les périodes de six mois terminées les 30 juin	
	2016 \$	2015 \$
Autres frais d'exploitation		
Honoraires d'audit	100	99
Rémunération des membres du conseil d'administration et de ses comités	341	325
Frais de garde et rémunération du fiduciaire	65	54
Frais informatiques	463	350
Honoraires d'automatisation de la distribution des actions	353	-
Autres charges	699	176
	2 021	1 004
Services aux actionnaires		
Frais de fiduciaire	832	822
Communication de l'information aux actionnaires	50	134
Autres charges	101	61
	983	1 017

18 Impôts sur le bénéfice

Charge d'impôts sur le bénéfice

Les impôts sur le bénéfice se détaillent comme suit :

	Pour les périodes de six mois terminées les 30 juin			
	2016		2015	
	État du résultat global \$	État des variations de l'actif net \$	État du résultat global \$	État des variations de l'actif net \$
Exigibles	2 043	(284)	2 419	(273)
Différés	736	284	565	(733)
	2 779	-	2 984	(1 006)

Capital régional et coopératif Desjardins

Notes afférentes aux états financiers individuels

(les chiffres des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire)

Rapprochement du taux d'imposition

Le taux réel d'imposition sur le bénéfice diffère du taux de base pour les raisons suivantes :

	Pour les périodes de six mois terminées les 30 juin	
	2016 \$	2015 \$
Impôts selon le taux d'imposition de base combiné de 39,9 %	17 062	9 486
Écarts permanents entre le bénéfice avant impôts et le revenu imposable et autres éléments		
Pertes (gains) réalisées et non réalisées sur investissements	(12 617)	(3 982)
Dividendes non imposables	(2 978)	(2 510)
Autres	1 312	(10)
	<u>2 779</u>	<u>2 984</u>

Solde d'impôts sur le bénéfice

Les impôts sur le bénéfice comptabilisés aux bilans se détaillent comme suit :

	Au 30 juin 2016 \$	Au 31 décembre 2015 \$
Actif		
Impôts différés – frais d'émission	-	1 702
Impôts différés – autres	-	(775)
Impôts en main remboursables	13 193	12 119
Impôts sur le bénéfice à recouvrer	1 692	691
	<u>14 885</u>	<u>13 737</u>
Passif		
Impôts différés – frais d'émission	(1 418)	-
Impôts différés – autres	1 511	-
	<u>93</u>	<u>-</u>

CRCO s'attend à recouvrer 2,9 M\$ (à recouvrer 2,4 M\$ au 31 décembre 2015) d'impôts sur le bénéfice au plus tard dans les 12 mois suivant la date de clôture.

Capital régional et coopératif Desjardins

Notes afférentes aux états financiers individuels

(les chiffres des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire)

19 Informations relatives aux parties liées

Les parties liées à CRCD comprennent Desjardins Capital de risque inc. (« DCR »), son gestionnaire qui est une filiale de la Fédération des caisses Desjardins du Québec et fait partie du Mouvement des caisses Desjardins. CRCD est donc indirectement lié au Mouvement des caisses Desjardins. Les parties liées incluent également les principaux dirigeants de CRCD.

- CRCD a retenu les services de DCR et l'a mandaté pour qu'il assure la gestion et l'exploitation complète de CRCD, conformément aux stratégies et aux objectifs approuvés par le conseil d'administration. La convention de gestion d'une durée de cinq ans est entrée en vigueur le 1^{er} janvier 2013. Elle prévoit la facturation de frais distincts pour la contribution du réseau des caisses Desjardins dans la distribution des actions de CRCD. La convention de gestion attribue à CRCD certaines dépenses relatives à la gouvernance. Les honoraires de négociation sont gagnés par DCR, et un crédit équivalent est appliqué en diminution des frais de gestion de CRCD.

En vertu de cette convention, CRCD était engagé jusqu'au 31 décembre 2015 à verser des frais de gestion équivalant à 2,02 % de la valeur moyenne annuelle des actifs de CRCD, déduction faite de tout passif relatif aux investissements à impact économique québécois et aux autres investissements. Un ajustement aux frais de gestion de CRCD est apporté afin d'éviter la double facturation liée à la participation de CRCD dans certains fonds. Ces frais font actuellement l'objet d'une révision. Le taux de 2,02 % demeurera le même ou sera révisé à la baisse à compter de l'exercice 2016, toute hausse étant exclue.

- CRCD a confié à Fiducie Desjardins inc. le mandat de tenir ses registres d'actionnaires et de transferts des actions. Celle-ci agit aussi comme intermédiaire pour divers services de soutien aux actionnaires et représente, depuis le début des activités de CRCD, la principale composante de la charge à l'égard des services rendus aux actionnaires. Cette convention, qui venait à échéance le 31 décembre 2015, a été renouvelée aux mêmes conditions jusqu'au 30 juin 2016, à l'exception de la tarification qui a été révisée depuis le 1^{er} janvier 2015. Une nouvelle convention entrera en vigueur le 1^{er} juillet 2016, jusqu'au 31 décembre 2020, selon la même tarification que celle révisée le 1^{er} janvier 2015.
- CRCD a confié la garde de valeur de ses actifs à Fiducie Desjardins inc. Le contrat de garde et d'administration est entré en vigueur le 1^{er} mai 2009. Il est d'une durée illimitée à moins que l'une ou l'autre des parties, sur préavis écrit d'au moins 90 jours, ne décide d'y mettre fin.
- CRCD a confié à la Fédération des caisses Desjardins du Québec l'encadrement des activités relatives à la distribution de ses actions dans le réseau des caisses Desjardins. Une nouvelle convention entrera en vigueur le 1^{er} juillet 2016 jusqu'au 31 décembre 2020. En vertu de cette convention, CRCD s'est engagé jusqu'au 31 décembre 2017 à verser des honoraires annuels de 325 000 \$. Ces honoraires pourraient faire l'objet d'une révision à compter de l'exercice 2018. Également, CRCD s'est engagé à verser, si requis, des honoraires de projets afin de réaliser les travaux pour faire évoluer les outils et les applications supportant le processus de distribution des actions de CRCD.
- CRCD a confié au réseau des caisses Desjardins l'émission de ses actions.

Capital régional et coopératif Desjardins

Notes afférentes aux états financiers individuels

(les chiffres des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire)

- CRCD a confié à la Caisse centrale Desjardins ses opérations bancaires liées à ses activités quotidiennes et le rôle de contrepartiste pour les contrats de change.
- CRCD a confié à Valeurs mobilières Desjardins le rôle de courtier de plein exercice. Son travail consiste à être intermédiaire pour les ventes et les achats des actions transigées sur des marchés publics.
- CRCD a confié à Groupe Technologies Desjardins sa stratégie de développement des technologies de l'information (plan directeur TI), notamment avec l'implantation d'un nouveau logiciel de gestion des investissements et son évolution.
- Dans son portefeuille des autres investissements, CRCD détient des titres émis par Caisse centrale Desjardins.

Transactions entre les parties liées de CRCD

Dans le cours normal de ses activités, CRCD a conclu des opérations avec d'autres entités du Mouvement des caisses Desjardins et toutes ces opérations sont mesurées à la valeur d'échange. Sauf indication contraire, aucune des transactions ne comporte de caractéristiques ni conditions spéciales. Les soldes sont généralement réglés en trésorerie. Les opérations et les soldes se détaillent comme suit :

	Au 30 juin 2016			Au 31 décembre 2015		
	DCR \$	Autres parties liées ⁽¹⁾ \$	Total \$	DCR \$	Autres parties liées ⁽¹⁾ \$	Total \$
Bilans						
Actif						
Autres investissements	-	4 764	4 764	-	9 653	9 653
Intérêts et dividendes à recevoir sur les investissements	-	31	31	-	73	73
Encaisse	-	10 013	10 013	-	12 387	12 387
Passif						
Billets à payer et passifs financiers	-	20 125	20 125	-	20 556	20 556
Comptes créditeurs	2 207	410	2 617	2 727	397	3 124

Capital régional et coopératif Desjardins

Notes afférentes aux états financiers individuels

(les chiffres des tableaux sont en milliers de dollars canadiens, sauf indication contraire)

	Pour les périodes de six mois terminées les 30 juin					
	2016			2015		
	DCR \$	Autres parties liées ⁽¹⁾ \$	Total \$	DCR \$	Autres parties liées ⁽¹⁾ \$	Total \$
États du résultat global						
Produits						
Intérêts	-	59	59	-	86	86
Gains (pertes) sur investissements	-	7 659	7 659	-	(4 464)	(4 464)
Charges						
Frais de gestion	13 621	-	13 621	12 447	-	12 447
Autres frais d'exploitation	-	970	970	-	679	679
Services aux actionnaires	-	832	832	-	822	822
États des variations de l'actif net						
Frais d'émission	-	-	-	-	2 490	2 490

⁽¹⁾ Les autres parties liées comprennent la Fédération des caisses Desjardins du Québec ainsi que ses filiales, soit Caisse centrale Desjardins, Capital Desjardins, Valeurs mobilières Desjardins, Desjardins Capital de risque, S.E.C., Groupe Technologies Desjardins et Fiducie Desjardins. Elles comprennent aussi le réseau des caisses Desjardins et le Régime de rentes du Mouvement Desjardins.

Rémunération des principaux dirigeants

Les principaux dirigeants de la Société sont les membres du conseil d'administration. Pour la période de six mois terminée le 30 juin 2016, la rémunération des principaux dirigeants se compose uniquement d'avantages à court terme pour un montant de 237 633 \$ (238 000 \$ pour la période de six mois terminée le 30 juin 2015).

Capital régional et coopératif Desjardins

Relevé audité du coût des investissements
à impact économique québécois
Au 30 juin 2016



Le 18 août 2016

Rapport de l'auditeur indépendant

Aux actionnaires de Capital régional et coopératif Desjardins

Nous avons effectué l'audit du relevé du coût des investissements à impact économique québécois ci-joint de Capital régional et coopératif Desjardins au 30 juin 2016. Le relevé a été préparé par la direction conformément aux dispositions de l'article 18 du Règlement sur l'information continue des fonds d'investissement en capital de développement.

Responsabilité de la direction pour le relevé

La direction est responsable de la préparation et de la présentation du relevé conformément aux dispositions de l'article 18 du Règlement sur l'information continue des fonds d'investissement en capital de développement, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'un relevé exempt d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité de l'auditeur

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur le relevé, sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que nous nous conformions aux règles de déontologie et que nous planifions et réalisons l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que le relevé ne comporte pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans le relevé. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que le relevé comporte des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur la préparation et la présentation du relevé afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble du relevé.

*PricewaterhouseCoopers LLP/s.r.l./s.e.n.c.r.l.
1250, boulevard René-Lévesque Ouest, bureau 2500, Montréal (Québec) Canada H3B 4Y1
T : +1 514 205-5000, F : +1 514 876-1502*



Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Opinion

À notre avis, le relevé du coût des investissements à impact économique québécois de Capital régional et coopératif Desjardins au 30 juin 2016 a été préparé, dans tous ses aspects significatifs, conformément aux dispositions de l'article 18 du Règlement sur l'information continue des fonds d'investissement économique des fonds en capital de développement.

*PricewaterhouseCoopers s.r.l./s.e.n.c.r.l.*¹

¹ CPA auditeur, CA, permis de comptabilité publique n° A111799

Capital régional et coopératif Desjardins

Relevé audité du coût des investissements à impact économique québécois

Au 30 juin 2016

(en milliers de dollars)

	Année de l'investissement initial	Secteur d'activité	Investissements non garantis		Investissements garantis	Total \$
			Actions ordinaires et privilégiées et parts de fonds \$	Prêts et avances \$	Prêts et avances \$	
Abitibi-Témiscamingue						
Norbell Électrique inc.	2010	S	-	85	-	85
Trim Line de l'Abitibi inc.	2009	S	125	13	-	138
VCC-Massénoir inc.	2010	S	-	15	-	15
Vézeau et frères inc.	2009	S	-	145	-	145
Total Abitibi-Témiscamingue			125	258	-	383
Bas-Saint-Laurent						
Fonderie BSL inc.	2010	M	-	42	-	42
Gestion Alain Hébert inc.	2009	S	-	36	-	36
Groupe Fillion Sport inc.	2008	S	-	-	60	60
Télécommunications Denis Gignac inc.	2010	S	-	500	-	500
Total Bas-Saint-Laurent			-	578	60	638
Capitale-Nationale						
Boutique Le Pentagone inc.	2008	S	3 262	-	262	3 524
Congébec Logistique II inc.	2015	S	26 589	5 221	-	31 810
Frima Studio inc.	2008	S	-	-	400	400
Groupe conseil NOVO SST inc.	2013	S	750	1 866	-	2 616
Groupe Gecko Alliance inc.	2016	M	14 772	13 073	-	27 845
Groupe Humagade inc. (Bandsintown Canada inc.)	2006	IT	11 190	38	-	11 228
Jobillico inc.	2015	S	1 020	5 580	-	6 600
OptoSecurity inc.	2007	IT	-	939	-	939
Simard Suspensions inc.	2009	M	-	190	-	190
Technologies Obzerv inc.	2010	M	1 500	-	-	1 500
Total Capitale-Nationale			59 083	26 907	662	86 652
Centre-du-Québec						
Avjet Holding inc.	2009	S	3 732	4 083	-	7 815
CBR Laser inc.	2012	M	-	13 940	-	13 940
Farinart inc.	2010	M	250	-	-	250
Groupe Anderson inc.	2007	M	2 336	-	-	2 336
Industries ACM Canada inc. (anc. A.C.M. Composites (1993) inc.)	2013	M	-	-	1 500	1 500
Total Centre-du-Québec			6 318	18 023	1 500	25 841
Chaudière - Appalaches						
CIF Métal ltée	2005	M	3 487	-	-	3 487
Groupe Filgo inc.	2012	S	13 961	1 650	-	15 611
Horisol Coopérative de travailleurs	2008	M	-	205	-	205
Hortau inc.	2010	M	1 605	-	-	1 605
Industries Fournier inc. (Les)	2013	M	17 000	3 273	-	20 273
Marquis Imprimeur inc.	2007	M	2 970	1 210	-	4 180
Produits de plancher Finitec inc.	2007	M	-	242	-	242
Total Chaudière - Appalaches			39 023	6 580	-	45 603

Capital régional et coopératif Desjardins

Relevé audité du coût des investissements à impact économique québécois

Au 30 juin 2016

(en milliers de dollars)

	Année de l'investissement initial	Secteur d'activité	Investissements non garantis		Investissements garantis	Total \$
			Actions ordinaires et privilégiées et parts de fonds \$	Prêts et avances \$	Prêts et avances \$	
Côte-Nord						
9274-4192 Québec inc. (Boisaco)	2013	M	791	-	-	791
Total Côte-Nord			791	-	-	791
Estrie						
Balances M. Dodier inc. (Les)	2011	S	-	208	-	208
Camso inc.	2002	M	7 709	-	-	7 709
Coopérative de travailleurs actionnaire Filage Sherbrooke (FilSpec)	2004	M	-	574	-	574
Coopérative funéraire de l'Estrie	2006	S	-	576	-	576
Éco-Pak inc. (2948-4292 Québec inc.)	2008	S	-	213	-	213
Électro-5 inc.	2009	S	-	50	-	50
Engrenages Sherbrooke inc. (Les)	2013	M	-	469	-	469
Exo-s-inc.	2012	M	5 572	8 351	-	13 923
FilSpec inc.	2004	M	1 113	-	-	1 113
FilSpec inc. (9120-0782 Québec inc. / Gesco)	2004	M	-	227	-	227
Imprimerie Précé-Grafik inc.	2009	M	1 500	631	-	2 131
Kemestrie inc.	2010	IT	527	-	-	527
L.P. Royer inc.	2010	M	-	1 685	-	1 685
Ocera Therapeutics inc.	2003	IT	10 569	-	-	10 569
Total Estrie			26 990	12 984	-	39 974
Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine						
Construction L.F.G. inc.	2009	S	-	31	-	31
Éocycle Technologies inc.	2004	M	2 403	-	-	2 403
Total Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine			2 403	31	-	2 434
Hors Canada						
Pharmaxis ltée	2010	IT	2 360	-	-	2 360
Total Hors Canada			2 360	-	-	2 360
Lanaudière						
Groupe Composites VCI inc.	2007	M	2 250	-	-	2 250
Total Lanaudière			2 250	-	-	2 250
Mauricie						
Classement Luc Beaudoin inc. (9289-8907 Qc inc.)	2013	S	-	492	-	492
Groupe Telecon	2011	S	48 389	5 532	-	53 921
Innovations Voltflex inc.	2006	M	17	30	-	47
Matériaux Spécialisés Louiseville inc.	2004	M	-	1 090	-	1 090
Total Mauricie			48 406	7 144	-	55 550

Capital régional et coopératif Desjardins

Relevé audité du coût des investissements à impact économique québécois

Au 30 juin 2016

(en milliers de dollars)

	Année de l'investissement initial	Secteur d'activité	Investissements non garantis		Investissements garantis	Total \$
			Actions ordinaires et privilégiées et parts de fonds \$	Prêts et avances \$	Prêts et avances \$	
Montérégie						
9523383 Canada inc. (C.A.T.)	2016	S	7 224	-	-	7 224
A. & D. Prévost inc.	2011	M	10 880	7 500	-	18 380
A.T.L.A.S. Aéronautique inc.	2010	M	6 000	-	-	6 000
Agropur Coopérative	2014	M	74 947	-	-	74 947
Câbles Ben-Mor inc. (Les)	2009	M	-	2 769	-	2 769
Complexe sportif Interplus	2007	S	-	362	-	362
Corporation de Développement Knowlton inc.	2006	M	3 478	-	-	3 478
Groupe Atis inc.	2015	M	28 000	1 828	-	29 828
Groupe Dagenais M.D.C. inc.	2010	S	-	75	-	75
Industries Spectra Premium inc. (Les)	2006	M	1 794	-	-	1 794
Investissements Brasco inc.	2009	M	-	809	-	809
Mirazed inc.	2007	M	-	-	1 319	1 319
NSE Automatech inc.	2013	M	3 000	-	-	3 000
Plomberie Piché & Richard inc.	2010	S	-	1	-	1
Urecon Itée	2012	M	4 500	4 023	-	8 523
Total Montérégie			139 823	17 367	1 319	158 509
Montréal						
8973822 Canada inc. (anc. Vision Globale A.R. Itée)	2012	S	9 861	-	-	9 861
ACCEO Solutions inc.	2012	S	15 000	5 937	-	20 937
Arbell Electronics inc.	2008	S	1 255	764	172	2 191
Courchesne, Larose Itée	2015	M	-	12 000	-	12 000
Elfiq inc.	2013	M	-	218	-	218
Emballages Deltapac inc. (Les)	2005	M	356	-	120	476
Groupe Alithya inc.	2015	S	8 750	-	-	8 750
Groupe API inc.	2009	S	-	124	-	124
Groupe Graham International inc.	2011	M	7 147	-	-	7 147
Groupe Solotech inc.	2013	S	21 250	-	-	21 250
La Coop fédérée	2005	M	50 000	-	-	50 000
Recrutement Totem inc.	2013	S	-	163	-	163
SPB Solutions inc.	2016	M	-	-	1 000	1 000
Textiles Amalgamated inc.	2015	M	9 800	-	-	9 800
Vins Philippe Dandurand inc. (anc. Phildan inc.)	2015	M	8 250	-	-	8 250
Total Montréal			131 669	19 206	1 292	152 167
Saguenay-Lac-Saint-Jean						
Démolition et excavation Démex inc.	2008	S	-	170	-	170
Groupe Canmec inc.	2004	M	7 014	-	-	7 014
Groupe Nokamic inc.	2005	S	-	64	-	64
Nokamic inc.	2010	M	-	-	356	356
Produits sanitaires Lépine inc. (Les)	2010	M	1 431	-	-	1 431
Senneco inc.	2013	S	-	515	-	515
Vitrierie A. & E. Fortin inc.	2010	M	156	-	-	156
Total Saguenay-Lac-Saint-Jean			8 601	749	356	9 706

Capital régional et coopératif Desjardins

Relevé audité du coût des investissements à impact économique québécois

Au 30 juin 2016

(en milliers de dollars)

	Année de l'investissement initial	Secteur d'activité	Investissements non garantis		Investissements garantis	Total \$
			Actions ordinaires et privilégiées et parts de fonds \$	Prêts et avances \$	Prêts et avances \$	
Fonds						
Capital croissance PME s.e.c.	2010	F	26 768	-	-	26 768
Capital croissance PME II s.e.c.	2014	F	69 158	-	-	69 158
Desjardins - Innovatech S.E.C.	2005	F	55 087	-	-	55 087
FIER Partenaires, s.e.c.	2005	F	7 819	-	-	7 819
Fonds d'investissement MSBI, s.e.c.	2004	F	5 035	-	-	5 035
Fonds d'investissement pour la relève agricole (FIRA)	2011	F	5 367	-	-	5 367
Fonds Relève Québec, s.e.c.	2011	F	3 208	-	-	3 208
Novacap Industries III, s.e.c.	2007	F	-	-	-	-
Novacap Technologies III, s.e.c.	2007	F	-	-	-	-
Société en commandite Essor et Coopération	2013	F	20 965	-	-	20 965
Total Fonds			193 407	-	-	193 407
Total au coût			661 249	109 827	5 189	776 265

Légende par secteur d'activité

M: Manufacturier
 S: Services
 IT : Innovations technologiques
 F: Fonds

Ce relevé audité du coût des investissements à impact économique québécois fournit le détail par entreprise partenaire des sommes investies par Capital régional et coopératif Desjardins. Ce montant apparaît à la note 7 des états financiers de CRCD au 30 juin 2016.

Capital régional et coopératif Desjardins

Relevé des autres investissements
Au 30 juin 2016

Capital régional et coopératif Desjardins

Relevé des autres investissements (non audité)

Au 30 juin 2016

(en milliers de dollars)

Description		Valeur nominale \$	Coût \$	Juste Valeur \$
Obligations (74,6 %)				
Obligations fédérales et garanties (28,2 %)				
Fiducie du Canada pour l'habitation	2021-06-15, 1,25 %	2 820	2 816	2 851
	2022-03-15, 2,65 %	1 800	1 879	1 952
	2022-12-15, 2,40 %	14 350	14 577	15 406
	2023-09-15, 2,35 %	21 260	22 156	22 789
	2025-12-15, 2,25 %	34 000	35 077	36 024
	2026-09-15, 1,90 %	10 300	10 499	10 538
Gouvernement du Canada	2019-03-01, 1,75 %	100	103	103
LNH Banque Toronto Dominion ¹	2018-04-01, 1,65 %	10 448	10 449	10 549
LNH Merrill Lynch Canada ¹	2019-09-01, 1,85 %	60 934	61 653	61 878
	2020-05-01, 1,35 %	23 209	23 105	23 218
	2020-07-01, 1,07 %	4 753	4 698	4 703
	2021-03-01, 1,25 %	16 173	16 046	16 082
PSP Capital	2024-04-04, 3,29 %	3 150	3 240	3 495
Total obligations fédérales et garanties		203 297	206 298	209 588
Obligations provinciales, municipales ou garanties (23,7 %)				
Cadillac Fairview Finance Trust	2018-05-09, 3,64 %	7 175	7 399	7 486
Hydro-Québec	2023-02-15, 2,21 %	20 000	17 294	17 803
	2023-08-15, 2,28 %	10 000	8 506	8 748
	2024-02-15, 2,42 %	32 800	27 305	28 267
	2024-08-15, 2,02 %	17 700	15 032	15 038
Municipal Finance Authority of British Columbia	2021-06-01, 4,15 %	2 000	2 117	2 258
	2024-10-14, 2,95 %	2 000	2 120	2 147
	2025-10-02, 2,65 %	3 000	3 008	3 130
Municipalité régionale de York	2021-06-30, 4,00 %	1 500	1 541	1 681
Ontario Hydro	2017-10-17, 1,05 %	1 700	1 677	1 679
OPB Finance	2022-02-24, 1,88 %	3 650	3 596	3 679
	2023-05-24, 2,90 %	3 750	3 754	3 982
	2026-02-02, 2,95 %	2 000	1 999	2 106
Province de la Nouvelle-Écosse	2025-06-01, 2,15 %	2 500	2 423	2 535
Province de l'Alberta	2026-06-01, 2,20 %	20 200	20 198	20 394
Province de l'Ontario	2018-12-03, 1,05 %	845	845	847
	2022-12-02, 1,98 %	21 800	19 209	19 569
	2025-06-02, 2,53 %	6 000	4 792	4 992
Province de Québec	2023-06-01, 2,27 %	17 400	14 884	15 334
	2024-06-01, 2,46 %	3 000	2 472	2 564
Province du Manitoba	2025-06-02, 2,45 %	5 732	5 731	5 958
Province du Nouveau-Brunswick	2023-06-02, 2,85 %	600	589	643
Ville de Montréal	2025-09-01, 3,00 %	2 500	2 512	2 640
Ville de Toronto	2018-06-27, 4,95 %	3 000	3 113	3 227
Total obligations provinciales, municipales ou garanties		190 852	172 116	176 707

¹Ce titre est garanti par la Société canadienne d'hypothèques et de logement.

Capital régional et coopératif Desjardins

Relevé des autres investissements (non audité)

Au 30 juin 2016

(en milliers de dollars)

Description		Valeur nominale \$	Coût \$	Juste Valeur \$
Obligations d'institutions financières (15,3 %)				
Banque Canadienne Impériale de Commerce	2018-06-06, 6,00 %	2 000	2 083	2 157
	2020-07-14, 1,85 %	2 155	2 152	2 184
	2021-04-26, 1,90 %	650	650	659
Banque de Montréal	2020-10-06, 2,10 %	3 800	3 810	3 890
	2022-03-16, 2,12 %	5 300	5 276	5 411
Banque Nationale du Canada	2017-04-11, 3,26 %	1 100	1 101	1 111
	2020-03-03, 1,74 %	1 300	1 300	1 307
Banque Royale du Canada	2018-12-11, 2,77 %	2 300	2 357	2 376
	2019-04-26, 1,40 %	11 500	11 515	11 534
	2020-07-17, 1,92 %	4 000	3 999	4 055
	2022-03-02, 1,97 %	1 900	1 900	1 920
Banque Scotia	2018-03-22, 2,24 %	75	75	76
	2018-05-01, 1,33 %	10 359	10 358	10 358
	2020-09-09, 2,09 %	3 000	2 996	3 058
Banque Toronto-Dominion	2018-07-09, 5,83 %	4 000	4 181	4 316
	2020-06-24, 2,69 %	2 300	2 300	2 280
	2021-06-08, 1,68 %	2 500	2 499	2 518
	2021-12-22, 2,62 %	6 000	6 110	6 292
	2024-07-24, 3,23 %	2 500	2 591	2 731
Caisse centrale Desjardins	2020-03-02, 1,75 %	5 400	5 372	5 432
Compagnie d'Assurance-Vie Manufacturers	2018-11-29, 2,93 %	400	400	406
	2019-02-21, 2,81 %	2 500	2 548	2 535
Crédit Ford du Canada	2020-05-07, 2,45 %	2 950	2 945	2 959
Crombie Real Estate Investment Trust	2021-06-01, 3,96 %	160	161	167
Fiducie d'actifs BNC	2020-06-30, 7,45 %	250	276	289
Fiducie de placement immobilier Canadian Tire	2025-03-09, 3,53 %	900	900	935
Fiducie de placement immobilier Propriétés de Choix	2021-02-08, 3,50 %	2 000	2 080	2 115
	2022-06-20, 3,60 %	1 175	1 203	1 251
Financière Manuvie	2019-04-08, 7,77 %	2 200	2 389	2 542
Financière Sun Life	2017-03-02, 4,38 %	1 000	1 015	1 016
	2019-07-02, 5,70 %	1 000	1 032	1 114
	2021-08-23, 4,57 %	400	400	449
First Capital Realty	2023-10-30, 3,90 %	1 700	1 730	1 839
Fonds de placement immobilier Cominar	2019-06-21, 3,62 %	1 725	1 742	1 751
Fonds de placement immobilier Riocan	2022-05-30, 3,75 %	775	775	827
General Motors Financial Company	2020-05-22, 3,08 %	350	350	354
Great-West Lifeco	2018-03-21, 6,14 %	1 500	1 512	1 615
Industrielle Alliance, Assurance et services financiers	2022-02-23, 2,64 %	300	300	297
Intact Financial Corporation	2021-08-18, 4,70 %	1 000	1 090	1 118
John Deere Canada Funding	2020-09-17, 2,05 %	750	758	763
RBC Trust Capital Securities	2018-06-30, 6,82 %	2 250	2 366	2 451
Société Financière Daimler Canada	2018-03-26, 2,27 %	385	385	390
	2018-10-02, 1,42 %	4 600	4 588	4 590
Société Financière IGM	2019-04-08, 7,35 %	1 850	1 990	2 115
TD Capital Trust	2018-12-31, 7,24 %	2 000	2 141	2 240
Toyota Credit Canada	2020-02-19, 1,80 %	2 450	2 449	2 468
	2020-05-20, 2,05 %	1 400	1 400	1 423
Total obligations d'institutions financières		110 109	111 550	113 684

Capital régional et coopératif Desjardins

Relevé des autres investissements (non audité)

Au 30 juin 2016

(en milliers de dollars)

Description		Valeur nominale \$	Coût \$	Juste Valeur \$
Obligations de sociétés (7,4 %)				
Algonquin Power & Utilities Corp.	2022-02-15, 4,65 %	750	778	792
Alimentation Couche-Tard	2025-03-02, 3,60 %	1 625	1 625	1 716
Alliance Pipeline	2019-12-16, 4,93 %	1 000	1 051	1 046
AltaGas	2026-01-07, 4,12 %	300	300	312
AltaLink	2023-11-06, 3,67 %	1 000	1 026	1 108
	2026-02-28, 2,75 %	125	125	128
Bell Canada	2020-06-12, 3,54 %	2 300	2 353	2 439
	2022-09-03, 3,00 %	3 200	3 191	3 333
	2022-12-22, 3,35 %	2 700	2 867	2 861
BMW Canada	2018-11-26, 2,27 %	2 000	2 019	2 040
	2021-06-15, 1,83 %	400	399	400
Brookfield Asset Management	2023-03-31, 4,54 %	1 053	1 072	1 164
	2023-12-08, 5,04 %	1 700	1 699	1 920
Brookfield Renewable Energy	2025-03-02, 3,75 %	750	749	778
BRP Finance	2018-11-05, 5,25 %	2 425	2 577	2 603
Bruce Power LP	2021-06-23, 2,84 %	300	300	303
Canadian Natural Resources	2020-08-14, 2,89 %	2 000	2 031	1 990
Canadian Utilities	2022-11-09, 3,12 %	775	753	836
Compagnies Loblaw	2023-06-12, 4,86 %	2 200	2 396	2 540
Dollorama	2018-11-05, 3,10 %	220	222	226
Enbridge	2019-02-22, 4,10 %	1 000	1 027	1 046
	2019-09-02, 4,77 %	60	64	65
	2022-12-05, 3,19 %	400	388	407
Enercare Solutions	2020-02-03, 4,60 %	400	422	420
FortisAlberta	2024-06-30, 3,30 %	250	250	270
Hydro One	2020-04-30, 1,62 %	2 000	1 991	2 009
	2021-02-24, 1,84 %	600	600	607
Inter Pipeline	2024-12-24, 3,17 %	1 000	1 000	1 001
Lower Mattagami Energy	2021-05-18, 4,33 %	300	318	337
Magna International Inc.	2022-11-15, 3,10 %	1 000	1 000	1 043
North West Redwater Partnership	2022-01-23, 2,10 %	1 000	984	991
Pembina Pipeline Corporation	2022-10-24, 3,77 %	900	917	937
Reliance	2019-03-15, 5,19 %	1 600	1 674	1 680
	2020-09-15, 3,81 %	700	703	705
Rogers Communications	2023-12-13, 4,00 %	800	797	876
Sobeys	2018-08-08, 3,52 %	400	402	409
Superior Plus LP	2017-12-09, 6,50 %	1 000	1 049	1 002
TELUS Corporation	2022-02-28, 2,35 %	2 250	2 193	2 258
	2024-01-02, 3,35 %	1 000	1 017	1 047
Teranet Income Fund	2020-12-16, 4,81 %	1 050	1 130	1 160
Thomson Reuters	2020-09-30, 4,35 %	4 300	4 555	4 670
Toronto Hydro Corporation	2023-01-10, 2,91 %	1 000	1 024	1 060
TransAlta	2019-11-18, 6,40 %	250	250	251
Videotron	2025-03-15, 5,63 %	1 950	1 934	1 975
West Coast Energy Inc.	2025-09-08, 3,77 %	560	560	586
Total obligations de sociétés		52 593	53 782	55 347
Total obligations		556 851	543 746	555 326

Capital régional et coopératif Desjardins

Relevé des autres investissements (non audité)

Au 30 juin 2016

(en milliers de dollars)

Description		Valeur nominale \$	Coût \$	Juste Valeur \$
Instruments de marché monétaire (6,6 %)				
Banque Canadienne Impériale de Commerce	2016-10-18, 0,93%	400	399	399
	2016-12-07, 0,93%	500	498	498
	2016-12-15, 0,88%	1 000	996	996
	2016-12-22, 0,85%	2 000	1 991	1 991
Banque de Montréal	2016-09-29, 0,85%	1 900	1 896	1 896
	2017-05-15, 0,93%	1 100	1 091	1 091
Banque Nationale du Canada	2016-08-15, 0,77%	3 130	3 127	3 127
Banque Royale du Canada	2016-10-17, 0,90%	700	698	698
	2017-02-14, 0,92%	1 250	1 243	1 243
	2017-03-09, 0,93%	565	561	561
	2017-03-14, 0,93%	530	527	527
Banque Scotia	2016-12-19, 0,88%	1 100	1 095	1 095
	2017-04-05, 1,02%	1 900	1 885	1 885
Banque Toronto-Dominion	2016-12-19, 0,90%	1 500	1 494	1 494
	2017-02-10, 0,95%	2 000	1 988	1 988
Gaz Métro	2016-07-06, 0,83%	1 820	1 820	1 820
	2016-08-03, 0,84%	620	620	620
Honda Canada Finance	2016-11-25, 0,89%	2 175	2 167	2 167
	2016-12-06, 0,88%	1 500	1 494	1 494
Province de l'Ontario	2016-08-31, 0,62%	6 290	6 283	6 283
	2016-12-21, 0,65%	3 900	3 888	3 888
Province de Québec	2016-08-26, 0,62%	6 670	6 664	6 664
	2017-02-17, 0,73%	925	921	921
Province de Terre-Neuve-et-Labrador	2016-08-04, 0,62%	1 000	999	999
Société de transport de Montréal	2016-09-15, 0,81%	2 000	1 997	1 997
Toyota Credit Canada	2017-02-21, 0,98%	3 000	2 982	2 982
Total instruments de marché monétaire		49 475	49 324	49 324
Contrats de change (-0,1 %)				
Caisse centrale Desjardins	2016-09-30, 1,2833 \$ CA/\$ US	81 300	0	- 668
Total contrats de change			0	- 668
Nombre de parts				
Fonds d'actions mondiales (6,9 %)				
Fonds Desjardins IBrix Actions mondiales à faible volatilité cat. I		2 296 961	25 000	25 847
Fonds Desjardins Mondial de dividendes cat. I		1 349 857	25 000	25 830
Total fonds d'actions mondiales			50 000	51 677
Fonds immobilier (2,0 %)				
Fonds CORE Fiera Immobilier		9 739	9 844	10 396
Fonds immobilier canadien de prestige Bentall Kennedy		551 642	3 931	4 172
Total fonds immobilier			13 775	14 568

Capital régional et coopératif Desjardins

Relevé des autres investissements (non audité)

Au 30 juin 2016

(en milliers de dollars)

Description		Nombre d'actions	Coût \$	Juste Valeur \$
Actions privilégiées (10,0 %)				
Banque de Montréal	Perpétuelle, 5,20 %	173 400	4 439	4 019
Banque Nationale du Canada	Perpétuelle, 3,80 %	25 000	606	594
Banque Royale du Canada	Perpétuelle, 4,45 %	61 000	1 562	1 531
	Perpétuelle, 4,50 %	118 600	2 965	2 978
	Perpétuelle, 4,60 %	92 100	2 346	2 317
	Perpétuelle, 4,70 %	15 700	394	396
	Perpétuelle, 5,00 %	131 100	3 352	3 072
	Perpétuelle, 5,50 %	30 000	750	797
Banque Scotia	Perpétuelle, 3,70 %	130 000	3 267	2 587
	Perpétuelle, 4,50 %	50 200	1 289	1 254
	Perpétuelle, 5,00 %	50 000	1 270	1 152
	Perpétuelle, 5,25 %	16 000	412	410
	Perpétuelle, 5,60 %	170 000	4 458	4 350
Banque Toronto-Dominion	Perpétuelle, 3,60 %	40 000	963	789
	Perpétuelle, 3,70 %	20 000	391	414
	Perpétuelle, 3,75 %	118 300	2 780	2 166
	Perpétuelle, 3,80 %	54 500	1 355	1 003
	Perpétuelle, 3,90 %	4 500	106	83
	Perpétuelle, 4,90 %	50 000	1 123	1 246
Brookfield Asset Management	Perpétuelle, 4,20 %	80 000	1 752	1 393
	Perpétuelle, 4,40 %	30 000	480	549
	Perpétuelle, 4,50 %	112 860	2 891	2 145
	Perpétuelle, 4,75 %	23 800	466	501
	Perpétuelle, 4,80 %	20 000	519	378
Canadian Utilities	Perpétuelle, 4,50 %	120 000	3 006	2 795
	Perpétuelle, 4,90 %	40 000	1 018	925
Corporation Financière Power	Perpétuelle, 1,63 %	77 800	1 970	879
	Perpétuelle, 4,20 %	29 700	757	607
	Perpétuelle, 4,95 %	25 000	658	584
	Perpétuelle, 5,10 %	10 000	263	240
	Perpétuelle, 5,75 %	10 000	220	257
	Perpétuelle, 6,00 %	95 000	2 528	2 478
Corporation Power du Canada	Perpétuelle, 5,00 %	55 400	1 212	1 306
Financière Manuvie	Perpétuelle, 3,90 %	75 000	1 729	1 350
	Perpétuelle, 4,20 %	132 500	3 365	1 973
	Perpétuelle, 4,40 %	25 400	675	502
	Perpétuelle, 4,50 %	35 900	867	781
	Perpétuelle, 4,60 %	36 300	761	778
	Perpétuelle, 5,60 %	15 000	375	397
Financière Sun Life	Perpétuelle, 4,45 %	10 000	223	216
	Perpétuelle, 4,50 %	25 000	565	545
	Perpétuelle, 4,75 %	137 500	3 050	3 179
	Perpétuelle, 4,80 %	60 300	1 482	1 412
Fortis	Perpétuelle, 4,00 %	9 300	203	164
	Perpétuelle, 4,10 %	111 000	2 759	2 153
	Perpétuelle, 4,75 %	52 300	1 132	1 222
	Perpétuelle, 5,25 %	40 000	877	698
Great-West Lifeco	Perpétuelle, 3,65 %	40 000	629	580
	Perpétuelle, 4,50 %	45 000	1 084	990
	Perpétuelle, 4,85 %	50 000	1 185	1 150
	Perpétuelle, 5,20 %	145 000	3 816	3 566

Capital régional et coopératif Desjardins
Relevé des autres investissements (non audité)
Au 30 juin 2016

(en milliers de dollars)

Description	Nombre d'actions	Coût \$	Juste Valeur \$
Actions privilégiées (suite)			
Husky Energy	Perpétuelle, 4,45 %	4 500	73
	Perpétuelle, 4,60 %	100 000	2 471
Industrielle Alliance, Assurance et services financiers	Perpétuelle, 4,60 %	15 000	243
Intact Financial Corporation	Perpétuelle, 4,20 %	45 600	1 119
TransCanada	Perpétuelle, 3,80 %	47 200	862
	Perpétuelle, 4,00 %	50 400	1 151
	Perpétuelle, 4,25 %	83 600	1 607
		83 871	74 185
Total actions privilégiées		83 871	74 185
Total autres investissements (100,0 %)		740 716	744 412

Capital régional et coopératif Desjardins

Répertoire de la quote-part des investissements au coût
effectués par des fonds spécialisés et partenaires
Au 30 juin 2016

Capital régional et coopératif Desjardins

Répertoire de la quote-part des investissements au coût effectués par des fonds spécialisés et partenaires (non audité)

Au 30 juin 2016

(en milliers de dollars)

Extraits des rapports financiers annuels du	Participation de la Société %	Investissements non garantis		Investissements garantis	Total \$
		Actions ordinaires et privilégiées et parts de fonds \$	Prêts et avances \$	Prêts et avances \$	
31-12-2015	Capital croissance PME s.e.c.	50,00			
	Abitibi-Témiscamingue				
	2637-1914 Québec inc. (Télévision J.R.)	-	50	-	50
	9207-6553 Québec inc. (Pizzeria Noranda)	-	56	-	56
	9265-0381 Québec inc. (Barbin Sport)	-	64	-	64
	Abitibi Géophysique inc.	-	242	-	242
	Agence de sécurité Mirado inc.	-	51	-	51
	Centre du ressort Lamarche inc.	-	44	-	44
	Groupe Minier CMAC - Thyssen Mining Group	-	164	-	164
	Hôtel Forestel Val d'Or inc.	-	915	-	915
	Integra Gold Corp.	139	-	-	139
	Location Lauzon inc.	-	148	-	148
	Ressources Cartier inc.	150	-	-	150
	Total Abitibi-Témiscamingue		289	1 734	2 023
	Bas-Saint-Laurent				
	9048-3538 Québec inc. (Matane Honda) (9244-9396 Qc inc.)	-	141	-	141
	Autobus Dionne inc. (Transport A.S.D.)	-	-	85	85
	Entreprises d'Auteuil & fils inc. (Les)	-	77	-	77
	Gestion Rima 2013 inc. (Sani-Manic inc.)	-	40	386	426
	Groupe Fillion Sport inc.	-	-	315	315
	Impressions Soleil (Les) - 3089-8522 Québec inc.	-	-	77	77
	Matane Motosport inc.	-	-	296	296
	Total Bas-Saint-Laurent		258	1 159	1 417
	Capitale-Nationale				
	9101-2492 Québec inc. (Centre médical Le Mesnil)	-	139	-	139
	Collection Papillon Gemme inc.	-	-	118	118
	Éditions Gladius International inc.	-	-	48	48
	Institut privé de chirurgie inc. (9276-9678 Québec inc.)	-	-	332	332
	Institut privé d'ophtalmologie de Québec inc. (9276-9710 Québec inc.)	-	-	204	204
	LA VUE par Laforce inc.	-	-	116	116
	Pavages Nordic inc.	-	275	-	275
	Planifika inc.	-	-	204	204
	Radio-Onde inc.	750	-	-	750
	Total Capitale-Nationale		750	414	2 186
	Centre-du-Québec				
	2543-6205 Québec inc. (Groupe MBI)	-	-	754	754
	2681871 Canada inc. (Voyages Escapades Victoriaville)	-	126	-	126
	9224-7519 Québec inc. (Peinture Can-Lak inc.)	-	-	728	728
	Fromagerie L'Ancêtre inc.	-	276	-	276
	Gestion TYT inc.	-	-	532	532
	Total Centre-du-Québec		402	2 014	2 416

Capital régional et coopératif Desjardins

Répertoire de la quote-part des investissements au coût effectués par des fonds spécialisés et partenaires (non audité)

Au 30 juin 2016

(en milliers de dollars)

Extraits des rapports financiers annuels du	Participation de la Société %	Investissements non garantis		Investissements garantis		Total \$
		Actions ordinaires et privilégiées et parts de fonds \$	Prêts et avances \$	Prêts et avances \$		
31-12-2015	Capital croissance PME s.e.c. (suite)	50,00				
	Chaudière - Appalaches					
	3R Com inc. (8580430 Canada inc.)	-	202	-	-	202
	Autobus Fleur de Lys inc.	-	-	220	-	220
	Décoplex inc.	-	-	389	-	389
	Entreprises de services BCE Pharma inc. (Les)	-	87	-	-	87
	Fenêtres Sélection inc.	-	89	-	-	89
	Gesdix inc.	-	207	-	-	207
	Gypotech Acoustique inc.	-	208	-	-	208
	Investissements Mika inc. (Les)	-	-	311	-	311
	Plomberie Ste-Croix inc.	-	-	120	-	120
	Productions Horticoles Demers (Les)	250	-	-	-	250
	Serres Demers inc. (Les)	-	-	400	-	400
	Ultima Fenestration inc.	-	135	-	-	135
	Umano Medical inc.	-	133	-	-	133
	Total Chaudière - Appalaches		250	1 061	1 440	2 751
	Côte-Nord					
	9269-4603 Québec inc. - Gestion Patrick Ferreri	-	-	637	-	637
	9304-8254 Québec inc. (anc. Benoit Vigneault ltée)	404	-	-	-	404
	Alimentation Francis Gravel inc.	-	113	-	-	113
	Carrosserie Baie-Comeau inc.	-	-	102	-	102
	Centre des congrès de Sept-Iles	-	-	105	-	105
	Construction Leclerc et Pelletier inc.	-	84	-	-	84
	Entreprises G.M. Mallet inc. (les)	-	120	-	-	120
	Express Havre St-Pierre ltée	-	-	316	-	316
	Hôtel Motel Le Q'Artier des Îles inc.	-	159	-	-	159
	LA VUE Pierre-Bertrand inc.	-	-	61	-	61
	LA VUE Thetford Mines inc.	-	-	48	-	48
	Location Paul Boudreau inc.	-	623	-	-	623
	Santerre Électrique inc.	-	21	172	-	193
	Sécurgence inc.	-	248	-	-	248
	Total Côte-Nord		404	1 368	1 441	3 213
	Estrie					
	6358331 Canada inc. (Sherbrooke OEM ltée)	459	57	-	-	516
	Certi Auto inc.	-	-	246	-	246
	Innotex inc.	-	281	-	-	281
	L.P. Royer inc.	-	995	-	-	995
	Pieux Vistech - Postech inc.	-	562	-	-	562
	Plastech inc.	-	-	120	-	120
	S.E.2 inc.	-	-	121	-	121
	Total Estrie		459	1 895	487	2 841

Capital régional et coopératif Desjardins

Répertoire de la quote-part des investissements au coût effectués par des fonds spécialisés et partenaires (non audité)

Au 30 juin 2016

(en milliers de dollars)

Extraits des rapports financiers annuels du	Participation de la Société %	Investissements non garantis		Investissements garantis	Total \$
		Actions ordinaires et privilégiées et parts de fonds \$	Prêts et avances \$	Prêts et avances \$	
31-12-2015	Capital croissance PME s.e.c. (suite)	50,00			
	Fonds				
	Fonds Prêt à Entreprendre, s.e.c.	471	-	-	471
	Total Fonds	471	-	-	471
	Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine				
	Ateliers CFI Métal inc. (Les)	-	213	-	213
	Total Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	-	213	-	213
	Laval				
	8376905 Canada inc. (Paramédic)	-	259	-	259
	Total Laval	-	259	-	259
	Mauricie				
	9210-3563 Québec inc. (Groupe E. Morel)	-	-	233	233
	Ateliers de l'électro-ménager R. Vallée inc.	-	186	-	186
	Investissements Bédard-Hallé inc.	-	-	672	672
	Louis Lafrance & fils ltée	-	141	-	141
	Matériaux Spécialisés Louiseville inc.	-	851	-	851
	Résidence Le Soleil Levant inc.	-	99	-	99
	RGF Électrique inc.	-	12	-	12
	Total Mauricie	-	1 289	905	2 194
	Montérégie				
	3087-9894 Québec inc. (Habitations Trigone)	-	-	1 172	1 172
	4304047 Canada inc. (RX Santé)	-	83	-	83
	9008-7826 Québec inc. (Habitations Trigone)	-	-	1 173	1 173
	9120-6094 Québec inc. (Lanla)	-	150	-	150
	9223-5845 Québec inc. (Autobus Duffresne)	-	-	315	315
	Budget Propane (1998) inc.	-	-	275	275
	C.R.S./Vamic inc.	-	79	-	79
	Câbles Ben-Mor inc. (Les)	-	-	1 223	1 223
	Comax, coopérative agricole	1 500	-	-	1 500
	Fibres Serden inc. (Les)	-	84	-	84
	Galenova inc. et Gentes et Bolduc Pharmaciens inc.	-	-	1 241	1 241
	Groupe Loiselle inc.	-	80	-	80
	Groupe Rogers Ltée	-	123	-	123
	Hygie Canada inc.	-	-	550	550
	Industries de Moules et Plastiques VIF ltée (Les)	-	92	-	92
	Industries M.R. inc. (Les)	-	-	164	164
	Plomberie St-Luc inc.	-	605	-	605
	Pneus Langelier inc.	-	111	-	111
	Produits forestiers Direct inc.	-	-	531	531
	Ressorts Foster Ltée (Les)	-	12	-	12
	Station Skyspa inc.	-	-	284	284
	Total Montérégie	1 500	1 419	6 928	9 847

Capital régional et coopératif Desjardins

Répertoire de la quote-part des investissements au coût effectués par des fonds spécialisés et partenaires (non audité)

Au 30 juin 2016

(en milliers de dollars)

Extraits des rapports financiers annuels du	Participation de la Société %	Investissements non garantis		Investissements garantis		Total \$
		Actions ordinaires et privilégiées et parts de fonds \$	Prêts et avances \$	Prêts et avances \$		
31-12-2015	Capital croissance PME s.e.c. (suite)	50,00				
	Montréal					
	9106-7645 Québec inc. (Vidéo MTL)	-	1 479	-	-	1 479
	9228-6384 Québec inc. (Sid Lee Technologies)	-	-	1 200	-	1 200
	9273-3443 Québec inc. (CLS Info)	-	63	-	-	63
	Aéronav inc.	-	121	-	-	121
	Alta Précision inc.	1 250	700	-	-	1 950
	Balcon Idéal inc.	-	374	-	-	374
	Chaussures STC inc. (Les)	-	-	991	-	991
	Cime Décor inc.	-	-	416	-	416
	CTA de Negotium	-	1 050	-	-	1 050
	DEK Canada inc.	-	1 405	-	-	1 405
	Ge-ber Transport inc.	-	110	-	-	110
	GME Experts en sinistres inc.	-	-	107	-	107
	Groupe Bugatti inc. (Le) (ex Bugatti-Sedona inc.)	-	300	-	-	300
	LVL Studio inc.	626	-	691	-	1 317
	M.C. Crystal inc.	-	-	77	-	77
	Peds Legwear inc.	-	-	611	-	611
	Senez & Associés CPA inc.	-	-	193	-	193
	Sid Lee inc.	-	-	978	-	978
	Source Évolution inc.	-	-	979	-	979
	Total Montréal	1 876	5 602	6 243	-	13 721
	Nord-du-Québec					
	9223-3196 Québec inc. (Rona)	-	198	-	-	198
	Corporation Éléments Critiques	25	-	-	-	25
	Entreprises minières du Nouveau Monde	50	-	-	-	50
	Exploration Midland inc.	137	-	-	-	137
	Némaska Lithium inc.	24	-	-	-	24
	Ressources GéoMégA inc.	20	-	-	-	20
	Ressources Sirios inc.	32	-	-	-	32
	Ressources Sphinx Ltée	-	31	-	-	31
	Total Nord-du-Québec	288	229	-	-	517
	Outaouais					
	Gestion S. Kelly (Métro Kelly)	300	-	500	-	800
	Jacques Poirier et Fils Ltée	-	-	171	-	171
	Total Outaouais	300	-	671	-	971

Capital régional et coopératif Desjardins

Répertoire de la quote-part des investissements au coût effectués par des fonds spécialisés et partenaires (non audité)

Au 30 juin 2016

(en milliers de dollars)

Extraits des rapports financiers annuels du	Participation de la Société %	Investissements non garantis		Investissements garantis	Total \$
		Actions ordinaires et privilégiées et parts de fonds \$	Prêts et avances \$	Prêts et avances \$	
31-12-2015	Capital croissance PME s.e.c. (suite)	50,00			
	Saguenay-Lac-Saint-Jean				
	2737-2895 Québec inc. (Distribution Fromagerie Boivin)	-	-	437	437
	4145275 Canada inc. (Chlorophylle)	599	-	211	810
	8439117 Canada inc. (Récupère Sol)	-	624	-	624
	9244-7770 Québec inc. (La Voie Maltée)	-	-	209	209
	Ambulance Médilac inc.	-	206	-	206
	Cervo-Polygaz inc.	-	-	100	100
	Clinique médicale privée Opti-Soins inc.	150	575	-	725
	Cuisines G.B.M. inc. (Les)	-	-	81	81
	Denis Lavoie & fils ltée	-	-	295	295
	Garage Georges Beaudoin inc.	-	-	88	88
	Institut d'échafaudage du Québec (9020-4983 Québec inc.)	-	-	311	311
	Location A.L.R. inc.	198	-	-	198
	Matelas Lion d'or inc.	-	40	-	40
	Messagerie du Fjord inc.	-	340	-	340
	Métatube (1993) inc.	-	214	-	214
	Pog inc.	-	-	-	-
	Sécuor inc.	-	223	-	223
	Sports Guy Dumas inc.	36	-	-	36
	Théka Industries inc.	-	216	-	216
	Transport Réal Villeneuve inc. (9280-3162 Québec inc.)	-	78	-	78
	Total Saguenay-Lac-Saint-Jean	983	2 516	1 732	5 231
		7 570	18 659	24 042	50 271
	Fonds engagés mais non déboursés				529
	Total Capital croissance PME s.e.c.				50 800

Capital régional et coopératif Desjardins

Répertoire de la quote-part des investissements au coût effectués par des fonds spécialisés et partenaires (non audité)

Au 30 juin 2016

(en milliers de dollars)

Extraits des rapports financiers annuels du	Participation de la Société %	Investissements non garantis		Investissements garantis	Total \$
		Actions ordinaires et privilégiées et parts de fonds \$	Prêts et avances \$	Prêts et avances \$	
31-12-2015	Capital croissance PME II s.e.c.	50,00			
	Abitibi-Témiscamingue				
	9222-0201 Québec inc. (Location Dumco)	-	195	-	195
	Abitibi Géophysique inc.	-	185	-	185
	Ace services mécaniques inc.	-	100	-	100
	Adventure Gold inc.	100	-	-	100
	Autobus Maheux ltée (Les)	-	1 350	-	1 350
	Centre du ressort Lamarche inc.	-	93	-	93
	Construction Gaston Proulx et Frères inc.	-	-	175	175
	Gestion Martin Dandurand inc.	-	114	-	114
	Groupe Minier CMAC - Thyssen Mining Group	-	250	-	250
	Menuiserie Jalbert inc.	-	125	-	125
	Ressources Cartier inc.	38	-	-	38
	Ressources Falco ltée	75	-	-	75
	Service Mécanique Gilbert inc.	-	-	100	100
	Total Abitibi-Témiscamingue		2 412	275	2 900
	Bas-Saint-Laurent				
	9164-1134 Québec inc. (Kia Matane)	-	-	206	206
	9188-1441 Québec inc. (Caravane Rimouski)	-	188	-	188
	Bouffard Sanitaire inc.	-	-	389	389
	Gestion AFM-Séma inc.	529	-	-	529
	Gestion Brasa inc.	-	353	1 250	1 603
	Gestion Rima 2013 inc. (Sani-Manic inc.)	-	-	100	100
	Location Jesna inc.	-	-	200	200
	Total Bas-Saint-Laurent		541	2 145	3 215
	Capitale-Nationale				
	9265-1934 Québec inc. (Centurion Fondation)	-	-	320	320
	9295-4874 Québec inc. (Maison de l'homéopathie de Québec)	-	232	-	232
	Capilex-Beauté ltée	-	-	589	589
	Entreprises Pol R inc.	2 362	-	-	2 362
	Lasertech industries inc.	-	300	-	300
	Matériaux Blanchet inc.	-	-	2 398	2 398
	Menuiserie R. Légaré inc.	-	-	200	200
	Multi Options Nursing inc.	-	200	-	200
	Ruchers Promiel inc. (Les)	-	459	-	459
	Total Capitale-Nationale		1 191	3 507	7 060

Capital régional et coopératif Desjardins

Répertoire de la quote-part des investissements au coût effectués par des fonds spécialisés et partenaires (non audité)

Au 30 juin 2016

(en milliers de dollars)

Extraits des rapports financiers annuels du	Participation de la Société %	Investissements non garantis		Investissements garantis	Total \$
		Actions ordinaires et privilégiées et parts de fonds \$	Prêts et avances \$	Prêts et avances \$	
31-12-2015	Capital croissance PME II s.e.c. (suite)	50,00			
	Centre-du-Québec				
	9324-9605 Québec inc. (Préscolaire Vision)	84	-	-	84
	Advantag Canada inc.	-	-	500	500
	Davinci Compass inc.	-	-	450	450
	Distribution Pro-Excellence	-	500	-	500
	NMédia Solutions inc.	-	140	-	140
	Reflec inc.	-	500	-	500
	Sipromac II inc.	-	-	404	404
	Total Centre-du-Québec	84	1 140	1 354	2 578
	Chaudière - Appalaches				
	Acriart inc.	-	-	165	165
	Équipements Supérieurs inc.	-	709	-	709
	F. Charest ltée	-	958	-	958
	Gyptech Acoustique inc.	-	246	-	246
	I. Thibault Inc.	-	250	-	250
	Industries et équipements Laliberté ltée (Les)	-	700	-	700
	Techno-Moules P.L.C. inc.	-	-	89	89
	Total Chaudière - Appalaches	-	2 863	254	3 117
	Côte-Nord				
	9074-9664 Québec inc.	-	-	139	139
	Total Côte-Nord	-	-	139	139
	Estrie				
	Éco-Pak inc. (9316-3251 Québec inc.)	-	-	600	600
	Industries C.P.G. Gagné ltée	-	133	-	133
	Innotex inc.	-	118	-	118
	Khrome Produit - Transport (KPT) inc.	-	212	-	212
	Nautic & Art inc.	-	-	422	422
	Palettes & Produits de bois Perron inc.	-	250	-	250
	Pieux Vistech - Postech inc.	-	125	-	125
	Réparations SOS Lift inc.	-	-	100	100
	S.E.2 inc.	-	25	-	25
	Sherlic inc.	-	-	350	350
	Spécialités industrielles Sherbrooke inc.	-	180	-	180
	Total Estrie	-	1 043	1 472	2 515
	Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine				
	9088-6086 Québec inc. (Subaru New Richmond)	-	-	200	200
	Total Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	-	-	200	200

Capital régional et coopératif Desjardins

Répertoire de la quote-part des investissements au coût effectués par des fonds spécialisés et partenaires (non audité)

Au 30 juin 2016

(en milliers de dollars)

Extraits des rapports financiers annuels du	Participation de la Société %	Investissements non garantis		Investissements garantis	Total \$
		Actions ordinaires et privilégiées et parts de fonds \$	Prêts et avances \$	Prêts et avances \$	
31-12-2015	Capital croissance PME II s.e.c. (suite)	50,00			
	Lanaudière				
	Artotech Intégration inc.	-	125	-	125
	Centre Nouvelle-Vie (Pavillon Lanaudière)	-	270	-	270
	Total Lanaudière	-	395	-	395
	Laurentides				
	Entreprise Technoflex ESR inc.	350	506	-	856
	Jean Jacques Campeau inc.	2 000	-	-	2 000
	Total Laurentides	2 350	506	-	2 856
	Laval				
	Aliments Marina Del Rey inc.	-	500	-	500
	Groupe Lumain inc.	-	-	2 320	2 320
	Norseco inc.	-	500	-	500
	Total Laval	-	1 000	2 320	3 320
	Mauricie				
	9256-9037 Québec inc.	-	-	147	147
	Aliments Prémont inc.	-	-	175	175
	Maison Isabelle inc.	-	225	-	225
	Placements Le Belvédère inc.	-	1 206	-	1 206
	Total Mauricie	-	1 431	322	1 753
	Montérégie				
	3087-9894 Québec inc. (Habitations Trigone)	-	-	675	675
	9008-7826 Québec inc. (Habitations Trigone)	-	-	675	675
	9020-5758 Québec inc. (AVRIL)	-	1 000	-	1 000
	Acema Importations inc.	-	175	-	175
	Alarme S.P.P. inc.	-	-	137	137
	Autobus Dufresne inc.	-	150	-	150
	Brosses Lacasse inc. (Les)	-	-	225	225
	Contek Shilstone inc.	-	307	-	307
	Éclairages Électroniques C.B.M. inc. (Les)	-	250	-	250
	Groupe Helios inc.	1 500	1 000	-	2 500
	Habitations Deschênes et Pépin inc. (Les)	-	402	-	402
	Industries B. Rainville inc.	-	-	400	400
	Logicmed inc.	-	-	116	116
	MTL Technologies inc.	-	490	-	490
	Placements F.I. inc.	-	492	-	492
	Pro Action Diesel inc.	-	-	260	260
	Total Montérégie	1 500	4 266	2 488	8 254

Capital régional et coopératif Desjardins

Répertoire de la quote-part des investissements au coût effectués par des fonds spécialisés et partenaires (non audité)

Au 30 juin 2016

(en milliers de dollars)

Extraits des rapports financiers annuels du	Participation de la Société %	Investissements non garantis		Investissements garantis	Total \$
		Actions ordinaires et privilégiées et parts de fonds \$	Prêts et avances \$	Prêts et avances \$	
31-12-2015	Capital croissance PME II s.e.c. (suite)	50,00			
	Montréal				
	9168-5909 Québec inc. (Piknic Électronik inc.)	-	-	250	250
	9303-6408 Québec inc. (Atelier d'usinage de précision Innova)	-	-	175	175
	C.R.H. Oral Design inc.	-	500	-	500
	C.T.M. Adhesive inc.	-	739	-	739
	Datsit Studios inc.	-	250	-	250
	Éditions Info Presse inc.	-	400	-	400
	Groupe Gorski Itée	-	500	-	500
	JSS Recherche Médicale inc.	2 000	500	-	2 500
	Leeza Distribution inc.	500	1 000	-	1 500
	Masdel inc.	725	1 337	-	2 062
	Oboxmedia inc.	-	375	-	375
	Peds Legwear inc.	-	-	662	662
	Reftech international inc.	-	-	300	300
	TV5 Québec Canada	-	-	1 946	1 946
	Total Montréal	3 225	5 601	3 333	12 159
	Nord-du-Québec				
	Corporation Aurifère Monarques	105	-	-	105
	Corporation Tomagold	80	-	-	80
	Entreprises minières du Nouveau Monde	60	-	-	60
	Exploration Dios inc.	50	-	-	50
	Exploration Midland inc.	75	-	-	75
	Ressources Beaufield inc.	50	-	-	50
	Ressources GéoMégA inc.	129	-	-	129
	Ressources Sirius inc.	134	-	-	134
	Total Nord-du-Québec	683	-	-	683

Capital régional et coopératif Desjardins

Répertoire de la quote-part des investissements au coût effectués par des fonds spécialisés et partenaires (non audité)

Au 30 juin 2016

(en milliers de dollars)

Extraits des rapports financiers annuels du	Participation de la Société %	Investissements non garantis		Investissements garantis	Total \$
		Actions ordinaires et privilégiées et parts de fonds \$	Prêts et avances \$	Prêts et avances \$	
31-12-2015	Capital croissance PME II s.e.c. (suite)	50,00			
	Saguenay-Lac-Saint-Jean				
	130395 Canada Inc. (Nordex)	1 875	-	-	1 875
	2526-0100 Québec inc. (Terrassement J. Fortin)	-	-	500	500
	2737-2895 Québec inc. (Distribution Fromagerie Boivin)	-	-	208	208
	2956-7062 Québec inc. (NAPA La Baie)	-	100	-	100
	9216-3146 Québec inc. (Micro Brasserie du Saguenay)	-	-	130	130
	9244-7770 Québec inc. (La Voie Maltée)	-	-	82	82
	9283-9034 Québec inc. (Pexal Tecalum Canada)	-	175	-	175
	9328-9486 Québec inc.	390	470	-	860
	Cervo-Polygaz inc.	-	-	263	263
	Fenêtres Réjean Tremblay inc. (Les)	-	350	-	350
	Flash Néon inc. - Enseignes Ste-Marie	-	-	200	200
	Foresco Holding inc.	-	250	-	250
	Gestion R. et G.G. inc.	2 000	-	-	2 000
	Industries G.R.C. inc. (Les)	-	182	-	182
	Marché Guy Bergeron inc.	-	-	161	161
	Mermax inc.	-	-	200	200
	Messagerie du Fjord inc.	-	48	-	48
	Sécuor inc.	-	62	-	62
	Taimi R & D inc.	-	308	-	308
	Total Saguenay-Lac-Saint-Jean	4 265	1 945	1 744	7 954
		15 211	24 334	19 553	59 098
	Fonds engagés mais non déboursés				6 156
	Total Capital croissance PME II s.e.c.				65 254

Capital régional et coopératif Desjardins

Répertoire de la quote-part des investissements au coût effectués par des fonds spécialisés et partenaires (non audité)

Au 30 juin 2016

(en milliers de dollars)

Extraits des rapports financiers annuels du	Participation de la Société %	Investissements non garantis		Investissements garantis	Total \$
		Actions ordinaires et privilégiées et parts de fonds \$	Prêts et avances \$	Prêts et avances \$	
31-12-2015	Desjardins – Innovatech S.E.C.	54,49			
	7525443 Canada inc. (Inflotrolix)	221	317	-	538
	9274-4192 Québec inc. (Boisaco)	1 293	-	-	1 293
	Achronix Semiconductor Corporation	-	-	-	-
	Airex Énergie inc.	545	-	-	545
	Albert Perron inc.	695	-	-	695
	AxesNetwork Solutions inc.	1 933	-	-	1 933
	Biocéan Canada inc.	272	54	-	326
	Bouffard Sanitaire inc. et Acier Bouffard inc.	-	65	-	65
	Cadens Imagerie Médicale inc (Microsystemes DOG inc)	-	1 172	-	1 172
	CmLabs Simulations inc.	817	-	-	817
	E2Metrix inc.	272	-	50	322
	Emerillon Capital s.e.c.	3 822	-	-	3 822
	Éocycle Technologies inc.	1 304	-	-	1 304
	Fonds Entrepia Nord, s.e.c. (Le)	305	-	-	305
	Groupe Icible inc.	-	163	-	163
	Groupe Minier CMAC - Thyssen Mining Group	-	304	-	304
	Gullivert Technologies inc.	109	-	-	109
	Handyem inc.	409	136	-	545
	Hortau inc.	-	-	294	294
	Innomalt inc.	-	110	-	110
	Kanwal inc.	-	-	488	488
	Laboratoire M2 inc.	-	545	-	545
	Laserax inc.	-	381	-	381
	LeddarTech inc.	831	-	-	831
	LVL Global inc.	191	-	368	559
	Mayer Intégration inc.	-	126	-	126
	Novidév Santé active inc.	-	381	163	544
	Ocera Therapeutics inc.	94	-	-	94
	OptoSecurity inc.	-	100	-	100
	Prevtex Microbia inc.	1 173	-	-	1 173
	Produits forestiers LAMCO inc.	312	-	-	312
	Ressources Nippon Dragon inc.	163	-	136	299
	Solutions Extenway inc.	1 409	-	-	1 409
	Solutions Interactives de validation 88 inc.	272	-	-	272
	SweetIQ Analytics Corp.	545	-	-	545
	Technologies Inocucor inc.	-	-	681	681
	Technologies Intelia inc.	136	-	-	136
	TSO3 inc.	772	-	-	772
	Vantrix Corporation	-	-	-	-
	VIMAC Early Stage Fund L.P.	610	-	-	610
		18 505	3 854	2 180	24 539
	Fonds engagés mais non déboursés				9 027
	Total Desjardins - Innovatech S.E.C.				33 566

Capital régional et coopératif Desjardins

Répertoire de la quote-part des investissements au coût effectués par des fonds spécialisés et partenaires (non audité)

Au 30 juin 2016

(en milliers de dollars)

Extraits des rapports financiers annuels du	Participation de la Société %	Investissements non garantis		Investissements garantis	Total \$
		Actions ordinaires et privilégiées et parts de fonds \$	Prêts et avances \$	Prêts et avances \$	
31-12-2015	Société en commandite Essor et Coopération	90,91			
	Agropur Coopérative	4 546	-	-	4 546
	Central Café - Coop de solidarité	182	-	-	182
	Citadelle, Coopérative de producteurs de sirop d'érable	2 727	-	-	2 727
	Club coopératif de consommation d'Amos	909	-	-	909
	Coop d'analyse sociale et environnementale	-	18	-	18
	Coopérative Actionnaire Les Paramédics d'Urgence Bois-Francis	-	878	-	878
	Coopérative de travailleurs actionnaire de TEC	-	565	-	565
	Fédération des coopératives funéraires du Québec	364	-	-	364
	Fédération québécoise des coopératives forestières	114	-	-	114
	La Coop fédérée	4 546	-	-	4 546
	La Coop Uniforce	909	-	-	909
	Magasin Général Saint-Fidèle, Coop de solidarité	-	51	-	51
	Vivaco Groupe coopératif (anc. Société coopérative agricole des Appalaches)	909	-	-	909
		15 206	1 512	-	16 718
	Fonds engagés mais non déboursés				4 568
	Total Société en commandite Essor et Coopération				21 286

Ce répertoire non audité détaille la quote-part des investissements effectués par des fonds spécialisés dans lesquels Capital régional et coopératif Desjardins détient un investissement d'une valeur supérieure à 10 M\$ et par des fonds partenaires où elle détient un pourcentage de participation égal ou supérieur à 50 % et qui respectent les critères prévus par le *Règlement sur l'information continue des fonds d'investissement en capital de développement*.



Desjardins
Capital régional
et coopératif

2, complexe Desjardins
C.P. 760, succ. Desjardins
Montréal (Québec) H5B 1B8